



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 33
(Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch.))

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 novembre 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 3rd, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940
29088 — 1-52

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 17 octobre 1951 et présentés avant le 28 novembre 1951, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 novembre 1951, et reçues avant le 22 novembre 1951, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1951.

Québec, le 16 août 1951.

Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

30710-33-12-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 17th October, 1951 and introduced before the 28th November, 1951, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th November, 1951, and received before the 22nd November, 1951, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1951.

Québec, August 16, 1951.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

30719-33-12-o

Lettres patentes

Letters Patent

A. R. Lambert Limited

A. R. Lambert Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre septembre 1951, constituant en corporation: Albert Reginald Lambert, acheteur, Kathleen Gemma Kindellan, épouse commune en biens de Albert Reginald Lambert et dûment autorisée par lui aux fins des présentes et Joseph Austin Lambert, ingénieur civil, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1951, incorporating: Albert Reginald Lambert, buyer, Kathleen Gemma Kindellan, wife common as to property of Albert Reginald Lambert, and duly authorized by him for these purposes, and Joseph Austin Lambert, civil engineer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'automobiles, camions, motocyclettes, tracteurs et tous leurs accessoires, sous le nom de "A. R. Lambert Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Carry on trade in automobiles, trucks, motor cycles, tractors and all their accessories, under the name of "A. R. Lambert Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 209 rue Commerciale, La Tuque, district judiciaire de Québec.

The head office of the company will be at 209 Commerciale Street, La Tuque, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of September, 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby

Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Auger, Paul Brouillard et Philias Richer, garagistes, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Auger, Paul Brouillard and Philias Richer, garage keepers, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

Promouvoir le bien-être et l'intérêt de ses membres par tous les moyens légitimes, sous le nom de "Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby".

To promote the welfare and interest of its members by all lawful means, under the name of "Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, les jeux de hasard et d'habileté, les paris illégaux, et ne permettent pas non plus à la compagnie requérante de demander, obtenir, ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

The powers conferred do not permit gambling, games of chance, games of chance and skill, illegal betting, nor do they permit the company to apply for, obtain or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

Le nombre des directeurs de ladite corporation sera de cinq.

The number of directors of the said corporation will be five.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$40,000.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.

Le siège social de la corporation sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le six septembre 1951.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
31326 Deputy Attorney General.

Beauséjour Limitée LTD.

Beauséjour Limitée LTD.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date, du trente août 1951, constituant en corporation: J.-Théo Legault, J. Théo Legault, jr., et

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1951, incorporating: J. Théo Legault, J. Théo Legault, jr., Elvin Legault,

Elvin Legault, tous notaires, des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tabac, des produits de tabac et articles semblables, sous le nom de "Beauséjour Limitée", avec un

capital de \$40,000 divisé en 400 actions de 100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326-o L. DÉSILETS.

Commercial Shipping Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Sidney Savely Blumstein, Solomon Blumstein, marchands et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de bois de construction, sous le nom de "Commercial Shipping Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

Consolidated Office Equipment Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six août 1951, constituant en corporation: Frederick Wray Gladwin, marchand, Charles Ambrose Lane Hibbard, avocat et conseil en loi du Roi, tous deux de la cité de Montréal, Hermanus Herlof Smith, courtier d'immeubles, de St-Lambert, Alec Phelps Grigg, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre et faire le négoce et le commerce de meubles, fournitures, appliques, accessoires, livres, papeterie et articles pour bureaux et établissements commerciaux et industriels, lieux divers et usines et pour les résidences et institutions publiques et privés de toutes sortes, sous le nom de "Consolidated Office Equipment Company Ltd."

Le capital de la compagnie est divisé en 800 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

all notaries, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in tobacco, tobacco products, and similar articles, under the name of "Beausejour Limitée", with a capital stock

of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326 Deputy Attorney General.

Commercial Shipping Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of September, 1951, incorporating: Sidney Blumstein, Solomon Blumstein, merchants, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Commercial Shipping Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of \$100, each and 2,000 common shares of a par value of \$10, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Consolidated Office Equipment Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1951, incorporating: Frederick Wray Gladwin, merchant, Charles Ambrose Lane Hibbard, advocate and King's Counsel, both of the City of Montreal, Hermanus Herlof Smith, real estate broker, of St. Lambert, Alex Phelps Grigg, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in and with furniture, equipment, fixtures, accessories, books, stationery and supplies for offices and business and industrial establishments, premises and plants and for dwellings and public and private institutions of all kinds, under the name of "Consolidated Office Equipment Company Ltd."

The capital stock of the company is divided into 800 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$4,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Eastern Canada Exhibition Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf août 1951, constituant en corporation: Emile St-Pierre, publiciste, de Verdun, Roméo-William Berlinguette, publiciste, de la cité de Montréal et Ignace-J. Deslauriers, C.R., avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire, tenir, aménager, louer, exploiter et promouvoir toutes sortes d'expositions commerciales, industrielles ou autres pour l'avantage, l'instruction et l'information des marchands, manufacturiers ou du public en général, sous le nom de "Eastern Canada Exhibitions Incorporated".

Le capital-actions de la compagnie se compose de 100 actions de la classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions de la classe "B" sans valeur au pair, et la compagnie commencera ses opérations avec la somme de \$2,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326-o L. DÉSILETS.

Eastern Canada Exhibition Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1951, incorporating: Emile St-Pierre, publicist, of Verdun, Roméo William Berlinguette, publicist, of the city of Montreal, and Ignace J. Deslauriers, K.C., advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, hold, equip, rent, operate and promote all sorts of commercial, industrial or other exhibitions for the advantage, instruction and information of merchants, manufacturers or for the public in general, under the name of "Eastern Canada Exhibitions Incorporated".

The capital stock of the company shall consist of 100 class "A" shares of a par value of \$100 each and 300 class "B" shares without par value, and the company will begin its operations with an amount of \$2,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326 Deputy Attorney General.

**Eastern Metals Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1951, constituant en corporation: Jacques de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, avocats, J. Bte Brown, comptable, Alice Guntensperger, secrétaire, tous de la cité de Québec, Gilles de Billy, avocat, de Sillery et Thérèse Sirois, secrétaire, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Eastern Metals Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$5,000,000 divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Émettre des actions de manière à ce que les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

**Eastern Metals Corporation Limited
(Libre de responsabilité personnelle)
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1951, incorporating: Jacques de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, advocates J.-Bte Brown, accountant, Alice Guntensperger, secretary, all of the City of Quebec, Gilles de Billy, advocate, of Sillery, and Thérèse Sirois, secretary, of Lauzon, all in the Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Eastern Metals Corporation Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 of \$1. each.

To issue shares so that the shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the Company will be at Sherbrooke, Judicial District of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Frow Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Frow Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du douze septembre 1951, constituant en corporation: Clifford George Meek, teneur de livres, Guy Ambrose Miller, teneur de livres, et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Frow Investments Limited".

Le capital de la compagnie sera composé de 400 actions sans valeur nominale ou pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce ne sera pas moins que \$2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31326

L. DÉSILETS.

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of September, 1951, incorporating: Clifford George Meek, bookkeeper, Guy Ambrose Miller, bookkeeper, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Frow Investments Limited".

The capital stock of the company shall consist of 400 shares without nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will carry on business shall be not less than \$2,000.

The head office of the Company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,

31326-o

Deputy Attorney General.

Hollywood Pants Shop Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six septembre 1951, constituant en corporation: George Zidle, Arthur Stroll et Alex Stroll, tous marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et à négocier des pantalons, vêtements de sport, habits et vêtements, sous le nom de "Hollywood Pants Shop Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31326

L. DÉSILETS.

Hollywood Pants Shop Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of September, 1951, incorporating: George Zidle, Arthur Stroll and Alex Stroll, all merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing with pants, sportswear, clothing and wearing apparel, under the name of "Hollywood Pants Shop Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,

31326-o

Deputy Attorney General.

La Société la Milice du Rosaire

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du douze septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Marthe Deschênes, supérieure, Anne-Marie Larouche, assistante, Thérèse Côté, Jeannine Cossette et Marthe Lévesque, conseillères, toutes de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

L'établissement d'œuvres de charité et d'apostolat, sous le nom de "La Société La Milice du Rosaire".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le douze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,

31326-o

L. DÉSILETS.

La Société la Milice du Rosaire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of September, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Martha Deschênes, superior, Anne-Marie Larouche, assistant, Thérèse Côté, Jeannine Cossette and Marthe Lévesque, councillors, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

The establishment of charitable and spostolic works, under the name of "La Société La Milice du Rosaire".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,

31326

Deputy Attorney General.

Laurentide Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Ghislaine Gagné, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Paul-Edouard Ross, avocat, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, manufacturer des effets, denrées, marchandises, matériaux, machinerie, outillage, soit ouverts, semi-ouverts ou finis, sous le nom de "Laurentide Sales Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 4,000 actions de \$5. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Damien de Brandon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général.

31326-0

L. DÉSILETS.

Laurentide Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of September, 1951, incorporating: Henri Paul Lemay, advocate, Ghislaine Gagné, secretary, both of the city of Montreal, and Paul Edouard Ross, advocate of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, exchange, manufacture, articles, wares, merchandises, materials machinery, equipment, wheter, wrought, semi-wrought of finished, under the name of "Laurentide Sales Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 4,000 shares of \$5 each.

The head office of the corporation will be at St. Damien de Brandon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Le Meuble Populaire Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept septembre 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Ross, commerçant, Fernand Marmen et Gérard Guimond, commis tous d'Amqui, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de marchands de meubles, d'articles de ménage, accessoires électriques et vêtements sous le nom "Le Meuble Populaire Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le sept septembre 1951.

L'Assistant-procureur général.

31326-0

L. DÉSILETS.

Le Meuble Populaire Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the seventh day of September, 1951., incorporating: Paul Emile Ross, trader, Fernand Marmen, and Gerard Guimond, clerks, all of Amqui, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealers in furniture, household effects, electrical accessories, and clothing, under the name of "Le Meuble Populaire Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Les Administrateurs du Colisée Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit septembre 1951, constituant en corporation sans capital-actions: J.-H. René De Cotret, comptable agréé, Laurent Paradis, chef de bureau et journaliste, André Julien, négociant en gros, John Pringle, gérant, et Léo Leblanc, notaire, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir le Sport chez la jeunesse et plus spécialement le jeu de goret (hockey), et la saine distraction de la population, en même temps que l'administration du Colisée, sous le nom de "Les Administrateurs du Colisée Inc."

Les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$5,000.

Les Administrateurs du Colisée Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of Quebec, bearing date the eighth day of September 1951, to incorporate as a corporation without share capital: J.-H. René De Cotret, chartered accountant, Laurent Paradis, office manager and journalist, André Julien, wholesaler, John Pringle, manager, and Leo Lablanc, notary, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

The promotion of sports for young people, hockey in particular, and to provide healthy amusement for the public, and also the management of the "Colisée", under the name of "Les Administrateurs du Colisée Inc."

The amount of the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold will be \$5,000.

Le siège social de la corporation sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326-o L. DÉSILETS.

The head office of the corporation will be at Trois Rivières, judicial district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of September 1951.

L. DÉSILETS,
31326 Deputy Attorney General.

Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze septembre 1951, constituant en corporation: Edgar Beaulieu, courtier en immeuble, Marie-Jeanne Fréchette, ménagère, épouse légalement commune en bien dudit Edgar Beaulieu dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Odélie Beaulieu, fille jameure, tous de Loretteville, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire des transactions immobilières en général, sous le nom de "Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7, rue Aqueduc, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le onze septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326-o L. DÉSILETS.

Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of September, 1951, incorporating: Edgar Beaulieu, real estate broker, Marie-Jeanne Fréchette, housewife, wife legally common as to property of said Edgar Beaulieu, duly authorized by him for the purposes hereof, and Odélie Beaulieu, sponster, all of Loretteville, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on real estate transactions generally, under the name of "Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7 Aqueduc Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
31326 Deputy Attorney General.

Nadel Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf août 1951, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat, Moe Silverstone, commis et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, négocier et mettre en valeur une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Nadel Realities Inc.", avec un capital de \$60,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

Nadel Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of August, 1951, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate, Moe Silverstone, clerk, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to deal with and turn to account a certain immoveable property, under the name of "Nadel Realities Inc.", with a capital stock of \$60,000 divided into 500 preferred shares of the par value of \$100, each and 100 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Northland Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six septembre 1951, constituant en corporation: Bernard Freed, manufacturier et marchand, Robert Sidilkofsky, expéditeur et Sam Sidilkofsky, tailleur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'habits et vêtements, sous le nom de "Northland Sportswear Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Northland Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of September, 1951, incorporating: Bernard Freed, manufacturer and Merchant, Robert Sidilkofsky, shipper, and Sam Sidilkofsky, cutter, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in clothing, and wearing apparel, under the name of "Northland Sportswear Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 preferred shares of \$10 each and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31326-o

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31326

Revelation Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit septembre 1951, constituant en corporation: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, teneurs de livres et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier les outils accessoires et machines de toutes sortes utilisés dans les industries du bois de construction de la pulpe et du papier, sous le nom de "Revelation Products Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31326

Revelation Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of September, 1951, incorporating: Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, book-keepers, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing with tools, equipment and machines of all kinds used in the lumbering and pulp and paper trades, under the name of "Revelation Products Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montréal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31326-o

St. Hubert Public Meat Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre septembre 1951, constituant en corporation: Manuel Shaeter, Louis H. Rohrlick, avocats et Telma Bean, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de "St. Hubert Public Meat Market Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1951.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

31326

St. Hubert Public Meat Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of September, 1951, incorporating: Manuel Shaeter, Louis H. Rohrlick, advocates, and Telma Bean, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of butchers and grocers under the name of "St. Hubert Public Meat Market Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 300 common shares of the par value of \$100 each, and 700 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of September, 1951.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

31326-o

Weisor Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente août 1951, constituant en corporation: Sam Weiser, Joseph Weiser, Gerald Weiser, marchands et Rachel Weiser, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de laine, coton, tissus, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Weisor Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 6,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Weisor Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of August, 1951, incorporating: Sam Weiser, Joseph Weiser, Gerald Weiser, merchants, and Rachel Weiser, spinster, all of the City and Judicial District of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Weisor Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares at a par value of \$5, each and 6,000 preferred shares at a par value of \$5, each.

Le siège social de la compagnie sera à 387 rue St-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente août 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

The head office of the Company will be at 387 St. Joseph, Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of August, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Arnora Sulphur Mining Corporation (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec et des dispositions de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 1er octobre 1951, changeant le nom de la compagnie "Arnora Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 1er février 1947, en celui de "Arnora Sulphur Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 1er octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Arnora Sulphur Mining Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act and under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Quebec Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of "Arnora Gold Mines Limited" (No Personal Liability), a company incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated February 1st, 1947, to that of "Arnora Sulphur Mining Corporation" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Martin Engineering Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 octobre 1951, changeant le nom de la compagnie "H. L. Peiler & Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 avril 1932, en celui de "Martin Engineering Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le 12 octobre 1951.

L'Assistant-procureur général,
31326 L. DÉSILETS.

Martin Engineering Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of October, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "H. L. Peiler & Co. Limited", incorporated by letters patent dated April 15th, 1932, to that of "Martin Engineering Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this 12th day of October, 1951.

L. DÉSILETS,
31326-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS DE DEMANDE À LA LÉGISLATURE

Avis est donné par "The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal", une institution dûment incorporée ayant son siège social en ladite cité, qu'elle demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill privé concernant ladite institution "The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal" pourvoyant à ce que ladite institution soit liquidée volontairement et qu'elle soit dissoute et qu'elle soit autorisée à payer et livrer à une compagnie de fiducie choisie, ayant son siège social en la cité de Montréal, en fiducie, toute la propriété et les biens de cette institution avec instructions de payer au moyen du produit de cette transaction, toutes les dettes et obligations connues de cette institution (y compris les

Applications to Legislature

NOTICE OF APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given by "The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal", a body corporate with head office in said City, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the enactment of a private bill respecting the said "The Protestant Industrial Rooms of the City of Montreal" providing that the said institution be wound up voluntarily and be dissolved and that it be authorized to pay over and deliver to a selected Trust Company with head office in the City of Montreal, in trust, all the property and assets of this institution with instructions, out of the proceeds thereof, to satisfy all known debts and obligations of this institution (including the costs and charges incidental to the pro-

frais et charges incidents à la demande proposée à la Législature) et, subséquemment, distribuer le produit net des biens alors restant entre la "Montreal Protestant House of Industry & Refuge" et la "Welfare Federation of Montreal", dans telle proportion et sujet à tels termes et conditions qui peuvent être convenus ou pourvus dans cette législation, et toutes autres affaires relatives ou se rapportant à ladite liquidation.

Montréal, 5 octobre 1951.

THE PROTESTANT INDUSTRIAL ROOMS
OF THE CITY OF MONTREAL

Par la Secrétaire,
ELSIE K. COTTON.

31128-41-4

posed application to the Legislature) and thereafter to distribute the net proceeds of the then remaining assets between "The Montreal Protestant House of Industry & Refuge" and the "Welfare Federation of Montreal", in such proportions and subject to such terms and conditions as may be agreed or provided in such legislation, and all other matters relating or incidental to the said winding up.

Montreal, October 5th, 1951.

THE PROTESTANT INDUSTRIAL ROOMS
OF THE CITY OF MONTREAL,

Per: ELSIE K. COTTON,
Secretary.

31128-41-4-0

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa charte pour les fins suivantes: pour modifier les qualifications requises pour être élu maire ou échevin; pour modifier les procédures de ventes pour taxes; pour attribuer non un salaire, mais des allocations pour dépenses au maire et aux échevins; pour abroger la qualité de locataire pour voter à une élection municipale telle qu'existante actuellement; pour changer la date du dépôt du rôle d'évaluation; pour modifier les règlements, les règlements d'emprunt et les règlements du Conseil soumis aux électeurs; pour permettre l'augmentation de la pension accordée à certains employés de la Cité; pour modifier le pourcentage du montant d'un emprunt temporaire sur règlement d'emprunt par obligations; pour modifier la date de l'année fiscale à raison de l'existence d'une erreur cléricale à cet effet; pour changer la date du rôle de perception; pour être autorisé à contracter un emprunt pour couvrir l'escompte sur la vente de débentures; pour régler la distribution de toutes littératures dans les limites de la Cité de Hull; pour modifier la procédure de l'ouverture et de la fermeture des rues de la Cité; pour modifier le règlement de commutation de taxes des maisons à deux logements; pour déterminer l'évaluation des biens imposables de la Compagnie Primco Ltd. pour une période de dix ans; pour réduire la répartition du coût du service d'égoût desservant la propriété de Hull Concrete Products; pour réglementer la circulation du trafic dans les rues de la Cité de Hull; pour donner le pouvoir d'émettre des licences pour les chauffeurs de taxis; pour autoriser les officiers du Département de la Police de recevoir les dépôts sans avoir recours à un Juge de Paix quand il s'agit d'offenses contre les règlements municipaux.

Hull, le 6 octobre 1951.

Le Pro-maire,
J. D. JOANISSE.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

STE-MARIE & STE-MARIE. 31151-41-4-0

Avis est par les présentes donné que la Ville de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir des amendements à sa Charte aux fins suivantes et autres fins accessoires:

- 1° Révision trimestrielle du rôle d'évaluation;
- 2° Augmentation du chiffre de l'emprunt autorisé par la Charte aux fins de la construction d'un hôtel de ville et d'un poste de pompiers;
- 3° Fixer l'indemnité des membres du conseil;

CITY OF HULL

Notice is hereby given that the City of Hull will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act, amending its charter for the following purposes: to modify the qualifications required to be elected mayor or alderman; to modify the proceedings for sales for taxes; to grant, not a salary, but allowances for expenses, to the mayor and aldermen; to rescind the actual existing qualifications of tenants as regards voting at a municipal election; to change the date of the deposit of the valuation roll; to modify the by-laws, loan by-laws and by-laws of the Council submitted to the electors; to allow an increase in the pension granted to certain employees of the City; to amend the percentage of the amount of a temporary loan made under the loan by-law by bonds; to amend the date of the fiscal year due to the existence of a clerical error to this effect; to change the date of the collection roll; to be authorized to contract a loan to cover the discount on the sale of debentures; to regulate the distribution of all literature within the limits of the City of Hull; to amend the procedure for the opening and closing of streets in the city; to regulate the commutation of taxes on two-dwelling houses; to determine the valuation of taxable properties of the Compagnie Primco Ltd., for a period of ten years; to reduce the share of the cost of sewerage service serving the property of the Hull Concrete Products; to regulate the circulation of traffic in the streets of the City of Hull; to be empowered to issue licenses to taxi drivers; to authorize the officers of the Police Department to receive deposits without having recourse to a Justice of the Peace in the case of offences against municipal regulations.

Hull, October 6, 1951.

J. D. JOANISSE,
Pro-Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
Clerk.

Countersigned:

STE-MARIE & STE-MARIE. 31151-41-4

Notice is hereby given that the town of Jacques-Cartier will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter for the following and other accessory purposes:

1. The quarterly revision of the valuation roll;
2. Increase of the amount of the loan authorized by the charter for the purpose of the building of Town Hall and a Fire Station;
3. To fix the indemnity of the members of the Council;

4. Valider les procédures décrétant la construction de canalisations d'eau et d'égoûts et l'emprunt y relatif;

5° Changer le nom de la ville en celui de "La Cité de Jacques-Cartier";

6° Autoriser le conseil à décréter certains travaux d'amélioration locale et les emprunts temporaires nécessaires à ces fins par résolution sur requête des intéressés;

7. Autoriser la formation d'un fonds de roulement;

8° Limiter le nombre de permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

9° Réglementer la vitesse dans les limites de la Ville;

10° Autoriser la perception des amendes sur billets d'assignations dans le cas d'infractions aux règlements de la circulation.

Montréal, le 9 octobre 1951.

Le Procureur de la Ville de Jacques-Cartier,
31156-41-4-o

ÉMILIE BRAIS.

4. To validate the procedures enacting the construction of water-works and sewers and the loan concerning the same;

5. To change the name of the town to that of "The City of Jacques-Cartier";

6. To authorize the Council to enact certain local improvement works and the necessary temporary loans for such purposes by resolution upon request by interested parties;

7. To authorize the foundation of a working fund;

8. To limit the number of licenses and levy taxes on taxi-cabs;

9. To regulate speed within the limits of the town;

10. To authorize the collecting of fines on notices of summons, in the case of the violation of traffic regulations.

Montreal, October 9, 1951.

EMILIE BRAIS,
Attorney for the town of
Jacques-Cartier.

Avis public est par les présentes donné que Roland Milette, étudiant en droit, de la ville de Nicolet, district de Nicolet, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, par bill privé, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec à l'admettre à l'étude de la profession de notaire, après production des certificats et documents exigés par la loi et à l'admettre à l'exercice de la dite profession, après l'examen requis par le Code du notariat et la Chambre des Notaires de la Province de Québec.

Nicolet, le 25 septembre 1951.

Le Procureur du Pétitionnaire,
31157-41-4-o

J. ALFRED GAUDET.

Public notice is hereby given that Roland Milette, law student, of the Town of Nicolet, district of Nicolet, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, by private Bill, at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit him to the study of the profession of notary, after the production of the certificates and documents required by the Act and to admit him to the practice of the said profession, after the examination required by the Notarial Code and the Board of Notaries of the Province of Quebec.

Nicolet, September 25, 1951.

J. ALFRED GAUDET,
Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la Ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa prochaine session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la loi 5 George V, chap. 109 et amendements, pour accorder une indemnité annuelle à son maire et à ses échevins, pour annexer certains territoires actuellement compris dans la ville de St-Léonard de Port Maurice, pour accroître et modifier les pouvoirs de la ville de réglementer la construction, et pour d'autres matières.

Ville St-Michel, ce 9e jour d'octobre 1951.

Le Procureur de la Ville St-Michel,
31158-4-41-o

GASTON POULIOT,
265 ouest, rue Craig,
Montréal.

Public notice is hereby given that the Town of St-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5, George V, chapter 109 and amendments, to provide an annual indemnity to the mayor and aldermen, to annex certain territories actually situated in the Town of St-Léonard de Port Maurice; to increase and modify the Town's power to make building by-laws, and for other purposes.

Town of St-Michel, the 9th day of October 1951

GASTON POULIOT,
265 Craig St. West,
Montreal.
Attorney for the town of St-Michel.

31158-41-4-o

Canada, Province de Québec, District de Québec

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que dame Marie Landry, en religion Sœur Marie-Bernard, dame Anna Ferland, en religion Sœur Ste-Benoîte, dame Marguerite Parent, en religion Sœur Ste-Noëlla, et dame Lydia Rousseau, en religion Sœur Ste-Anastasie, toutes de la communauté des Sœurs de la Charité de Québec, et respectivement supérieure, assistante, conseillère et économe de l'institution connue sous le nom de "L'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski" s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant les requérantes et leurs successeurs en office, en corporation

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Marie Landry, in religion Sister Marie-Bernard, Dame Anna Ferland, in religion Sister Ste-Benoîte, Dame Marguerite Parent, in religion Sister Ste-Noëlla, and Dame Lydia Rousseau, in religion Sister Ste-Anastasie, all of the Community of the Sisters of Charity of Quebec, and respectively Superior, Assistant, Counsellor and Econome of the institution known under the name of "L'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating the petitioners, and their successors in office, into a corporation, under the

sous le nom de "L'Institut Mgr Courchesne de Rimouski", octroyant à la dite corporation les droits et pouvoirs dont elle a besoin aux fins de construire, opérer, administrer et développer un orphelinat pour garçons et filles et abrogeant la Loi 38 Victoria, chapitre 54, sanctionnée le 23 février 1875 à la quatrième Session du deuxième Parlement, et pour autres fins.

Québec, le 10 octobre 1951.

Le procureur des requérantes,
31164-41-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis public est par les présentes donné que l'abbé Léo Clément, prêtre-curé, de la municipalité de Chatham, Gilbert Ayers, industriel, de Lachute, et Roger E. Regimbal, directeur de personnel, de Lachute, s'adresseront à la Législature de Québec, par bill privé, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant les pétitionnaires et leurs successeurs en corporation sous le nom de "L'Hôpital d'Argenteuil", et octroyant à la dite corporation les droits et pouvoirs dont elle a besoin aux fins d'opérer, administrer et développer son hôpital général, avec services de médecins, de chirurgie, d'obstétrique, d'orthopédie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maisons de gardes-malades, quartiers de médecins et écoles de gardes-malades étudiantes et post-graduées.

Lachute, ce onzième jour d'octobre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires,
31169-41-4-o LEGAULT & LEGAULT.

Avis est donné qu'Alfred Edward Snoswell, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un Loi changeant son nom de famille et celui de son épouse et de ses enfants de Snoswell à Jameson.

Montréal, 9 octobre 1951.

Le requérant,
31165-41-4 ALFRED EDWARD SNOSWELL.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Donnacona, dans le comté de Portneuf, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité à compter du 1er janvier 1952 une taxe spéciale dite taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconques et pour toutes autres fins.

Québec, le 4 octobre 1951.

Les Procureurs des pétitionnaires,
31176-42-4-o DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN.

Avis est par les présentes donné que la Municipalité de la Paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour ériger une partie de son territoire en ville, sous le nom de "La Corporation de la Ville de St-Vincent de Paul".

Le Secrétaire-trésorier,
31185-42-4-o AIMÉ GAGNON.

Avis est par les présentes donné que monsieur Albert Cousineau, cantonnier, des cité et district de Montréal, l'un des héritiers de la succession de feu Gervais-Cousineau, de son vivant bour-

name of "L'Institut Mgr Courchesne de Rimouski", granting to the said corporation the rights and powers it may require for the purpose of the building, operating, management and development of an orphanage for boys and girls, and repealing the Act 38 Victoria, chapter 54, sanctioned on February 23, 1875, at the fourth session of the second Parliament, and for other purposes.

Québec, October 10, 1951.

ALBERT DUMONTIER,
31164-41-4 Attorney for the Petitioners.

Public notice is hereby given that Father Léo Clément, parish priest, of the municipality of Chatham, Gilbert Ayers, industrialist, of Lachute, and Roger E. Regimbal, director of personnel, of Lachute, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, for the passing of an Act incorporating the said petitioners as a corporation, under the name of "L'Hôpital d'Argenteuil", and granting the said corporation, the rights and powers which it requires to operate, administer and develop its general hospital, with medical, surgical, obstetric, orthopaedic services, dispensaries for scientific research and experimentation, nurses' residence, doctors' quarters and student and post-graduate nurses' school.

Lachute, this eleventh day of October, 1951.

LEGAULT & LEGAULT,
31169-41-4-o Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that Alfred Edward Snoswell, of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act changing his family name and that of his wife and children from Snoswell to Jameson.

Montreal, October 9th, 1951.

ALFRED EDWARD SNOSWELL,
31165-41-4-o Petitioner.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Donnacona, in the county of Portneuf, will apply to the Legislature at its present Session for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to may impose and levy, from the first of January, 1951, a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale of purchase price, retail, of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever, and for other purposes.

Québec, October 4th, 1951.

DUSSAULT, DÉSILETS & JOBIN,
31176-42-4-o Attorneys for petitioners.

Notice is hereby given that The Municipality of the Parish of St-Vincent de Paul, County of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act in order to erect part of its territory as a Town, under the name of "The Corporation of the Town of St-Vincent de Paul".

AIMÉ GAGNON,
31185-42-4-o Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that Albert Cousineau, road-man, in the City and District of Montreal, one of the heirs of the late Gervais-Cousineau, during his lifetime gentleman of the Town of

geois de Ville St-Laurent, district de Montréal, se présentera à la prochaine Législature Provinciale pour demander que l'exécuteur testamentaire de ladite succession reste en fonction au-delà du terme fixé dans le testament dudit Gervais-Cousineau avec les pouvoirs mentionnés aux termes du testament et ce jusqu'à ce qu'un des héritiers de ladite succession demande le partage définitif des biens de la succession.

Montréal, 10 octobre 1951.

Les Procureurs du requérant,
PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN
31177-42-4-o et HODGE.

St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to request that the testamentary executor remain in fonction after the delay stipulated in the will of the late Gervais-Cousineau with the powers given to him in the said will until one of the heirs of the said Estate will ask for the division of the Estate assets.

Montreal, October 10th, 1951.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN,
and HODGE,
31177-42-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session:

1° Pour obtenir l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 30 de la Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain et une resolution en date du 4 juillet 1951 des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette concernant l'évaluation de certains biens imposables possédés par The Shawinigan Water and Power Company;

2° Pour faire reconnaître les limites des municipalités dans lesquelles se trouvent les dits biens.

La Croche, 11 octobre 1951.

La Corporation du Canton Langelier dans le comté municipal de Champlain.

Le Maire,
LÉONCE TREMBLAY,
Le Secrétaire-trésorier,
XAVIER HAMEL.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Rivière Croche dans le comté de Laviolette.

Le président,
CAMILLE RICARD,
Le Secrétaire-trésorier,
XAVIER HAMEL.

31178-42-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Protestant Foster Home Centre s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour changer son nom en Children's Service Centre.

Montréal, le 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Réquérante,
31186-42-4-o MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles de la Municipalité Scolaire Catholique de Val d'Or, dans le comté d'Abitibi-Est, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi leur conférant les pouvoirs suivants

a) Augmenter le territoire actuel de La Municipalité Scolaire Catholique de Val d'Or en y ajoutant la partie non encore organisée des rangs V et VI du canton Bourlamaque.

Val d'Or, ce 27 septembre 1951.

Le Procureur des requérants,
31187-42-4-o LUCIEN TOURIGNY, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain and the School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette, will apply to the Legislature of Quebec at its next session:

1. To obtain the passing of an Act ratifying by-law number 30 of the Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain and a resolution of July 4th 1951 of the School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette, concerning the valuation of certain taxable property owned by The Shawinigan Water and Power Company;

2. To cause to be recognized the limits of the municipalities within which said property is situated.

La Croche, October 11, 1951.

The Corporation of the Township of Langelier in the Municipal County of Champlain.

LÉONCE TREMBLAY,
Mayor,
XAVIER HAMEL,
Secretary-Treasurer.

The School Commissioners for the Municipality of Rivière Croche, in the County of Laviolette.

CAMILLE RICARD,
President,
XAVIER HAMEL,
Secretary-Treasurer.

31178-42-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Protestant Foster Home Centre will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing its name to Children's Service Centre.

Montreal, October 15th, 1951.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
31186-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Catholic School Municipality of Val d'Or, in the County of Abitibi-East, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act granting them the following powers:

a) To increase the present territory of the Catholic School Municipality of Val d'Or by the annexation of Ranges V and VI of the Bourlamaque Township which is at present unorganized.

Val d'Or, September 27th, 1951.

LUCIEN TOURIGNY, K.C.
31187 Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Berthierville s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 6 George VI, chapitre 88, modifiée par la loi 11 George VI, chapitre 96, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; modification des procédures d'annexion; taxation pour l'enlèvement des vidanges; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; réglementer le transport de marchandises et de passagers dans la municipalité; taxation des jeux mécaniques et pour autres fins.

Montréal, le 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la ville de
Berthierville,
LACROIX & VIAU.

31193-42-4-o

Public notice is hereby given that the Town of Berthierville will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 6 George VI, chapter 88, amended by the Act 11 George VI, chapter 96, for the following purposes: to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; to modify annexation proceedings; taxation for the removal of garbages; to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; to regulate the transport of merchandises and passengers in the Municipality; to levy taxes on any automatic penny games and for all other purposes.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the Town
of Berthierville.

31193-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Municipalité du Village de Chambly, communément appelée Chambly Canton, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville; imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; permettre la modification des quartiers de la ville et faire représenter chacun des quartiers par deux échevins dont l'un sera élu par les propriétaires électeurs seulement et l'autre par tous les électeurs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; déterminer la date et le mode des élections municipales et la durée du vote sur les règlements; taxation pour l'enlèvement des vidanges; taxation des jeux mécaniques; modification de l'article 34 du chapitre 255 des Statuts révisés de Québec, 1941, et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Municipalité
du village de Chambly,
LACROIX & VIAU.

31194-42-4-o

Public notice is hereby given that the Municipality of the Town of Chambly, commonly named Chambly Canton, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law for the following purposes: the erection of the municipality into a town under the Cities and Towns Act; to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs; to allow the modification of the wards of the town and to have two aldermen representing each ward, one to be elected by the property-owners only and the other by all the electors; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works, proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; to determine the date and the mode of voting at the election and in the by-laws; taxation for the removal of garbages; to levy taxes on any automatic penny games; to amend section 34 of chapter 255 of the Revised Statutes of Quebec 1941.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the Municipality of
the Town of Chambly.

31194-42-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, 6 George V, chapitre 59, modifiée par la Loi 13 George VI, chapitre 98, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citernes ou réservoirs; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des

Public notice is hereby given that the Town of Dorion will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law amending its charter the Act 6 George V, chapter 59, amended by the Act 13 George VI, chapter 98, for the following purposes: to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of waterworks, public wells, cisterns or reservoirs; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation

terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; taxation pour l'enlèvement des vidanges; réglementer les restaurants ambulants et l'entretien des lots vacants; taxation des jeux mécaniques; définir l'évaluation des immeubles de Pasolds (Canada) Limited et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Ville de
Dorion,

31195-42-4-o

LACROIX & VIAU,

on farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organisation of games and sports; taxation for the removal of garbage; to levy taxes on any automatic penny games to regulate ambulating restaurants and the maintenance of vacant lots; to define assessment of the immoveables of Pasolds (Canada) Limited, and for all other purposes.

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU,
Attorneys for the Town
of Dorion.

31195-42-4-o

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant le Royal Trust Co., exécuteur testamentaire et fiduciaire de la succession de sa mère, feu Mary Everett (veuve de feu Charles King) de payer au dit Reginald Gordon Granville sa part du capital de la succession de sa dite mère.

Québec, le 15 octobre 1951.

Le Procureur du pétitionnaire,

31196-42-4-o

VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, gentleman, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an act to authorize the Royal Trust Co., testamentary executor and trustee of the estate of his mother, the late Mary Everett (widow of the late Charles King) to pay to said Reginald Gordon Granville his share of the capital of the estate of his said late mother.

Quebec, October 15th, 1951.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,

31196-42-4-o

Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné par Dame Pauline Lefebvre, épouse contractuellement séparée de biens de Bernard Houle, commerçant, de La Baie du Febvre, district de Richelieu, et dûment autorisée par son époux aux fins des présentes, qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation, pour elle et avec le consentement préalable de son dit époux, et pour ses héritiers légaux et ayants droit, de vendre, d'échanger, d'hypothéquer ou autrement aliéner, d'une façon absolue, définitive et sans aucune restriction, et nonobstant toutes clauses du contrat, les immeubles à elle donnés par sa mère, Dame Elméria Bélisle, en vertu d'un contrat de mariage passé à La Baie du Febvre, comté d'Yamaska, district de Richelieu, le 14 avril 1939, devant Me J. Arthur Désilets, notaire, de Nicolet, pour la Province de Québec, sous le numéro 411 de ses minutes, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté d'Yamaska, le 18 avril 1939, sous le numéro 80340; lesquels immeubles sont connus et désignés au cadastre du comté d'Yamaska pour la paroisse St-Antoine de La Baie du Febvre, comme étant ptie s.o. du lot N° 505 et ptie du lot N° 496, avec les bâtiments dessus construits, le tout plus amplement décrit au dit acte.

Drummondville, le 15 octobre 1951:

Les Procureurs de la pétitionnaire,

31197-42-4-o

RINGUET & SAINT-PIERRE.

Public notice is hereby given by Dame Pauline Lefebvre, wife separate as to property by marriage contract of Bernard Houle, trader, of Baie du Febvre, district of Richelieu, and duly authorized by her husband for the purposes hereof, that she will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, to secure authorization for herself, and with the previous consent of her said husband, and for her legal heirs and assigns, to sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate, in an absolute and final manner and without any restriction, and notwithstanding any clauses of the contract, the immovables given to her by her mother, Dame Elméria Bélisle, in virtue of a marriage contract passed at Baie du Febvre, county of Yamaska, district of Richelieu, on April 14, 1939, before Me J. Arthur Désilets, notary, of Nicolet, for the Province of Quebec, under number 411 of his minutes, and registered at the Registry Office of the county of Yamaska on April 18, 1939, under number 80340; said immovables being known and designatd on the cadastre of the county of Yamaska, for the parish of St-Antoine de la Baie du Febvre, as being the S. W. Pt. of lot No. 505, and Pt. of lot No. 496, with the buildings thereon erected, the whole more fully described int ht said deed.

Drummondville, October 15, 1951.

RINGUET & SAINT-PIERRE,

31197-42-4

Attorneys for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Canada Steamship Lines, Limited, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi validant et confirmant son titre à un morceau de terrain autrefois compris dans une ruelle d'une largeur de dix pieds, s'étendant de la rue Craig à la ruelle des Fortifications, qui appartenait autrefois à Daniel Gorrie ou ses re-

Public notice is hereby given that Canada Steamship Lines, Limited, a corporation having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act validating and confirming its title to a piece of land formerly comprised in a lane ten feet in width, running from Craig Street to Fortification Lane, at one time belonging to Daniel Gorrie or his legal representatives and now contained

présentants légaux et qui est maintenant contenue dans les limites des lots numéros 216, 217, 218, 219 et 220 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ouest de la cité de Montréal.
Montréal, le 16 octobre 1951.

Les Procureurs de la requérante.
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
31206-42-4-o KER & CATE.

within the limits of lots Numbers 216, 217, 218, 219 and 220 on the Official Plan and in the Book of Reference for the West Ward of the City of Montreal.

Montreal, October 16, 1951.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
31206-42-4-o KER & CATE.
Attorneys for Applicant.

Avis public est par les présentes donné que le Village de la Côte St-Luc d'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes: constituer la municipalité en municipalité de ville; imposer une taxe sur tous les propriétaires ou occupants d'immeubles de la municipalité pour la construction d'aqueduc public, citerne ou réservoirs; date des élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; mode d'élection des échevins; zonage, permis de construction; exiger que chaque construction projetée soit érigée sur un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision; taxation des terres en culture; procédures pour exécution de travaux permanents; procédures concernant contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique; création d'un fonds de roulement; encouragement des arts, sciences, établissements de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; pour ordonner des travaux d'aqueduc ou d'égouts requis dans l'intérêt général et pour autres fins.

Montréal, ce 15 octobre 1951.

Les Procureurs du Village de
la Côte St-Luc.
31208-42-4-o LACROIX & VIAU.

Public notice is hereby given that the Municipality of the Village of Côte St-Luc, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session for the adoption of a law for the following purposes: the erection of the municipality into a town under the Cities and Towns Act; to impose a tax on all the owners or occupants of immoveables of the municipality for the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs; election date; opening and closing of hours of polling-stations; election proceedings for aldermen; zoning; building permits; to exact that each proposed building be erected on a distinct lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan; taxation of farm lands; proceedings for the execution of permanent works; proceedings concerning offences to the traffic and public securities by-laws of the town; to create a cash reserve fund; encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organization of games and sports; to make, under conditions of public interest, water and sewer works and for all other purposes

Montreal, October 15th, 1951.

LACROIX & VIAU
Attorneys for the Municipality of
31208-42-4-o the Village of Côte St-Luc.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption et la sanction d'une loi ayant pour objets les suivants:

Autoriser lesdits commissaires à imposer et à percevoir dans les limites de leur territoire une taxe d'éducation n'excédant pas un pour cent du prix de vente ou d'achat au détail de tout bien meuble, effet mobilier, de toute marchandise et de tout article de commerce quelconque, sauf les exceptions prévues dans ladite loi, édicter par qui la taxe sera payable, par qui et de quelle manière elle sera perçue, de quelle façon elle sera calculée, autoriser lesdits Commissaires à adopter les résolutions et autres mesures qu'ils jugeront nécessaires et utiles pour assurer la perception de ladite taxe, décréter la nature des peines qui seront imposées pour les infractions à ladite loi, décréter des peines plus fortes dans le cas d'infractions par une compagnie ou une corporation de même que dans le cas de récidive, indiquer les tribunaux qui auront juridiction pour entendre et juger les poursuites intentées par lesdits Commissaires en vertu de cette loi, stipuler la responsabilité de l'employeur pour ses employés, les délais de prescription pour le recouvrement de la taxe ainsi que des amendes et pénalités pour infractions à ladite loi ou aux résolutions adoptées par lesdits Commissaires en vertu de ladite loi, autoriser lesdits Commissaires à indemniser le vendeur jusqu'à concurrence de cinq pour cent du montant de la taxe qu'il perçoit pour le surcroît de travail occasionné par la perception et la remise de cette taxe, autoriser lesdits Commissaires à faire des conventions avec le trésorier de

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School municipality of the town of Joliette, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing and sanctioning of an Act, for the following purposes:

To authorize the said Commissioners to impose and collect, within the limits of their territory, an education tax, not exceeding one per cent, on the retail sale or purchase price of any movable property, movable effects, any merchandise or any commercial article whatsoever, save the exceptions provided in the said Act, to enact by whom the tax will be payable, by whom and in what manner it will be collected, in what manner it will be calculated, to authorize the said Commissioners to adopt such resolutions and other measures, as they may deem necessary and useful to ensure the collection of the said tax, to enact the nature of the penalties to be imposed for any infringement of the said Act, to enact heavier penalties in a case of infringement by a company or a corporation, and likewise in the case of a subsequent offence, to indicate the Courts which shall have jurisdiction to hear and judge the suits taken by the said Commissioners under the said Act, to stipulate the responsibility of the employer for his employees, the delay of prescription for the recovery of the tax and also the fines and penalties for infringement of the said Act, or of the resolutions adopted by the said Commissioners, in virtue of the said Act, to authorize the said Commissioners to indemnify the vendor up to five per cent of the amount of the tax he will collect for the overtime work occasioned by the collection and the remittal of the said tax, to authorize the said Commissioners to make

la province pour la perception de ladite taxe, régler le partage du revenu annuel perçu par lesdits Commissaires et provenant de ladite taxe entre lesdits Commissaires et les Syndics d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette, ainsi que, d'autre part, pour toutes autres fins.

Joliette, 15 octobre 1951.

Le Procureur des Commissaires d'écoles pour la Municipalité Scolaire de la ville de Joliette.

31210-42-4-o GEORGES SYLVESTRE, C.R.

Avis est par les présentes donné que la Commission des Écoles Catholiques de Montréal demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi aux fins de:

Lui permettre d'imposer pour un terme additionnel l'impôt de 1% pour fins d'éducation, autorisé par le chapitre 75 de la loi 13 George VI et d'en modifier le mode de répartition;

Décréter le paiement au gallon de l'eau consommée dans ses immeubles et l'exempter des taxes municipales;

Modifier le terme d'office de ses membres;

Faire bénéficier ses employés munis d'un brevet de capacité, de tous les avantages des lois existantes;

Indemniser ses instituteurs de certains dommages encourus dans l'exercice de leurs fonctions;

Bénéficier de la loi concernant la preuve photographique de certains documents;

Payer une pension viagère à Dame Blanche Boisvert, veuve de J.-Alfred Bernier;

Et pour autres fins.

Montréal, 15 octobre 1951.

L'Avocat de la requérante,

JEAN TRUDEL.

31207-42-4-o

CITÉ DE MONTRÉAL

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient ou la concernent, sur les matières suivantes: prix ou taux de l'eau pour les usagers des cités de Westmount et d'Outremont; construction d'une route véhiculaire sur le Mont-Royal; usage à être défendu du nom de la Cité ou de celui de l'un de ses services par certaines personnes; règlementation des parcs de stationnement; encaissement de certaines sommes reçues en dépôt dans le cas de stationnement illégal des véhicules; contribution au coût de construction et d'entretien de certains égouts communs par la Cité et Ville Mont-Royal; échange et annexion de territoire entre la Cité et la Ville St-Laurent; confection de la liste électorale tous les trois ans; corrections aux rôles d'évaluation ou de contributions foncières; avis à donner à la Cité dans le cas de dommages subis par inondation due au refoulement des égouts, les bris de tuyaux ou circonstances analogues; création d'une commission pour faire l'étude de certains problèmes administratifs et autres communs à toutes les corporations municipales de l'île de Montréal; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; règlements; finances; taxes; exemptions de taxes; taxes d'affaires; taxes de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluation; rôles de contributions foncières; rôles de perception des taxes; estimations des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs;

arrangements with the Provincial Treasurer for the collection of said tax, to regulate the apportionment of the annual revenue collected by the said Commissioners, and derived from the said tax, between the said Commissioners and the School Trustees, for the School Municipality of the town of Joliette, and also for any other purposes.

Joliette, October 15, 1951.

GEORGES SYLVESTRE, K.C.

Attorney for the School Municipality of the Town of Joliette.

31210-42-4

Notice is hereby given that the Montreal Catholic School Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the following purposes:

To allow it impose, for an additional term, the 1% education tax authorized by chapter 75 of the Act 13 George VI and to modify the mode of apportionment;

To enact payment per gallon of water consumed in its immovables and exempt it from municipal taxes;

To amend the term of office of its members;

To permit it employees, holding a certificate of competency, to benefit by all the advantages of the existing laws;

To compensate its teachers for certain damages incurred in the exercise of their duties;

To benefit by the Act respecting the photographic proof of certain documents;

To pay a life pension to Dame Blanche Boisvert, widow of J.-Alfred Bernier;

And for other purposes.

Montreal, October 15, 1951.

JEAN TRUDEL,

Attorney for the petitioner.

31207-42-4

CITY OF MONTRÉAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its forthcoming session to obtain certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, Chapter 68, and to the different acts which amend or concern it, on the following matters: price or rate of water for consumers in the Cities of Westmount and Outremont; construction of a vehicular roadway on Mount Royal; prohibiting the use of the City's name or of that of any of its departments by certain persons; regulation of parking lots; disposal of certain amounts received as deposits in the case of illegal parking of vehicles; contribution towards costs of construction and maintenance of certain common sewers by the City and the Town of Mount Royal; exchange and annexation of territory between the City and the Town of St. Laurent; preparation of the electors' list every three years; corrections to the valuation and real estate tax rolls; notices to be given to the City in cases of damages resulting from flooding, due to the backing up of sewers, the breaking of mains or other similar causes; establishment of a commission to study certain administrative problems and others which are shared by all the municipal corporations on the Island of Montreal; powers of the Executive Committee and of Council; by-laws; finance; taxes; tax exemptions; business taxes; water taxes; permits (licences); valuation rolls; real estate tax rolls; tax collection rolls; valuation of property; homolegated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; ratification

expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,
Hôtel de ville.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Le Greffier de la Cité,

31211-42-4-o J.-ALPHONSE MONGEAU.

of deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montréal, October 16th, 1951.

J.-ALPHONSE MONGEAU,

31211-42-4-o City Clerk.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Coaticook s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, (lettres patentes octroyées le 15 août 1908 et les différentes statuts qui les amendent), aux fins d'autoriser la ville:

1° A octroyer une somme ne devant pas dépasser cent vingt-cinq mille dollars pour aider à l'érection d'un hôpital hospice dans la ville de Coaticook;

2° A contracter ou à garantir un emprunt d'une somme égale au total des octrois de la Ville, de la Province et du Dominion, et à avancer cette somme aux personnes, compagnie ou communauté bâtissant cet hôpital hospice, en attendant la réception des octrois;

3° A inclure en plus de ce que ci-dessus dans le dit emprunt, un montant additionnel suffisant pour couvrir l'escompte sur les obligations, et les frais de courtage;

4° A imposer une taxe de vente municipale de 1% dont le produit servira exclusivement:

- a) A payer les dépenses occasionnées par le présent bill et les emprunts en découlant;
- b) A payer les intérêts sur les dits emprunts faits en vertu de la présente loi;
- c) A rembourser le capital de l'octroi de la Ville, et pour autres fins;

Coaticook, le 15 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31227-42-4-o (Signé) ANTOINE GERIN.

Notice is hereby given that the Town of Coaticook will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of An Act amending its charter (letters patent granted on August 15th, 1908, and the different statutes amending same) for the purposes of authorizing the Town;

1. To grant an amount not exceeding one hundred and twenty five thousand dollars in order to help the building of a hospital and refuge within the Town of Coaticook;

2. To borrow or guarantee the borrowing of an amount equal to the total of the grants from the Town, from the Province and from the Dominion, and to advance the said sum to the persons, corporation or religious order undertaking the building of the said hospital and refuge, until they receive the various grants;

3. To include besides in the said loan an additional amount sufficient to cover the discount on the bonds and the brokerage costs;

4. To impose a municipal tax of one percent (1%), the proceeds of which shall be exclusively used:

- a) To pay the expenses incurred because of the present bill and the loans thus contracted;
- b) To pay the interests on said loans contracted in virtue of the present act;
- c) To reimburse the capital of the grant given by the Town, and for other purposes.

Coaticook, October 15th, 1951.

(signed) ANTOINE GERIN,

31227-42-4-o Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que l'Hôpital Sainte-Justine s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte 8 Edouard VII, chapitre 137 et les statuts qui l'amendent, de manière à augmenter la valeur des immeubles que la Corporation peut posséder à dix-huit millions de dollars.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Les Procureurs
de l'Hôpital Sainte-Justine,

31228-42-4-o (Signé) LACOSTE & LACOSTE

Notice is hereby given that the Hôpital Sainte-Justine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter 8 Edward VII, chapter 137 and the statutes amending same, so as to increase the value of the immovable properties which the corporation may own, to eighteen million dollars.

Montreal, October 16, 1951.

(Signed) LACOSTE & LACOSTE,

Attorneys

31228-42-4 for the Hôpital Sainte-Justine.

Canada, province de Québec, district de Québec.

Canada, province of Quebec, district of Quebec.

Avis public est par les présentes donné que "La Cie d'Immeubles Atlas", corporation légalement constituée par lettres patentes émises sous le sceau de la Province de Québec et ayant son principal bureau d'affaires en la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour demander l'adoption d'une loi fixant entre la requérante d'une part et la Corporation du Village de Beauport-Est ainsi que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire du Village de Beauport-Est, dans le comté de Québec, d'autre part, spécialement en ce qui a trait aux taxes municipales générales, et scolaires, générales et spéciales à être imposées d'ici vingt ans par la dite Corporation municipale et la dite Corporation scolaire dans les limites de leur juridiction respective, les conditions d'établissement d'une nouvelle et importante industrie de fabrication que la requé-

Public notice is hereby given that "La Cie d'Immeubles Atlas", a body duly incorporated by letters patent issued under the Seal of the Province of Quebec and having its head office in the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act fixing, between the petitioner on the one part and the Corporation of the Village of Beauport-East and also the School Commissioners for the School Municipality of the Village of Beauport-East, in the county of Quebec, on the other part, in particular as regards the taxes to be imposed during the next twenty years by the said municipal Corporation and the said school Corporation within the limits of their respective jurisdiction, the conditions for the establishing of a new and important manufacturing industry which the petitioner proposes establishing within the territory under the juris-

rante projette d'établir dans le territoire soumis à la juridiction de ces deux corps publics, et autres fins.

Québec, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,
31236-42-4-0 ALBERT DUMONTIER.

diction of these two public bodies, and for other purposes.

Quebec, October 17, 1951.

ALBERT DUMONTIER,
31236-42-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est présentement donné que les légataires de la succession Hugh Quinlan, celui-ci en son vivant de la cité de Westmount, demanderont aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi tendant à partager une portion du capital de la succession et à d'autres fins.

Montréal, 11 octobre 1951.

L'Avocat des pétitionnaires,
31247-42-4-0 ÉDOUARD MASSON.

Public notice is hereby given that the legates of the estate Hugh Quinlan, in his lifetime of the City of Westmount, will petition the Legislative Bodies of the Province of Quebec, at their next session, for an Act purporting to divide a portion of the capital of the estate and other ends.

Montreal, October 11th, 1951.

ÉDOUARD MASSON,
31247-42-4-0 Attorney for the Petitioners.

Canada, province de Québec, district de Québec.

Canada, province of Quebec, district of Quebec.

Avis public est par les présentes donné que "L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours", corporation civile établie par une loi de la Législature de Québec et ayant son principal bureau d'affaires à St-Damien, dans le Comté de Bellechasse, Province de Québec, mieux connue sous le nom de "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours de St-Damien" s'adressera à La Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi refondant la charte de la dite corporation, augmentant ses pouvoirs de posséder des biens meubles et immeubles lui accordant certains pouvoirs additionnels d'ordre administratif, clarifiant et confirmant ses titres de propriété pour les propriétés où est construite la maison-mère de St-Damien et celles où est construite la Maison du Fargy à Beauport, et autres fins.

Québec, le 17 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,
31237-42-4-0 ALBERT DUMONTIER.

Public notice is hereby given that "L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours" a civil corporation established by an Act of the Legislature of Bellechasse, Province of Quebec, better known under the name of "Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours de St-Damien" will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act, revising the charter of the said corporation, increasing its powers of ownership of movable and immovable property, granting to it certain additional powers, of administrative order, clarifying and confirming its title deeds to the property upon which the mother-house of St-Damien is built and the one where the "Maison du Fargy" at Beauport, is built, and other purposes.

Quebec, October 17, 1951.

ALBERT DUMONTIER,
31237-42-4 Attorney for the Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la corporation Jewish Peretz School Inc., dûment constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi afin d'exempter des taxes municipales et scolaires la propriété immobilière qu'elle possède et qu'elle pourra posséder à l'avenir.

Montréal, 1er octobre 1951.

Les Procureurs de Jewish Peretz School Inc.,
31248-42-4 SPERBER, GOLD & LAPIN.

Public notice is hereby given that the Jewish Peretz School Inc., a corporation duly incorporated under the provisions of Part 3 of the Quebec Companies' Act, and having its head office at the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session; for the passing of an Act exempting the immovable property which it owns and which it may own in the future, from municipal and school taxes.

Montreal, October 1st, 1951.

SPERBER, GOLD & LAPIN,
31248-42-4-0 Attorneys for Jewish Peretz School Inc.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville de Pointe-Claire s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa charte, la Loi 1 George V, chapitre 71, et amendements, sur les matières suivantes: encouragement des arts, sciences, établissement de centres de loisirs et organisation des jeux et des sports; nomination et pouvoirs du gérant; arrondissements de votation; date des élections; fixation des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales; procédures concernant le recptage des votes donnés à une élection; durée du scrutin sur les règlements; publicité; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à bâtir; honoraires sur permis de construction; droit d'émettre des billets d'assignation pour infraction aux règle-

Public notice is, hereby, given that the Town of Pointe-Claire will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law amending its charter, the Act 1 George V, chapter 71 and amendments, for the following purposes: encouragement to the arts, sciences, establishment of recreation centers and organization of games and sports; appointment and powers of manager; polling districts; election date; fixation of hours of opening and closing of polling-stations for municipal elections; proceedings concerning the recount of votes given in an election; duration of poll on by-laws; publicity; obligation for the proprietors to have a cadastre made on certain subdivisions of land built on or to be built on; fees on building permit; right to issue notice of summons for offence to the traffic and public security by-laws of the Town; regulation of

ments municipaux, relatifs à la circulation et à la sécurité publique; réglementation des taxis; perception par la Ville des taxes scolaires et mode de distribution; paiement des taxes en plusieurs versements; conserver pour fins municipales terrains acquis pour taxes; procédures pour exécution de travaux permanents; modalité de paiement de travaux permanents; procédures concernant approbation règlements d'emprunt par les électeurs propriétaires; autorisation pour faire certains travaux permanents annuellement.

Montréal, 15 octobre 1951.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU
& CHARLEBOIS.

Les procureurs de Ville de
Pointe-Claire.

31254-42-4-o

taxis; collection by the Town of school taxes and proceedings of distribution; payment of taxes in several instalments; to preserve for municipal purposes acquired lands for taxes; proceedings for execution of permanent works; proceedings concerning the payment of permanent works; proceedings concerning the approval of borrowing by-laws by electors-proprietors; authorization to execute certain permanent works annually.

Montreal, October 15, 1951.

CHARBONNEAU, CHARBONNEAU
& CHARLEBOIS.

Attorneys for the Town of
Pointe-Claire.

31254-42-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa charte, la Loi 9 Édouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: indemnité du maire et des échevins; augmentation du nombre des membres de la commission sportive; confection de la liste électorale; pension minimum de \$600.00 aux employés non couverts par le fonds de pension; perception par la Cité des taxes scolaires de la municipalité scolaire de Très-St-Sacrement; autorisation pour faire certains travaux permanents, chaque année; fixation de l'évaluation de la deuxième usine de la Northern Electric Company Limited; confection d'un rôle spécial; ratification de certaines ventes et échanges de ruelles, et autres fins.

Montréal, 15 octobre 1951.

Les Procureurs de la Cité de Lachine,

31253-42-4-o

LACROIX & VIAU.

Public notice is, hereby, given that the City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86, and amendments, for the following purposes: indemnity of the mayor and aldermen; augmentation of the number of members of the sportive commission; preparation of the electoral list; minimum pension of \$600.00 to the employees non covered by the pension funds; collection by the City of the school taxes for the School Municipality of Très-St-Sacrement; authorization to make certain permanent works, each year; fixation of the valuation of the second factory of the Northern Electric Company Limited; preparation of a special roll; ratification of certain sales and exchanges of lanes; and for all other purposes.

Montreal, October 15, 1951.

LACROIX & VIAU.

31253-42-4-o Attorneys for the City of Lachine.

Avis est par les présentes donné que monsieur Joseph, Jean-Jacques, Maurice, Louis Ship dit Gingras, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une loi ayant pour effet de modifier son nom.

Montréal, le 16 octobre 1951.

Le Procureur du pétitionnaire,

31209-42-4-o

MARCEL LANDRY.

Notice is hereby given that Mr. Joseph, Jean-Jacques, Maurice, Louis Ship, alias Gingras, of the city and district of Montreal, that he will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act modifying his name.

Montreal, October 16, 1951.

MARCEL LANDRY.

31209-42-4-o

Attorney for the petitioner.

VILLE DE LAUZON

Avis est par les présentes donné par la Ville de Lauzon, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa Charte, aux fins suivantes et autres fins accessoires:

1° Changez le nom de la ville en celui de "La Cité de Lauzon";

2° Fixer un idemnité pour frais de représentation au maire et aux échevins et pourvoir au remboursements de leurs justes dépenses de voyage autorisées par le Conseil dans l'intérêt de la cité;

3° Autoriser la formation d'une Commission sportive et d'une Commission d'urbanisme;

4° Dresser la liste des électeurs rue par rue, en suivant l'ordre des numéros de rue ou des numéros de cadastre de chaque rang, et non alphabétiquement;

5° Changer les heures de votation pour les élections municipales;

6° Modifier la procédure dans le cas de l'approbation d'un règlement en nombre et en valeur;

TOWN OF LAUZON

Notice is hereby given by the Town of Lauzon, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for amendments to its charter, for the following and other accessory purposes:

1. To change the name of the town into that of "The City of Lauzon";

2. To fix an indemnity for cost of representation of the mayor and aldermen and reimburse them for their rightful expenses for trips authorized by the Council in the interest of the city;

3. To authorize the formation of a Sports Commission and a Town-Planning Commission;

4. To compile the list of electors, street by street, according to the street numbers or the cadastral numbers of each range, and not alphabetically;

5. To change the polling hours for the municipal elections;

6. To modify the procedure in the case of the approval of a by-law in number and in value;

7° Modifier ou remplacer les règlements de construction et de zonage existant actuellement sans autre formalité que l'approbation du Conseil Municipal et du Ministre des Affaires Municipales;

8° Réglementer la construction;

9° Prohiber ou restreindre l'érection d'affiches tant sur la propriété privée que publique;

10° Ordonner l'expropriation de tous lieux d'habitation reconnus insalubres et déclarés par l'autorité sanitaire municipale impropres à l'habitation humaine;

11° Pourvoir à l'enlèvement des vidanges et imposer une taxe pour en défrayer le coût;

12° Prescrire que la construction et l'entretien des conduites privées et leur raccordement avec les conduites publiques devront se faire aux frais du propriétaire moyennant un dépôt au préalable d'une somme suffisante pour pourvoir à leur coût et à celui de réfection de la rue et du trottoir; le coût des dits travaux constituant une créance privilégiée contre la propriété au même rang que la taxe foncière;

13° Obliger les propriétaires à soumettre tout plan de subdivision comportant l'ouverture de nouvelles rues à l'approbation du Conseil et prohiber ces subdivisions lorsqu'elles ne coïncident pas avec le plan général de la cité;

14° Réglementer et interrompre la circulation dans les rues de la Cité dans certains cas;

15° Obliger les compagnies de téléphone, télégraphe et pouvoir à déposer au bureau de la cité un plan en triplicata de tous les détails de construction pour les travaux à être effectués dans les rues, ruelles et parcs de la cité;

16° Limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

17° Autoriser la perception des amendes sur billets d'assignation dans le cas d'infraction aux règlements de la circulation;

18° Imposer une taxe sur les véhicules automobiles employés à la livraison d'effets ou marchandises dans la cité;

19° Réglementer, limiter ou interdire l'exploitation des restaurants, buffets ou comptoirs ambulants;

20° Ordonner la fermeture durant certaines heures de certains établissements commerciaux.

21° Permettre aux employés de la cité de pénétrer sur toute propriété privée pour y enlever certaines nuisances;

22° Prendre en faveur des employés de la cité une assurance collective sur leur vie et couvrant les risques d'accident et de maladie;

23° Confection annuelle du rôle d'évaluation, des biens imposables, et non imposables dans la cité suivant leur valeur réelle et adjoindre un ou des experts aux estimateurs;

24° Obliger tout propriétaire qui subdivise un immeuble à transmettre au trésorier de la cité dans un délai de trente jours en duplicata un plan officiel de la subdivision;

25° Établir dans le cas des nouvelles industries pour une période d'au plus 10 ans l'évaluation des immeubles et machineries à une somme de pas moins de 50% de leur évaluation municipale chaque année;

26° Exempter de la taxe de locataire tout vendeur d'un immeuble à réméré déjà assujéti à une taxe foncière et qui l'occupe lui-même;

27° Rendre valide à certaines conditions le titre de vente, consenti par la Cité après le délai fixé par la loi, d'un immeuble qu'elle avait acquis à la suite d'une vente pour taxes;

28° Emprunter annuellement par règlement qui ne requiert pas d'autres formalités que l'ap-

7. To amend or replace the actually existing building and zoning regulations without any other formality than the approval of the Municipal Council and the Minister of Municipal Affairs;

8. To regulate building;

9. To prohibit or restrict the erecting of signs whether on private or public property;

10. To order the expropriation of dwelling places which are known to be unsanitary and which have been declared by the municipal Health authority as unfit for human habitation;

11. To provide for the removal of garbage and levy a tax to defray the cost of same;

12. To prescribe that the building and maintaining of private pipes and their connection with the main pipes shall be made at the cost of the proprietor after first depositing an amount sufficient to cover their cost and that of repairing the street and sidewalk; the cost of the said works constituting a privileged debt against the property on the same footing as the land tax;

13. To oblige proprietors to submit any subdivision plan, which would entail the opening of new streets, to the approval of the Council and to prohibit such subdivisions when they do not coincide with the general plan of the city;

14. To regulate and interrupt traffic in the streets of the city in certain cases;

15. To oblige telephone, telegraph and power companies, to file, in the office of the city, a plan in triplicate, giving full details of the works to be undertaken by them in the streets, lanes and parks of the city;

16. To limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

17. To authorize the collection of fines on notices of summons in the case of violations of traffic laws;

18. To levy a tax on motor vehicles used for delivering effects or merchandise in the city;

19. To regulate, limit or prohibit the operation of itinerant restaurants, buffets or counters;

20. To order the closing of certain commercial establishments during certain hours;

21. To permit the City employees to enter any private property to remove certain nuisances;

22. To take out a group insurance in favour of the employees of the city on their life and covering accidents and sickness;

23. The annual compiling of the valuation roll of taxable and non-taxable properties in the city according to their real value and associate one or more experts to the assessors;

24. To oblige any proprietor who subdivides an immovable, to forward, to the City Treasurer within a delay of thirty days, in duplicate, an official plan of the subdivision;

25. To establish, in the case of new industries, for a period of ten years at the most, the valuation of the immovables and machinery at a sum of not less than 50% of their municipal valuation each year;

26. To exempt from the tenants' tax any vendor of an immovable subject to right of redemption already subject to a land tax and which is occupied by him;

27. To render valid, on certain conditions, the deed of sale, consented by the City, after the delay fixed by Law, of an immovable which it acquired through a sale for taxes;

28. To borrow annually by by-law which requires no other formality than the approval of the

probation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec une somme n'excédant pas \$50,000.00 pour travaux permanents urgents et dépenses urgentes;

29° Octroyer des deniers pour l'encouragement des arts et des sciences, l'établissement de centres de loisir, l'organisation des jeux et des sports dans la municipalité;

30° Posséder un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût total ne devra pas excéder \$100,000.00 avec pouvoir de vendre les dits immeubles ou de les louer à certaines conditions; le tout sujet à l'approbation des électeurs, de la Commission Municipale de Québec et du Ministre des Affaires Municipales.

31° Appliquer la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux, au trésorier et au greffier de la cité;

32° Défendre aux policiers et pompiers de la Cité d'appartenir à une union qui ne serait pas formée exclusivement des employés de la Cité.

Lauzon, le 17 octobre 1951.

31272-43-4-o Le Procureur de la pétitionnaire,
ALBERT DUMONTIER.

Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, an amount not exceeding \$50,000 for urgent permanent works and urgent expenses;

29. To grant money towards the encouragement of arts and science, the establishment of recreation centres, the organizing of games and sports in the municipality;

30. To own one or more immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, the total cost of which shall not exceed \$100,000 with power to sell the said immovables or lease them under certain conditions; the whole subject to the approval of the electors, the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs;

31. To apply the provisions of the Municipal Officers Dismissal Act to the treasurer and clerk of the city;

31. To forbid the policemen and firemen of the city to belong to a union which is not composed exclusively of employees of the City;

Lauzon, this 17th day of October, 1951.

31272-43-4 ALBERT DUMONTIER,
Attorney for Petitioner.

Avis est par les présentes donné par la ville de Louiseville qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

a) Création d'une commission sportive;
b) Détermination des heures de danse dans les salles, cafés, club, restaurants et grills, en même temps que détermination de l'heure des fermetures et imposition d'une licence ou permis aux fins susdites ou prohibition de danse dans les établissements susdits;

c) Réglementer le stationnement, limiter le nombre des permis et imposer des taxes sur les autos-taxis;

d) Pour permettre la perception, sans procédure légale, d'amendes dans les cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique;

e) Pour contribuer à aménager et à maintenir des centres de loisirs et des terrains de jeux et pour aider l'agriculture, les arts et les sciences;

f) Pour charger différentes taxes pour l'enlèvement de la neige;

g) Pour réglementer, prohiber ou limiter le nombre des restaurants ambulants ou roulottes servant de restaurants ou à la confection de patates frites ou autres produits alimentaires;

h) Pour imposer une taxe personnelle aux personnes du sexe masculin, majeurs, travaillant dans la ville et n'étant pas chargés d'aucune taxe;

i) Pour taxer par nombre d'unité certains commerces tels que table de billard, chaises de barbiers et de coiffeurs, véhicules (drive-yourself), taxis et camions, etc.;

j) Construire et exploiter des édifices publics.

Louiseville, le 13 octobre 1951.

31273-43-4-o Le Procureur de la ville de Louiseville,
dans le comté de Maskinongé,
RÉMI PAUL.

Notice is hereby given by the Town of Louiseville that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

a) The creation of a Sport Commission;
b) The fixing of the hours for dancing in halls, cafés, clubs, restaurants and grills; at the same time fixing the closing hour and the imposing of a license or permit for the aforesaid purposes or prohibiting dancing in the aforesaid establishments;

c) To regulate parking, limit the number of licenses and impose taxes on taxi-cabs;

d) To be allowed to collect the fines, without legal proceedings, in cases of violations of the municipal regulations regarding traffic and public safety;

e) To contribute towards equipping and maintaining recreational centres and playgrounds and towards helping agriculture, the arts and sciences;

f) To charge different taxes for snow removal;

g) To regulate, prohibit or limit the number of itinerant or mobile restaurants, used as restaurants or for the making of fried potatoes or other foodstuffs;

h) To impose a personal tax on persons of the male sex, of the age of majority, working in the town and not charged with any other tax;

i) To tax certain businesses on the number of billiard tables, barber and hairdressing chairs, drive-yourself cars, taxis and trucks, etc., owned and operated by them;

j) To build and operate public buildings.

Louiseville, October 13, 1951.

31273-43-4 RÉMI PAUL,
Attorney for the Town of Louiseville,
in the county of Maskinongé.

Avis est par les présentes, donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à la Législature Provinciale, au cours de la prochaine session pour faire modifier sa charte aux fins d'obtenir le pouvoir d'imposer une taxe de vente de 1% dans les limites de son territoire.

31274-43-4-o Les Procureurs de la requérante,
LACOURSIÈRE & LALIBERTÉ.

Notice is hereby given that the town of Victoriaville, will apply to the Provincial Legislature, in the course of the next session, for amendment to its charter, for the purpose of securing power to impose a sales tax of 1% within the limits of its territory.

31274-43-4 LACOURSIÈRE & LALIBERTÉ,
Attorneys for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

CITÉ DE SILLERY

Prenez avis que la requérante, la Cité de Sillery, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, siégeant en Parlement, à Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir des amendements à sa charte ainsi que les pouvoirs additionnels suivants:

La limitation du nombre des taxis et autres pouvoirs les concernant; l'imposition à titre de taxe d'eau, dans le cas d'un lot non subdivisé d'une taxe de 4% de la valeur d'une lisière de cent pieds en profondeur de la ligne d'une rue, lorsque la construction ou maison se trouve à plus de deux cents pieds de la dite ligne; l'amendement de l'article 6, de la loi 14 George VI, chapitre 101, aux fins de rendre l'imposition de la taxe d'affaires imposable suivant la valeur annuelle en ce qui concerne les commerces généralement et autre moyen de profit et d'existence, et sur la valeur réelle des immeubles, quant à ce qui concerne les commerces et industries situés dans certaines zones; le droit d'emprunter avec l'approbation du Ministre des Affaires Municipales et de la Commission Municipale de Québec cinquante-huit mille dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'excédent du coût des travaux à l'usine de filtration autorisés par le règlement numéro 268, trente-deux mille huit cents dollars au cours de l'année 1952, pour l'achat d'un souffleur à neige, vingt-neuf mille cinq cents dollars au cours de l'année 1952 pour couvrir l'insuffisance des frais d'émission des règlements numéros 268, 275, 283, 292 et 294 vendus à un taux plus bas que prévu, quatre-vingt mille dollars au cours de l'année 1952, pour rencontrer le coût de gravelage, du pavage et de la construction des chaînes de rues de la Cité; l'imposition à toutes fins, d'une lisière de cent pieds en profondeur de tout terrain employé à des fins agricoles et non bâti, de même que tout autre terrain situé en front d'un chemin, d'une rue ou d'une avenue et non bâti.

Québec, le 24 octobre 1951.

Le Procureur de la requérante,

31286-43-4-o

PHILIPPE LANCTOT.

PUBLIC NOTICE

(CITY OF SILLERY)

Notice is given that the petitioner, the City of Sillery, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament, at Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining amendments to its charter and also the following additional powers:

Limiting the number of taxis and other powers concerning them; imposing, under the title of water tax, in the case of an unsubdivided lot, a tax of 4% of the value of a strip of 100 feet in depth from the street line, when the building or house lies at more than two hundred feet from the said line; amending section 6, of the Act 14 George VI, chapter 101, for the purpose of rendering the levying of the Business Tax imposable according to the annual value as regards commerce in general and other means of earning a profit or livelihood, and on the real value of immovables, as regards any commerce or industry situate in certain zones; the right to borrow, with the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission, fifty-eight thousand dollars during the year 1952 to cover the excess cost of the works connected with the filtering plant authorized by by-law No. 268; thirty-two thousand eight hundred dollars during the year 1952 for the purchase of a snow blower, twenty-nine thousand five hundred dollars during the year 1952 to cover the deficiency in costs of the issue under by-laws Nos. 268, 275, 283, 292 and 294 sold at a rate lower than was expected, eighty thousand dollars during the year 1952 to meet the cost of gravelling, paving and building curbs on the city streets; the levying of a tax, for all purposes, on a strip of 100 feet in depth on any lot of land used for agricultural purposes and not built upon, likewise on any other lot of land fronting on a road, a street or avenue not built upon.

Quebec, October 24, 1951.

PHILIPPE LANCTOT,

31286-43-4

Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Montreal Stock Exchange, une corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi à l'effet d'augmenter la somme à laquelle sont limités par sa charte la valeur des biens de la corporation et le capital qu'elle peut prélever.

Montréal, le 24 octobre 1951.

Les Procureurs de la requérante.

31308-43-4-o

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,

KER & CATE.

Public notice is hereby given that Montreal Stock Exchange, a corporation having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act increasing the sum to which the value of the property of the corporation and the capital which may be raised by it are limited by its charter.

Montreal, October 24, 1951.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,

KER & CATE,

31308-43-4-o

Attorneys for Applicant.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Bertha Parker, épouse de feu Alphonse-S. Pelletier, de la cité de Lachine, Annie Parker, épouse de feu Edouard Millaire, de la cité de Montréal, Caroline Parker, épouse séparée de biens de A. O. Donavan, de la cité de Montréal, ledit A. O. Donavan, pour autoriser son épouse, Jules Carignan, courtier d'assurance, de la cité de Lachine, Pierre Carignan, avocat, de la cité de Lachine, Helene Carignan, en religion Sœur Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, Lucie Ca-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Bertha Parker, wife of the late Alphonse-S. Pelletier, of the City of Lachine, Annie Parker, wife of the late Edouard Millaire, of the City of Montreal, Caroline Parker, wife separated as to property of A. O. Donavan, of the City of Montreal, the said A. O. Donavan to authorize his wife, Jules Carignan insurance broker, of the City of Lachine, Pierre Carignan, advocate, of the City of Lachine, Helene Carignan, in religion Sister Marie-Eudes de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, Lucie Ca-

rignan, en religion, Sœur Saint-Pascal-Baylon de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, toutes deux actuellement en Afrique, représentées par Anatole Carignan, de la cité de Lachine, tous du district de Montréal, et Louis-Georges Carignan, ingénieur civil, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi précisant certaines dispositions du testament et des codicilles de feu John Parker, en son vivant contracteur de la cité de Lachine, pour autoriser la vente de certains immeubles de la Succession, de gré à gré, et pour autres fins.

Montréal, le 23 octobre 1951.

Les Procureurs des Pétitionnaires.
31309-43-4-o LACROIX & VIAU,

AVIS PUBLIC

Avis est donné par les présentes que Marie Bibianne Simonne Guimont, étudiante, d'Outremont, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de Marie Bibianne Simonne Authier.

Québec, le 25 octobre 1951.

L'Avocat de la Pétitionnaire.
31340-44-4-o J. ROBERT BEAUDOIN, C.R.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour faire modifier sa charte et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à emprunter: \$200,000.00 pour la construction de pavages permanents; \$100,000.00 pour la réfection de la couche de surface des pavages; \$25,000.00 pour la préparation d'un plan d'urbanisme; \$700,000.00 pour la construction d'un incinérateur; \$300,000.00 pour l'achat de terrains de stationnement; pour être autorisée à augmenter la pension payable à un certain nombre d'employés permanents ayant atteint l'âge de retraite — pour fixer le délai pendant lequel des plaintes pourront être faites aux rôles d'évaluation — pour modifier la loi concernant les licences des propriétaires de taxi; la législation concernant les octrois que la Cité est autorisée à verser annuellement — demander des pouvoirs additionnels pour le service de la neige dans la cité — demander l'autorisation d'établir des compteurs de stationnement et régler leur usage dans la cité — pour être autorisée à obliger tout propriétaire ou locataire à afficher le prix de location de sa chambre — pour augmenter le pouvoir d'emprunts annuels de la Cité pour sa contribution à la construction des trottoirs permanents et rendre uniforme cette contribution de la Cité dans tous les cas — pour demander le pouvoir d'exproprier pour fins d'améliorations publiques — pour modifier la loi qui régit la Commission de l'Exposition — pour demander des sources additionnelles de revenus — pour modifier les pouvoirs de consolidation des frais de finance des émissions d'obligations — pour déterminer comment les contribuables des territoires annexés à la cité seront représentés au Conseil Municipal — pour modifier la loi qui accorde des exemptions de taxes — et tous autres amendements jugés nécessaires à la bonne administration de la Cité.

Québec, le 26 octobre 1951.

Les Procureurs de la Cité de Québec,
31341-44-4-o PELLETIER, GODBOUT & LECLERC.

rignan, in religion Sister Saint-Pascal-Baylon de la Congrégation des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique, both actually in Africa represented by Anatole Carignan, of the City of Lachine, all of the District of Montreal, and Louis-Georges Carignan, civil engineer, of the City of Sherbrooke, District of St. François, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during its present session, for the purpose of an Act ratifying certain provisions of the will and codicils of the late John Parker, in his lifetime contractor of the City of Lachine, in order to authorize the sale of certain immovables of the Estate, by private agreement, and for any other purposes.

Montreal, October 23, 1951.

LACROIX & VIAU.
31309-43-4-o Attorneys for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Marie Bibianne Simonne Guimont, student of Outremont, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of an act to change her name to that of Marie Bibianne Simonne Authier.

Quebec, October 25th, 1951.

J. ROBERT BEAUDOIN, K.C.,
31340-44-4-o Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, for amendments to its charter and the Acts amending same, so as to be authorized to borrow: \$200,000 for permanent paving; \$100,000 for resurfacing pavements; \$25,000 for the preparation of a town-planning project; \$700,000 for the building of an incinerator; \$300,000 for the purchase of parking grounds; to be authorized to increase the pension payable to a certain number of permanent employees who have reached the age for retirement — to fix the delay wherein complaints may be made as regards the valuation roll — to amend the law concerning licenses for taxi owners; the legislation concerning grants which the City is authorized to give annually — to request additional powers for the snow removal service in the city — to request the authorization to install parking meters and regulate their use in the city — to be authorized to oblige any proprietor or tenant to display the rental price of his rooms — to increase the city's power to borrow annually for its contribution towards permanent sidewalks and to render uniform this contribution from the City for all cases — to request the power to expropriate for purposes of public improvements — to amend the law governing the Exhibition Commission (Commission de l'Exposition) — to request additional sources of revenue — to amend the powers for consolidating the financial expenses regarding the issue of bonds — to determine the manner in which taxpayers of territories annexed to the city will be represented on the Municipal Council — to amend the law which grants exemptions from taxes — and all other amendments deemed necessary for the good management of the city.

Quebec, October 26, 1951.

PELLETIER, GODBOUT & LECLERC,
31341-44-4 Attorneys for the City of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que le Dr Dan Roston, de Weyburn, Province de la Saskatchewan, s'adressera à la Législature, lors de la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Chirurgiens-Dentistes de la Province de Québec, à l'admettre à la pratique de la profession de Chirurgien-Dentiste, après examen et autres conditions.

Montréal, 15 octobre 1951.

Le Procureur du Requéant,
31342-44-4-o ALBERT THÉBERGE, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dr. Dan Roston of Weyburn, Province of Saskatchewan, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act authorizing the College of Dental-Surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of dental-surgeon, after examination and other conditions.

Montreal, October 15, 1951.

ALBERT THÉBERGE, K.C.
31342-44-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Laurent, présenteront, à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle ils demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi aux fins ci-après mentionnées:

- a) Annexer le territoire des commissions scolaires suivantes: La Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Vertu et la Commission Scolaire de la Côte de Notre-Dame de Liesse;
- b) Fixer une indemnité pécuniaire pour les Commissaires d'Écoles, payable annuellement;
- c) Déterminer une évaluation fixe concernant les immeubles de certaines industries situées dans la Municipalité de la Paroisse de St-Laurent;
- d) Changer la date des élections des Commissaires d'Écoles;

Et pour d'autres fins.

Ville St-Laurent, ce 25 octobre 1951.

Le Procureur des Requéants,
31343-44-4-o MAURICE SAUVÉ.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners of the School Municipality of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session by a petition introducing a private bill whereby they will request from the Legislature of Quebec the passing of a bill or act for the following purposes:

- a) To annex the territory of the following school commissions: The School Commission of Côte de Notre-Dame de Vertu and the School Commission of Côte de Notre-Dame de Liesse;
- b) To fix a pecuniary indemnity for the School Commissioners, payable annually;
- c) To determine a fixed valuation on the immovables of certain industries situate in the Municipality of the Parish of St-Laurent;
- d) To change the date of elections for the School Commissioners;

And for other purposes.

Ville St-Laurent, October 25, 1951.

MAURICE SAUVÉ,
31343-44-4 Attorney for the Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Corporation Municipale de la Paroisse de St-Laurent s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1. Annexer pour fins municipales ce territoire borné au sud par le chemin public dit "chemin du Bois-Franc"; vers l'est par le lot N° 124 du cadastre officiel de la Paroisse Saint-Laurent et une partie du lot N° 4 du cadastre officiel de la paroisse Sainte Geneviève; au nord par la limite sud du chemin de fer propriété actuelle des chemins de fer du Canadien National et vers l'est par une partie du lot N° 89 du cadastre officiel de la Paroisse Saint Laurent.

Ce territoire comprend les lots et parties des lots suivants: Pt 123; Pt 119; 118; 117; Pt 116; Pt 114; Pt 113; Pt 112; Pt 111; Pt 110; Pt 109; Pt 108; Pt 107; Pt 106; Pt 105; Pt 104; Pt 103; Pt 97; Pt 96; tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent ainsi que le chemin public traversant ce territoire du nord au sud, le tout contenant en superficie 768.33 arpents.

Toutes ces parties de lots sont les parties sud-est des lots originaires et sont situées au sud du chemin de fer traversant la municipalité du Village de Saraguay.

2. Fixer, par règlement, à trois ans le terme d'office du maire et des conseillers à compter des prochaines élections.

Paroisse de St-Laurent, ce 26 octobre 1951.

Le Procureur de la Paroisse de St-Laurent,
HENRI S. BEAULIEU.
31344-44-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Parish of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To annex, for municipal purposes, that territory bounded on the south by the public road called "Chemin du Bois-Franc", on the east by lot No. 124 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent and a part of lot No. 4 of the official cadastre for the parish of Sainte-Geneviève; on the north by the south limit of the railway, the actual property of the Canadian National Railways and on the east by a part of lot No. 89 of the official cadastre for the Parish of Saint Laurent.

The said territory comprises the following lots and parts of lots: Pt. 123; Pt. 119; 118, 117; Pt. 116; Pt. 114; Pt. 113; Pt. 112; Pt. 111; Pt. 110; Pt. 109; Pt. 108; Pt. 107; Pt. 106; Pt. 105; Pt. 104; Pt. 103; Pt. 97; Pt. 96; all of the official cadastre for the Parish of Saint-Laurent and also the public road crossing the said territory from north to south, the whole containing a superficial area of 768.33 arpents.

All the said parts of lots are the southeast parts of original lots and are situate south of the railway running through the municipality of the Village of Saraguay.

2. To fix, by by-law, the term of office of the mayor and councillors to three years as from the next elections.

Parish of St-Laurent, this 26th day of October, 1951.

HENRI S. BEAULIEU,
Attorney for the Parish of St-Laurent.
31344-44-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 24 George V. chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes; pour valider et confirmer une résolution de son conseil décidant que l'évaluation à \$75,000.00 faite par les estimateurs municipaux, pour l'année 1951, du nouvel immeuble de la compagnie Gaylord Products of Canada Limited, sis au coin des rues Ste-Anne et Morison, à St-Hyacinthe, ne soit pas augmentée pendant une période de dix ans, à partir du premier janvier 1952; pour l'autoriser à emprunter par règlement, une somme n'excédant pas \$150,000.00 pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles, et pour autres fins.

St-Hyacinthe, ce 29 octobre 1951.

Le Procureur de la Cité de

St-Hyacinthe.

31356-44-0

GAËTAN SYLVESTRE,

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of St-Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, Act 24, George V, Chapter 94 and amendments, concerning the following matters: to validate and confirm a resolution of its Council deciding that the valuation of \$75,000 made by the municipal assessors for the year 1951, on the new building of Gaylord Products of Canada Limited, situate at the corner of Ste-Anne and Morison Streets, in St-Hyacinthe, be not increased for a period of ten years, as from January first, 1952; to authorize it to borrow, by By-law, an amount not exceeding \$150,000, to acquire or erect building to serve municipal or industrial purposes, and for other purposes.

St-Hyacinthe, this 29th day of October 1951.

GAËTAN SYLVESTRE,

Attorney for the City of

St-Hyacinthe.

31356-44-4

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 306 030. Dame Yvonne Desrosiers, épouse commune en biens de Amherst Crépeau, agent résidant et domicilié au N° 2368 de la rue St-Zotique, des cité et district de Montréal, demaderesse, vs ledit Amherst Crépeau, agent, résidant et domicilié au N° 2368 de la rue St-Zotique, des cité et district de Montréal, défendeur.

Avis est par les présentes donné par la demaderesse en cette cause a institué contre le fêendeur une action en séparation de biens, le 9 octobre 1951.

Montréal, le 26 octobre 1951.

Les Procureurs de la demaderesse,

DESLAURIERS, TRÉPANIERS & AUCLAIR.

31345-0

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No 306 030. Dame Yvonne Desrosiers, wife common as to property of Amherst Crepeau, agent, residing and domiciled at No 2368 St-Zotique street, of the City and District of Montreal, plaintiff, vs the said Amherst Crepeau, agent, residing and domiciled at No 2368 St-Zotique street, of the City and District of Montreal, defendant.

Notice is hereby given by the plaintiff that an action in separation of property has been instituted in this case on the 9th of October, 1951.

Montreal, October 26, 1951.

DESLAURIERS, TRÉPANIERS & AUCLAIR,

Attorneys for plaintiffs.

31345-0

Canada, Province de Québec, district de Terbonne, Cour Supérieure, N° 20,981. Dame Renée Léonard, demaderesse; vs Donat Godmer, défendeur.

Dame Renée Léonard, épouse commune en biens de Donat Godmer de St-Hippolyte, district de Terbonne, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

St-Jérôme, ce 29 octobre 1951.

Vraie copie

Les Procureurs de la demaderesse,

de MARTIGNY & MARCHESSAULT

31355-0

Canada, Province of Quebec, district of Terbonne, Superior Court, No. 20,981. Dame Renee Léonard, plaintiff; vs Donat Godmer, defendant.

Dame Renée Léonard, wife separated as to property of Donat Godmer of St-Hippolyte, district of Terbonne, has taken an action in separation as to property against her said husband.

St. Jérôme, October 29th 1951.

True copy.

de MARTIGNY & MARCHESSAULT,

Attorneys for plaintiff.

31355-0

Avis divers

E. MORIN & FILS, INC.

Règlement XVIII

Décrétant l'augmentation du nombre des directeurs.

Le nombre des directeurs de la compagnie "E. Morin & Fils, Inc.", étant actuellement de trois,

Miscellaneous Notices

E. MORIN & FILS, INC.

By-law XVIII

Enacting the increase in the number of Directors.

The number of directors of the company "E. Morin & Fils, Inc.", being actually three, as

tel qu'établi en vertu de lettres patentes, émises le 1er décembre 1948, il est par les présentes résolu que ce nombre soit augmenté à cinq.

established in virtue of the letters patent, issued December 1st, 1948, it is hereby resolved that this number be increased to five.

Sherbrooke, ce 11ième jour d'Octobre 1951.
E. MORIN & FILS, INC.
Par le Président,
JEAN-PAUL MORIN.
Le Secrétaire,
GILLES MORIN.

Sherbrooke, this eleventh day of October, 1951.
E. MORIN & FILS, INC.
Per: JEAN-PAUL MORIN,
President.
GILLES MORIN,
Secretary.

31327-o

31327

HELENA BEAUTY PRODUCTS LIMITED
LES PRODUITS DE BEAUTÉ HELENA LIMITÉE

HELENA BEAUTY PRODUCTS LIMITED
LES PRODUITS DE BEAUTÉ HELENA LIMITÉE

Extrait des règlements réduisant le nombre des directeurs de 5 à 3.

Extract of by-laws decreasing the number of directors from 5 to 3.

Règlement N° 1, art. X:
Le bureau de direction se composera de trois directeurs élus par l'assemblée des actionnaires.

By-law No. 1, Art. X:
The Board of Directors will be composed of three directors, elected at the Meeting of the shareholders.

Copie conforme.

True copy.

31328 La Secrétaire,
CÉCILE LACHANCE.

31328 CÉCILE LACHANCE,
Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Travailleurs du Lino-leum de Montréal Inc.— National Union of Lino-leum Workers of Montreal Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 octobre 1951.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat National des Travailleurs du Lino-leum de Montreal Inc.— National Union of Lino-leum Workers of Montreal Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 23, 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

31329-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31329 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MICHAEL MANUFACTURING COMPANY LIMITED
Règlement N° 3 (e)

MICHAEL MANUFACTURING COMPANY LIMITED
By-law No. 3 (e)

"Sur motion dûment présentée, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu ce qui suit:
Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à quatre."
Décrété le 10 septembre 1951.

"On motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved as follows:
That the number of the directors of this company be increased from three to four."
Enacted this 10th day of September, 1951.

31330 Le Président,
THEO MICHAEL.
Le Secrétaire,
M. MICHAEL.

31330-o THEO MICHAEL,
President,
M. MICHAEL,
Secretary.

Avis est donné par les présentes que la paroisse Saint-Eugène de Rosemont a été érigée canoniquement le 5 avril 1951.

Notice is given that the Saint Eugène de Rosemont Parish has been canonically erected on the 6th day of April 1951 in the city of Montreal.
Montreal, October 25th 1951.

Montréal, le 25 octobre 1951.

[Seal]

31331-o En foi de quoi, j'ai signé:
J. G. CORNELLIER, ptre, curé

31331-o On testimony whereof I have undersigned:
J. G. CORNELLIER, ptre., curé

PINECREST CONVALESCENT HOME INC.

PINECREST CONVALESCENT HOME INC.

Règlement II (amendé)

By-law II (Amended)

(Pour diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à quatre)
DIRECTEURS

(to decrease the directorate of the Company from five to four)
DIRECTORS

Nombre de qualification

Number and Qualification

"Un bureau de direction de quatre (4) directeurs sera élu annuellement et chaque directeur

"A Board of four (4) Directors shall be elected annually, and each Director shall be the owner

sera le détenteur d'au moins une action de capital-actions de la compagnie, soit ordinaire ou privilégiées."

Certifié vraie copie d'un amendement du règlement II passé lors d'une assemblée du bureau de direction tenue le 4 septembre 1951, et ratifié et confirmé par les actionnaires lors d'une assemblée tenue le même jour.

31346 Le Secrétaire,
DAVID ROSENSTEIN.

of at least one share of the capital stock of the Company, either common or preferred."

Certified True Copy of Amendment to By-Law II passed at a meeting of the Board of Directors held on the 4th September 1951, and ratified and confirmed by the Shareholders at a meeting held on the same day.

31346-o DAVID ROSENSTEIN,
Secretary.

Chartes — Abandon de

AVIS

JOSEPH AUBRY & COMPAGNIE LIMITÉE

Avis est donné conformément à la Loi des Compagnies de Québec, que la compagnie "Joseph Aubry & Compagnie Limitée" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 24 octobre 1951.

31332-o Le Procureur de
"Joseph Aubry & Cie Ltée",
MAURICE CUSSON.

"En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Red Diamond de Luxe Taxi Ltd.", donne avis par les présentes qu'elle demandera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la Province de Québec, l'autorisation d'abandonner sa charte."

Québec, le 27 août 1951.

31333-o Le Secrétaire,
ALFRED BOURÉ.

Charters — Surrender of

NOTICE

JOSEPH AUBRY & COMPAGNIE LIMITÉE

Notice is given pursuant to the Quebec Companies Act, that "Joseph Aubry & Compagnie Limitée" will apply for leave to surrender its charter.

Montreal, October 24, 1951.

31332 MAURICE CUSSON,
Attorney for
"Joseph Aubry & Cie Ltée".

"Under the provisions of the Quebec Companies Act, the compagnie "Red Diamond de Luxe Taxi Ltd.", hereby gives notice that it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec, for leave to surrender its charter."

Quebec, August 27, 1951.

31333-o ALFRED BOURÉ,
Secretary.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance dont le texte suit, adoptée par la Commission du Salaire Minimum le 23 octobre 1951, et modifiant l'ordonnance numéro 4, 1942 (Ordonnance générale) de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 1195 du 25 octobre 1951.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942
(Ordonnance générale)

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de modification, ce qui suit, savoir:

1. *Ordonnance N° 4, 1942, modifiée*: L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942, et modifiée le 21 mars 1942, approuvée telle que modifiée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942, par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 11 avril 1942 et postérieurement modifiée et renouvelée, est de nouveau modifiée comme suit:

En majorant de dix pour cent (10%) les taux de salaire établis aux divers articles de la dite ordonnance telle que modifiée. Toutefois si ces

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following Ordinance, passed by the Minimum Wage Commission on October 23, 1951, which amends ordinance No. 4, 1942 (General Ordinance) of the said Commission, has been approved by Order in Council No. 1195 of October 25, 1951.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4, 1942
(General Ordinance)

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, chapter 164),

Orders and decrees by the present ordinance, the following, to wit:

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended*: Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on February 17, 1942, and amended on March 21, 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on April 2, 1942, by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on April 11, 1942, and subsequently amended and renewed, is again amended as follows:

By increasing by ten per cent (10%) the rates of wages established in the various sections of the said Ordinance as amended. However, if these

taux de salaire, après majoration, comportent une fraction de cent, telle fraction se nera pas comptée si elle est inférieure à une demie, mais si elle représente une demie ou plus, elle sera remplacée par un cent.

2. *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingt-troisième jour du mois d'octobre mil neuf cent cinquante et un.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM,

[Seeau]

Le Président,
(Signé) F. X. LACOURSIÈRE.
Le Secrétaire général,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU.

Copie certifiée

Le Secrétaire général,
PHILIPPE ROUSSEAU.

31351

rates of wages, when increased, comprise a fraction of a cent, such fraction, if inferior to half a cent, must not be reckoned but, if it represents half a cent or more, it must be replaced by one cent.

2. *Coming into force*: The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Quebec, this twenty-third day of the month of October in the year one thousand nine hundred and fifty-one.

MINIMUM WAGE COMMISSION,
(Signed) F. X. LACOURSIÈRE,
President.

[Seal]

Signed) PHILIPPE ROUSSEAU,
Secretary-general.

True copy:

PHILIPPE ROUSSEAU,
Secretary-general.

31351-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

—
Numéro 1197

—
Québec le 25 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

—
CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la sacoche dans la province de Québec.

—
ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'une PART:

"Handbag Manufacturers' Council", représentant les employeurs individuels dont les noms suivent: Capital Leather Goods Inc., Jo-Ann Handbags Ltd., Coronet Handbags Inc., Supreme Leather Goods Co., Normandie Bag & Novelty Co., Tarkor Leather Goods Inc., Leathercraft Mfg. Co., Nadelle Inc., Atlas Leather Products Inc., Coret Accessories."

Et, D'AUTRE PART:

"The Pocketbook Workers Union", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 janvier 1951;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

—
Number 1197

—
Quebec, October 25, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
CONCERNING a collective labour agreement relating to the handbag industry in the province of Québec.

—
WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"The Handbag Manufacturers' Council", representing the following individual employers: Capitol Leather Goods Inc., Jo-Ann Handbags Ltd., Coronet Handbag Inc., Supreme Leather Goods Co., Normandie Bag & Novelty Co., Tarkor Leather Goods Inc., Leathercraft Mfg. Co., Nadelle Inc., Atlas Leather Products Inc., Coret Accessories".

And, ON THE OTHER PART:

"The Pocketbook Workers Union", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 5, 1951;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 941, chapitre 163 et amendements) avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 5 janvier 1951.

"The Handbag Manufacturers' Guild Inc." est accepté comme partie co-contractante de première part.

I. *Jurisdiction industrielle*: a) Le présent décret s'applique à l'industrie de la fabrication de toute sortes de sacoches, sacs à main, bourses et portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, faits de quelque tissu que ce soit.

b) Il s'applique aussi à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-traitants et détaillants manufacturiers qui fabriquent ou font fabriquer à contrat dans leur propre établissement ou ailleurs des sacoches, sacs à main, des bourses et des portefeuilles pour dames, demoiselles ou enfants, tels que mentionnés au paragraphe précédent.

c) Nonobstant les dispositions précédentes, le présent décret ne régit pas la fabrication du cordé (broderie "Bonnaz") laquelle demeure assujettie au décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie des accessoires de mode.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec et pour les fins d'application elle est divisée en trois (3) zones comme suit:

Zone 1: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de trente-cinq (35) milles autour de ses limites.

Zone 2: Les cités et villes ayant une population de 20,000 âmes ou plus, situées en dehors de la zone 1.

Zone 3: Toute la province de Québec à l'exception des zones 1 et 2.

III. Les salariés doivent être placés dans une des classifications suivantes:

- a) Tailleur
- b) Travailleur sur table
- c) Opérateur
- d) Façonneur
- e) Empaqueur
- f) Ouvrier général
- g) Préposé au collage
- h) Préposé au brochage
- i) Plieur
- j) Apprenti

IV. *Taux minima de salaires*: Les taux minima de salaires sont les suivants:

Zone 1	Taux horaires
Tailleur—1ère classe.	\$1.00
Tailleur de papier et de bouclures.	0.70
Façonneur—1ère classe.	1.00
Façonneur—2ème classe.	0.70
Façonneur—3ème classe.	0.50
Opérateur—1ère classe.	0.90
Opérateur—2ème classe.	0.70
Opérateur (doublures)—1ère classe.	0.70
Opérateur (doublures)—2ème classe.	0.50
Plieur.	0.50
Préposé au collage.	0.40
Préposé au brochage.	0.40
Recouvreur de montures.	0.50
Ouvrier général.	0.40
Apprenti.	0.35

Zone 2

Dans la zone 2, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone 1, moins 7½%.

THAT the said request be accepted in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of January 5, 1951.

"The Handbag Manufacturers' Guild Inc.", is accepted as co-contracting party of the first part.

I. *Industrial jurisdiction*: a) This decree shall apply to the industry of manufacturing ladies' and-or misses' and-or children's handbags, purses and pocketbooks made out of any material whatsoever, and of any and all description.

b) This agreement also applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors and manufacturing retailers who manufacture or let contracts for the manufacture in their own establishments or elsewhere, of ladies' and-or misses' and-or children's handbags, purses and pocketbooks mentioned in the preceding paragraph.

c) Notwithstanding the foregoing provisions, the present decree does not apply to the manufacturing of "cordé" (Bonnaz embroidery) which remains under the jurisdiction of decree number 99 of January 29, 1948, as amended, relating to the fashion accessories industry.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire province of Québec and, for purposes of enforcement, is divided into three (3) zones as follows:

Zone 1: The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of thirty-five (35) miles around its limits.

Zone 2: The cities and towns with a population of 20,000 or more, located outside zone 1.

Zone 3: The entire province of Québec with the exception of zones 1 and 2.

III. The employees shall be placed in one of the following classifications:

- a) Cutter
- b) Table Worker
- c) Operator
- d) Frammer
- e) Packer
- f) General Hand
- g) Cementer and Paster
- h) Stapler
- i) Folder
- j) Apprentice.

IV. *Minimum scales of wage*: The following shall be the minimum wage rates:

Zone 1	Per hour
Cutter—First Class.	\$1.00
Paper and lining Cutter.	0.70
Frammer—First Class.	1.00
" Second Class.	0.70
" Third Class.	0.50
Operator—First Class.	0.90
Operator—Second Class.	0.70
Lining operator—First Class.	0.70
Second Class.	0.50
Folder.	0.50
Cementer and Paster.	0.40
Stapler.	0.40
Frammer Coverer.	0.50
General Hand.	0.40
Apprentice.	0.35

Zone 2

The minimum rate of wages for zone 2 shall be 7½% less than the rates of Zone 1.

Zone 3

Dans la zone 3, les taux minima de salaires sont les mêmes que ceux établis pour la zone 1, moins 10%.

V. Le système de travail pour toutes ces classifications doit être sur une base hebdomadaire.

Le travail à la pièce n'est pas interdit mais tout employeur qui y recourt doit, dans chaque zone, garantir au salarié le salaire fixé à l'article précédent pour sa classification, majoré d'au moins 10%.

VI. *Heures de travail*: Une semaine régulière de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq (5) jours de huit (8) heures, comme suit: du lundi au vendredi inclusivement le travail doit commencer à 8.00 a.m. pour se continuer jusqu'à midi avec une heure pour le repas du midi, entre midi et 1.00 p.m.; il reprend à 1.00 p.m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p.m.

Tout travail exécuté en plus de huit (8) heures par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi basé sur le taux régulier payé au salarié.

Le taux de salaire et demi pour travail supplémentaire n'est payable qu'après huit (8) heures de travail dans la même journée.

VII. *Division du travail*: Dans la morte-saison, lorsqu'il n'y a pas de travail pour tous les salariés de la fabrique, le travail à exécuter doit être divisé aussi également que possible parmi tous les salariés, selon leur classification. L'employeur a le droit de choisir les salariés à être affectés au travail d'échantillonnage et aux duplicatas.

VIII. *Paiement des salaires*: Tous les salariés doivent être payés en argent et chaque semaine. Aucun salarié n'a droit à une rémunération pour le temps pendant lequel il n'a pas travaillé à moins de dispositions contraires dans le présent décret.

IX. *Jours de fêtes*: Les salariés ont le droit de s'absenter les jours de fêtes religieuses.

Les employeurs doivent accorder à tous les salariés des métiers ci-haut décrits les deux fêtes légales suivantes, avec salaire, à savoir: le Vendredi-Saint et la Fête du Travail.

Pour avoir droit à la rémunération pour telles fêtes, un salarié doit avoir été employé dans l'industrie de la sacoche, dans un des métiers ci-haut mentionnés ou comme apprenti dans ce métier, pendant une période minimum d'une année complète et doit avoir été à l'emploi du même atelier au moins trois mois avant la date à laquelle ces fêtes ont été accordées.

Nonobstant les dispositions précédentes, tout salarié qui s'absente (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) une journée complète pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit qu'à 75% de la rémunération accordée pour telle fête. S'il s'absente deux journées complètes pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur), tel salarié n'a droit qu'à 50% de la rémunération accordée pour telle fête.

Tout salarié qui s'absente plus de deux jours (excepté dans les cas d'incapacité due à la maladie ou à une suspension du travail par l'employeur) pendant la semaine de travail dans laquelle tombe une des fêtes ci-haut mentionnées n'a droit à aucune rémunération pour ce jour de fête.

Zone 3

In zone 3, the minimum wage rates shall be those set for zone 1 less 10%.

V. The system of work for all classifications shall be that of employment by the week.

Piece-work is not prohibited but every employer having piece-work done shall, in each zone, guarantee the wages of the foregoing section for the classification of the employee doing such work, plus 10%.

VI. *Working hours*: A regular week's work shall consist of forty (40) hours, divided into five (5) working days of eight (8) hours, as follows: from Monday to Friday inclusive work shall begin at 8.00 A.M. to 12.00 noon with one hour's interval for lunch between 12.00 and 1.00 P.M., and from 1.00 P.M. to 5.00 P.M.

All work performed in excess of eight (8) hours per day and all work on Saturdays shall be deemed overtime and shall be paid for at the rate of time and one half the regular rate paid to the employee.

Time and one-half for overtime shall commence only after eight (8) hours of work done in such day.

VII. *Division of work*: In the slack time, when there is not sufficient work for all employees in the factory, the available work therein shall be divided as equally as possible amongst all employees in their respective classifications. The employer shall have the right to select employees suitable for work on samples and duplicatas.

VIII. *Pay of worker*: All wages shall be paid in cash and shall be paid weekly. No employees shall be entitled to any pay for time when he is not working save and except as provided in the present decree.

IX. *Holidays*: Employees shall have the right to abstain from work on any religious holiday.

The Employers shall grant all employees in the abovementioned crafts the following two legal holidays with pay, namely, Good Friday and Labour Day.

To qualify for such payment for holidays, an employee must be employed in the handbag industry in one of the abovementioned crafts or as an apprentice in the said craft for a period of one full year and must work in the same shop for a minimum period of three months prior to the granting of the holidays aforesaid.

Notwithstanding the foregoing, any employee who is absent (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer) for one full day during the work week in which any of the aforesaid holidays fall, shall be entitled to receive only seventy-five percent (75%) of the pay granted for such holidays. If such employee is absent for two full days during the work week in which any of the said holidays fall (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer), such employee shall be entitled to receive only fifty percent (50%) of the pay granted for such holiday.

If any employee is absent more than two days (except in the case of incapacity caused by sickness or lay-off of employment by the employer) during any work week in which one of the said holidays falls, such employee shall not receive any pay for that holiday.

X. *Définition spéciale: Employeurs et salariés:* Sans limiter d'aucune façon les définitions contenues dans le présent décret, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne qui fait fabriquer de la marchandise est considéré comme employeur; tout entrepreneur est considéré en même temps comme employeur et comme salarié, et tout employeur faisant personnellement du travail ordinairement exécuté par un salarié de l'industrie, telle que définie aux présentes, est considéré comme un salarié pour les fins du décret et est régi par les dispositions de ladite loi et dudit décret.

XI. *Travail exécuté par les employeurs:* Exception faite des dispositions ci-après décrites, aucun employeur ne peut travailler à titre de tailleur, de travailleur sur table, d'opérateur, de façonneur, d'empaqueteur, d'ouvrier général, de préposé au collage, de préposé au brochage, de plieur ou d'apprenti dans sa fabrique pendant la saison d'échantillonnage ou la morte-saison. En d'autres temps, il peut exécuter tel travail mais seulement pendant les heures régulières de travail de ses salariés.

Lorsqu'un employeur est une corporation, les dispositions du présent article s'appliquent à ses directeurs et actionnaires.

Lorsque l'employeur a le droit d'exécuter tel travail et s'en prévaut, tout le travail à exécuter dans sa fabrique doit, en tout temps, être divisé aussi également que possible entre tous les ouvriers qualifiés de ladite fabrique, y compris l'employeur.

XII. *Travail exécuté à l'extérieur:* Lorsqu'un grossiste, un sous-traitant, un détaillant, un entrepreneur, un manufacturier ou une autre personne, en vertu d'un permis spécial du comité paritaire ou non, donne du travail à des ateliers de l'extérieur, à des entrepreneurs à l'intérieur ou autrement, tel grossiste, sous-traitant, détaillant, entrepreneur, manufacturier ou autre personne, est tenu conjointement et solidairement responsable avec la personne à qui tel travail est donné, du paiement des salaires et de l'observance des conditions de travail déterminées dans le présent décret.

XIII. *Vacances payées:* a) Tous les salariés assujettis au présent décret qui ont été à l'emploi de leur employeur au moins douze mois antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à une semaine de vacances payées, c'est-à-dire, une semaine de salaire basé sur le taux individuel au 15 juin de l'année dans laquelle les vacances sont données.

b) La date des vacances doit être annoncée entre le 1er et le 15 juillet. La période des vacances doit être déterminée par l'employeur en tenant compte, autant que possible, du changement de saisons, entre l'été et l'automne l'automne tout en ne négligeant pas les exigences commerciales et la période d'échantillonnage de chaque employeur.

c) Tous les salariés qui ont moins d'un an de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à 2% de leur rémunération brute pendant la période d'emploi avec leur employeur.

d) Tous les salariés qui ont au moins cinq ans de service pour leur employeur antérieurement au 15 juin de chaque année ont droit à deux (2) semaines de vacances payées.

Nonobstant les dispositions précédentes, tout salarié qui a au moins deux mois de service pour son employeur actuel doit, si son emploi prenait fin avec tel employeur, recevoir deux pour cent (2%) des salaires qu'il a gagnés pendant la période de service lui donnant droit aux vacances.

X. *Special definition: Employers and Employees:* without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every employer personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined, herein, shall be deemed to be an employee for the purposes of this decree and shall be bound by the provisions of the said Act and of this decree.

XI. *Working by Employers:* Save as hereinafter set out, no employer shall work as a cutter, table worker, operator, framer, packer, general hand, cementer or paster, stapler or folder or apprentice in his factory during the slack or sample season; at other times such person may do such work but only during the regular hours of work of his employees.

Where the employer is a corporation, the provisions of the present section shall apply to its directors and shareholders.

In the event of the employer having the right and availing himself of such right to work as aforesaid, all available work in his factory shall at all times be divided as equally as possible between all the workers in the said factory competent to do the work including such employer.

XII. *Responsibility for outside work:* Whenever wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons whether under Special Permit from the Joint Committee or not, give work to outside shops, inside contractors or otherwise, such wholesalers, jobbers, retailers, contractors, manufacturers or other persons shall be jointly and severally responsible with the person to whom such work is given for wages and working conditions as fixed by this decree.

XIII. *Vacation with pay:* a) All employees governed by the present decree and who have been in the employ of their employer at least twelve months prior to June 15th of each year, shall be entitled to receive one week's vacation with pay, that is, one week's pay at the individual rate of wages as at June 15th of the year in which vacation is granted.

b) The vacation period shall be fixed between July 1st and July 15th each year. The vacation week shall be determined by the Employer and shall conform as nearly as possible to the change in season between summer and fall and shall take into consideration the business requirements and sampling period of the individual employer.

c) All employees who have worked less than one year for their employer preceding June 15th in each year, shall be entitled to two percent of their gross earnings during the period of employment with their respective employer.

d) All employees who have been in the employ of their employer at least five years previous to June 15th of each year shall be entitled to two (2) weeks vacation with pay.

Notwithstanding the foregoing provisions, every employee who has been employed by his present employer for a period of two (2) months shall in the event of termination of his employment with such employer be entitled to two percent (2%) of the wages earned during the period

c'est-à-dire, 2% du salaire qu'il a gagné après le 15 juin précédant la cessation de son emploi pour tel employeur.

XIV. *Permis*: Le Comité paritaire, sur présentation de preuves jugées suffisantes, peut émettre un permis spécial à tout salarié dont le rendement est insuffisant afin qu'il puisse travailler dans des conditions déterminées et autres que celles prévues par le présent décret.

XV. *Stabilité des salaires et des conditions de travail*: Les employeurs qui paient actuellement des salaires hebdomadaires plus élevés ou dont les salariés bénéficient de conditions de travail plus avantageuses que celles déterminées dans le présent décret ne peuvent réduire tels salaires ou rendre telles conditions moins avantageuses pendant toute la durée dudit décret.

XVI. *Dispositions générales*: a) Tout employeur doit afficher une copie bilingue du décret dans un endroit bien en vue de son établissement, de façon que ses salariés puissent en prendre connaissance en tout temps.

b) Ce décret remplace tous les contrats individuels pouvant exister entre les employeurs et les salariés, excepté les conventions collectives qui existent actuellement entre l'une ou l'autre des parties aux présentes. Cependant, les salaires ne doivent jamais être inférieurs aux minima fixés par le présent décret et les heures de travail ne doivent pas excéder les maxima établis aux présentes.

XVII. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1952.

of service entitling him or her to his or her vacation, that is, two percent (2%) of the wages earned by him or her after the 15th of June preceding his or her termination of employment with such employer.

XIV. *Permits*: The Joint Committee upon proof deemed sufficient may issue special permits to any employees whose production is deficient, to work upon determined conditions other than those contemplated by the decree.

XV. *Stability of wages or conditions*: Employers actually paying higher weekly wages or rates or granting better conditions than those fixed by the present decree are prohibited from reducing them and must maintain the present rate of payment for the duration of this decree.

XVI. *General*: a) It shall be obligatory for every employer to post a copy of this decree prominently in his establishment, printed both in English and French, where employees will at all times be able to see it.

b) This decree supersedes any and all individual contracts that might exist between employers and employees, except the Collective Agreements which now exist between the several parties hereto, save and except that under no circumstances shall wages be paid under the minimums fixed by the present decree, nor shall hours of labour be over the maximums fixed by the present decree.

XVII. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until September 1, 1952.

Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
31350-o C. LaRICHELIÈRE

C. LaRICHELIÈRE,
Acting Clerk of the Executive Council.
31350-o

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1196

Number 1196

Québec, le 25 octobre 1951.

Quebec, October 25, 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 579 du 7 juin 1951, amendé par l'arrêté numéro 894-F du 14 août 1951, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of the some amendments to the decree number 579 of June 7, 1951, as amended by Order 894-F of August 14, 1951, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er septembre 1951;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 1, 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

Que ledit décret, numéro 579, soit modifié comme suit:

That the said decree, number 579, be amended as follows:

La section "C" dudit décret, comportant l'article XXIII qui prévoit des dispositions particulières concernant les poseurs de marbre, de tuile et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo à sec ou humide, est remplacée par la suivante:

Section "C"

"XXIII. Dispositions particulières concernant les poseurs de marbre, de tuiles et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo à sec ou humide: a) 1. Le polisseur de terrazzo à sec et le polisseur de terrazzo humide, lorsqu'ils travaillent comme journaliers ou aides-poseurs, doivent recevoir le taux régulier de salaire déterminé ci-dessus pour leur métier. Pour de courtes périodes, le polisseur de terrazzo à sec peut agir comme polisseur de terrazzo humide mais il continue d'être considéré comme polisseur de terrazzo à sec et rémunéré comme tel.

2. Les salariés posant les imitations de tuile céramique, dites tuile de plastique, tuile de métal peint ou émaillé, tuile de verre, tuile de ciment, vitrolite, etc., pour salles de bain, salles de toilettes privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opérations, cuisines, etc., doivent être payés aux taux mentionnés ci-dessous pour les poseurs de tuile.

3. Les salariés posant les imitations de terrazzo, tel que Gibraltar, etc., ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations, doivent être payés aux taux établis ci-dessous pour les poseurs de terrazzo et les polisseurs de terrazzo.

b) *Durée régulière de travail:* Les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés, sont les suivantes: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante (40) heures.

c) *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire celui qui est exécuté en supplément du nombre d'heures régulières de travail, doit être rémunéré à temps et demi. Toutefois, le travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être payé à temps double.

Tout travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le jour d'Actions de Grâce, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël et les dimanches, doit être rémunéré aux taux de salaire double. Le jour de la Confédération et la fête du Travail doivent être payés à temps simple si le salarié ne travaille pas; si le salarié travaille ces jours-là, il doit être payé à temps double en plus de la rémunération au taux régulier à laquelle il a droit.

Travail exécuté en dehors des heures normales: Lorsqu'il est demandé à un salarié de travailler en dehors des heures normales de travail, il doit être rémunéré comme suit:

1. Lorsque le travail commence avant midi, les conditions demeurent les mêmes, soit huit (8) heures à temps simple et tout travail supplémentaires à temps et demi.

2. Lorsque le travail commence après midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, le salarié doit être payé à temps simple, sauf à partir de dix (10) heures du soir où il doit être payé à temps double.

d) 1. Dans le cas des travaux exécutés en dehors des limites de la cité de Montréal, si le temps requis pour fins de déplacement, à partir du lieu du domicile du salarié, dépasse une (1) heure, le salarié doit être payé à temps simple pour toute heure ou fraction d'heure qui dépasse cette première heure de déplacement, ceci aussi bien à l'aller qu'au retour.

Part "C" of the said decree, which contains section XXIII applying to marble, tile and terrazzo layers and terrazzo dry or wet polishers, is replaced by the following:

Part "C"

XXIII. Particular provisions concerning marble, tile and terrazzo layers and terrazzo dry or water polishing machine operators: a) 1. The dry polisher as well as the wet polisher, when working as labourer or layer's helper, shall receive the regular wage rate as above determined. For short periods, the operator of a dry polishing machine may work as operator of a water polishing machine but he shall still be considered and paid as operator of a dry polishing machine.

2. Employees setting imitation of ceramic tile called plastic tile, painted metal tile or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, vitrolite, etc. for bath rooms, public or private toilet rooms, shower rooms, swimming pools, surgeries, kitchens, etc. shall receive the rate above designated for tile layers.

3. Employees setting imitation of terrazzo, such as "Gibraltar", etc., as well as polishers working on said imitations, shall receive the rates designated above for terrazzo layers and terrazzo polishers.

b) *Regular duration of labour:* The maximum hours of work in respect of qualified trades men shall be as follows: eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week.

c) *Overtime:* All work performed in addition to the regular day's work shall be paid at the rate of time and half. Work done between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid double time.

Work performed on New Year's Day, Good Friday, May 24, St. Jean Baptiste Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Thanksgiving Day and Sunday shall be remunerated at the rate of double time. Dominion Day and Labour Day shall be paid straight time if the employee is not working; if the employee works, he receives double rate of pay over and above the straight time pay to which he is entitled.

Operations carried outside regular working hours: Whenever an employee is requested to work outside regular working hours, he shall be paid as follows:

1. If the work starts before noon, working conditions are the same, eight (8) hours at regular rate and all overtime at the rate of time and a half.

2. If the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the employees shall be paid straight time except for work done after 10.00 p.m. where double time shall be paid.

d) 1. For operations carried out outside the limits of the city of Montreal, if the time needed to travel from the employee's home to the job, and vice versa, is more than one (1) hour, the employee shall be paid single time for any hour of fraction thereof in excess of the first hour of travelling, and that as well as for going or coming back.

2. Les frais de transport et de pension des salariés engagés dans la cité de Montréal pour exécuter des travaux en dehors de ladite cité doivent être remboursés par l'employeur en plus du salaire.

e) Le temps requis pour les fins de déplacement ne constitue pas un temps d'emploi. Toutefois, si un salarié est obligé de voyager pendant les heures régulières de travail, il a droit à son salaire régulier jusqu'à un maximum de huit heures par jour.

f) Les conditions d'apprentissage sont les suivantes:

1. La limite d'âge des apprentis est de 18 à 25 ans.

2. La durée de l'apprentissage est de 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo; 6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec; 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

3. Le nombre d'apprentis ne doit pas excéder un par trois ouvriers qualifiés de chacun des métiers assujettis au présent décret.

4. Seuls les apprentis ayant fait un stage d'apprentissage à la Commission d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment peuvent obtenir une carte d'apprenti émise sous la surveillance du Comité paritaire et qui aura été approuvée au préalable par la Commission d'Apprentissage.

5. Après sa première année d'apprentissage l'apprenti doit subir un examen s'il désire que sa carte d'apprentissage soit renouvelée pour la deuxième année. Cet examen est passé au centre d'apprentissage de ladite Commission. Si l'apprenti échoue à l'examen il peut être tenu de recommencer la même année d'apprentissage ou invité à subir un nouveau test d'orientation.

6. Lorsqu'un apprenti termine sa quatrième année il doit passer un dernier examen au centre d'apprentissage de la Commission. Sa carte de compagnon ne lui est donnée que s'il passe son examen avec succès. S'il échoue, il doit poursuivre son apprentissage et subir un nouvel examen après une nouvelle période de six mois.

g) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	<i>l'heure</i>
Poseur de marbre	\$1.75
Polisseur de marbre à la main	1.42
Poseur de terrazzo	1.75
Poseur de tuile	1.75
Préposé aux machines à polir le terrazzo: (humide)	1.36
(sec)	1.56
Apprentis poseurs de marbre, tuile et terrazzo:	
1ère année	1.00
2ème année	1.15
3ème année	1.35
4ème année	1.55
Apprentis polisseurs de terrazzo à sec:	
1er trimestre	1.26
deuxième trimestre	1.42
après six mois	1.56
Apprentis polisseurs de terrazzo humide:	
1er trimestre	1.21
après trois mois	1.36

Les taux actuellement payés aux apprentis, s'ils sont supérieurs aux taux prévus dans la présente section, ne doivent pas être diminués.

A partir du 15 octobre 1951, un boni de \$0.05 l'heure, doit être payé à tous les salariés mer-

2. Transportation and cost of board of employees hired in the City of Montreal to execute work outside of said city shall be reimbursed by the employer, in addition to the wages.

e) Travelling time does not constitute working time. However, if an employee travels during regular working hours he shall be entitled to his normal wages up to a maximum of eight (8) hours per day.

f) Apprenticeship conditions shall be as follows:

1. Age limit for apprentices shall be 18 to 25 years old.

2. The period of apprenticeship shall be as follows: 4 years for marble, tile and terrazzo setters; 6 months for terrazzo polishing machine operator (dry); 3 months for terrazzo polishing machine operator (wet).

3. The number of apprentices shall not exceed one (1) apprentice for each three (3) qualified tradesmen of each category of the trades mentioned in the present decree.

4. Apprenticeship cards (or working permit) approved by the Parity Committee shall be issued only in favour of apprentices who have taken an apprenticeship course at the Building Trades Training Centre and such cards shall be endorsed by the Training Centre.

5. Apprenticeship card shall be renewed for a second year only after the apprentice has passed an examination at the termination of his first year of apprenticeship. This examination shall take place at the Training Centre.

If the apprentice does not succeed, he will either repeat the same year of apprenticeship or be invited to sit for another guidance test.

6. When an apprentice terminates his fourth year, he shall pass a final test at the Training Centre. A journeyman's card shall be given to him only if he succeeds in his examination. If he does not succeed, he shall continue his apprenticeship and, after six months, pass a further examination.

g) *Minimum wages rates*: The minimum wages rates are as follows:

	<i>per hour</i>
Marble setter	\$1.75
Hand marble polisher	1.42
Terrazzo layer	1.75
Tile setter	1.75
Terrazzo polishing machine operator: (water polishing)	1.36
(dry)	1.56
Apprentices in the trades of marble, tile and terrazzo setters:	
1st year	1.00
2nd year	1.15
3rd year	1.35
4th year	1.55
Apprentices terrazzo polishing machine operator (dry):	
1st three months	1.26
2nd three months	1.42
After six months	1.56
Apprentice terrazzo polishing machine operator (wet):	
1st three months	1.21
After three months	1.36

The wages actually paid to apprentices, if higher than those established in the present part, shall not be reduced.

From October 15, 1951, a bonus of \$0.05 per hour shall be paid to all apprentices above men

tionnés ci-dessus, à l'exception des apprentis de première année."

(Document "B" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
31350-0 - Greffier du Conseil Exécutif.

tioned, with the exception of first year apprentices."

(Document "B" annexed to the order)
A. MORISSET,
31350-0 Clerk of the Executive Council.

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1196

Québec le 25 octobre 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication et au commerce de gros des produits de l'alimentation dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros des produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de (50) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944 amendé par les arrêtés numéros 1654, 1803, 2288 et 4150 des 10 et 16 mai, 12 juin et 10 octobre 1946, 1771-A du 29 octobre 1947, 1038-C du 4 août 1948, 368-A et 1056-A des 6 avril et 20 septembre 1950 et 640-A du 20 juin 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er septembre 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre les modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2347, soit modifié comme suit:

Section I

1° Le paragraphe "j-4" de l'article I est remplacé par le suivant:

"j-4) Le terme "classificateur d'œufs" désigne tout salarié qui fait la classification des œufs en différentes catégories."

° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "l" de l'article I:

"En aucun temps, le nombre de salariés compris dans cette catégorie et au service des établissements assujettis ne peut dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement autres que les salariés du bureau et les voyageurs de commerce."

3° Le paragraphe "m-4" suivant est ajouté à l'article I:

"m-4) Le terme "conducteur de véhicules automobiles" désigne un salarié conduisant pour le compte d'un employeur assujetti, l'un quelconque des véhicules considérés comme véhicules automobiles au sens de la Loi des Véhicules Automobiles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 142, article 2)."

4° Les paragraphes "q1-" et "q-2" de l'article I sont remplacés par les suivants:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1196

Quebec, October 25, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Lévis and the territory comprised in a radius of fifty (50) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 2347 of June 27, 1944, as amended by Orders 1654, 1803, 2288 and 4150 of May 10 and 16, June 12 and 6 October 10, 1946, 1771-A of October 29, 1947, 1038-C of August 4, 1948, 368-A and 1056-A of April 6 and September 20, 1950 and 640-A of June 20, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 1, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2347, be amended as follows:

Part I

1. Subsection "j-4" of section I is replaced by the following:

"j-4) The words "egg grader" mean any person who classifies eggs into various categories."

2. The following paragraph is added at the end of subsection "l" of section I:

"In no time shall the number of employees comprised in this category and in the service of establishments hereby governed exceed 10% of the total number of employees of the various categories of a same establishment other than office employee and travelling salesman."

3. The following subsection m-4 is added to section I:

"m-4) The words "automobile driver" means an employee who drives, for an employer hereby governed any one vehicle considered as a motor vehicle under the Motor Vehicle Act (R.S.Q. 1941, Ch. 142, sec. 2)"

4. Subsections q-1 and q-2 of section I are replaced by the following:

"q-1) Le terme "surnuméraire dans les manufactures de produits alimentaires" désigne tout homme général, au sens du présent décret, au service desdits établissements, qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure, pendant la période du premier juin au premier octobre."

"q-2) Le terme "surnuméraire d'entrepôt" désigne tout homme général, au sens du présent décret, dont les services sont utilisés dans les entrepôts des établissements assujettis, qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure."

5° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du paragraphe "s-2" de l'article I:

"Le nombre des salariés de bureau compris dans cette catégorie ne peut, dans un établissement assujetti, comprendre plus d'un messenger, si les salariés de bureau dudit établissement comprennent moins de dix (10) salariés, et plus de deux messagers, si les salariés de bureau sont au nombre de dix (10) et plus."

6° Le paragraphe "t-2" de l'article I est remplacé par le suivant:

"t-2) Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et en dactylographie."

7° Le paragraphe "v" de l'article I est abrogé.

8° Le chiffre "2" apparaissant à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V est radié.

9° Le sous-paragraphe "2" du paragraphe "a" de l'article V est abrogé.

10° L'alinéa suivant est ajouté à la fin du sous-paragraphe "8" du paragraphe "a" de l'article V:

"Si les opérations desdits établissements exigent du travail supplémentaire de la part des salariés au service de tels établissements, la préférence pour, l'exécution de tels travaux supplémentaires, doit être d'abord et exclusivement offerte aux salariés réguliers, et ce n'est qu'en cas, soit de refus de la part desdits salariés, ou d'impossibilités de travailler, ou d'insuffisance de personnel disponible parmi eux, lorsque leurs services ont été requis par leurs employeurs, que les services des salariés surnuméraires peuvent être requis et utilisés pour l'exécution desdits travaux supplémentaires requis dans lesdits établissements de fabrication de produits alimentaires."

11° Le paragraphe "b" de l'article V est remplacé par le suivant:

"b) "Cependant, dans le cas des charretiers, aides-livreurs, conducteurs de camions, aide-camionneurs, une prolongation de travail d'une demi-heure ou moins à la fin d'une journée de travail n'est pas considérée comme travail supplémentaire, à condition toutefois que le total des prolongations de travail effectuées par l'un quelconque desdits salariés, au cours d'une même semaine, n'exécède pas une heure pour ladite semaine, une prolongation même légitimée excédant une demi-heure par jour, ou des prolongations à plus d'une heure par semaine sont considérées comme travail supplémentaire et rémunérées comme telles pour le temps supplémentaire ainsi fait. Dans ce dernier cas, cependant, seul l'excédant d'une heure doit être ainsi rémunéré."

12° Les mots "sauf au cas de renvoi pour cause," apparaissant au premier alinéa de l'article VII, sont radiés.

13° L'alinéa suivant devient le 4ème alinéa de l'article VII:

"q-1) The words "occasional hand in food products factories" mean any general hand, as defined herein, employed by the said establishments and who does not work the regular or standard week and is hired temporarily or occasionally, on an hourly basis, during the period from June 1 to October 1."

"q-2) The words "warehouse occasional hand" mean any general hand, as defined herein, whose services are required in the warehouses of the establishments hereby governed and who does not work the regular or standard week and who is hired temporarily or occasionally, on an hourly basis."

5. The following paragraph is added at the end of subsection "s-2" of section I:

"The number of office employees in this category shall not, in an establishment hereby governed, include more than one messenger when less than ten employees work in the office of the said establishment, or more than two messengers when there are ten or more office employees."

6. Subsection t-2 of section I is replaced by the following:

"t-2) The word "stenographer" means an employee competent in shorthand and typewriting."

7. Subsection "v" of section I is deleted.

8. Figure "2" mentioned at the end of the first paragraph of subsection "a" of section V is deleted.

9. Paragraph "2" of subsection "a" of section V is deleted.

10. The following paragraph is added at the end of paragraph 8 of subsection "a" of section V:

"When overtime has to be worked in the said establishments by the employees thereof, preference shall first and exclusively be given to the regular employees, and occasional hands shall only be employed for such overtime when the regular employees have refused or were unable to work overtime or in the case of shortage of regular employees after their services were required by the employer, that the services of occasional hands will be requested and used for regular overtime works as required by the said establishments manufacturing food products."

11. Subsection "b" of section V is replaced by the following:

"b) However, in the case of carters, delivery men's helpers, truck drivers, truck drivers' helpers, an extension of work of one half-hour after the day's work shall not be considered as overtime providing the total duration of such extensions for any employee in the course of a same week does not exceed one hour. An extension of more than half an hour, even if justified, as well as extensions totalling more than one hour per week shall be considered as overtime and remunerated accordingly for all overtime so worked. In the latter case, however, only the time exceeding one hour shall be paid the overtime rate."

12. In the first paragraph of section VII, the words "except in the event of justified dismissal" are deleted.

13. The following paragraph becomes the fourth paragraph of section VII:

"Au cas de départ dudit salarié avant la prise de ses vacances payées, le salarié a droit d'exiger de son employeur, une indemnité en argent correspondant à une journée de vacances payées par mois de service accumulé chez ledit employeur ou dans le même établissement, et pour lequel des vacances payées n'ont pas été octroyées."

14° L'item "11" de l'échelle de salaires apparaissant à l'article VIII est remplacé par le suivant:

"11. a) *Classificateur d'œufs*:

Salarié du sexe masculin ou féminin manipulant ou transportant à la fois des marchandises pesant plus de trente-cinq (35) livres:

	ZONES		
	I	II	III
1ère année.	\$28.00	\$25.00	\$23.80
2ème année.	30.00	27.00	25.50
3ème et 4ème année.	32.00	28.80	27.20
5ème année et plus.	36.00	32.40	30.60"

b) *Classificateur d'œufs*:

Salarié du sexe féminin ne manipulant ou ne transportant à la fois aucune marchandise pesant plus de trente-cinq (35) livres:

1ère année.	\$20.00	\$18.00	\$17.00
2ème année.	22.00	19.80	18.70
3ème et 4ème année.	25.00	22.50	21.25
5ème année et plus.	28.00	25.20	23.80"

15° A l'article VIII, les dispositions concernant l'échelle des salaires sont modifiées comme suit:

i. Les items "14" et "15", on y ajoutant les mots "et autres véhicules-automobiles", après les mots "Conducteur de camion".

ii. A l'item "25", en retranchant les mots "(ne manipulant aucune marchandise)".

iii. A l'item "34" en remplaçant les taux actuels par les suivants:

"Durant la 1ère année.	"19.00
Une année et plus.	21.00

iv. A l'item "35" en remplaçant les taux actuels par les suivants:

"Durant la 1ère année.	"19.00
Durant la 2ème année.	21.00
Durant et après la 3ème année.	23.00"

16° Le paragraphe "j" suivant est ajoutée à l'article VIII:

"j) *Dispositions relatives aux hommes généraux de moins de 19 ans*: Dans les divers établissements assujettis au décret, le nombre des hommes généraux âgés de moins de 19 ans, dont les services peuvent être utilisés dans un même établissement ne peut excéder, en moyenne, 15% du nombre total des hommes généraux de 19 ans et plus au service du même établissement, au moment de l'embauchage. Toutefois, sans égard au nombre d'hommes généraux de 19 ans et plus à son service, un employeur a toujours le droit d'embaucher et de maintenir en service un homme général de moins de 19 ans et ce, même si le calcul des proportions ne l'autorise pas, en fait, à utiliser les services d'un homme général de cette catégorie. Pour utiliser les services de plus d'un homme général de moins de 19 ans, les proportions entre ces deux catégories d'hommes généraux sont établies toujours suivant la base ci-dessus décrite, chaque unité de nombre ou chaque fraction d'unité au-delà de la moitié autorisant l'employeur à utiliser les services d'un salarié de cette catégorie d'hommes généraux de moins de 19 ans."

Section 2

1° L'échelle des salaires minima contenue au paragraphe "a-1" de l'article IV est remplacé par la suivante:

"In the event of departure of an employee before his vacation with pay, he shall be entitled to an indemnity, in cash, equivalent to the remuneration for one day of vacation per month of service with his employer or in the same establishment and for which no vacation with pay was granted."

14. Item "11" of the wage scale contained in section VIII is replaced by the following:

"11. a) *Egg grader*: Male employee or female employee handling goods weighing more than 35 pounds:

	ZONES		
	I	II	III
1st year.	\$28.00	\$25.00	\$23.80
2nd year.	30.00	27.00	25.50
3rd to 5th year.	32.00	28.80	27.20
5th year and thereafter.	36.00	32.40	30.60"

"b) *Egg grader*: Female employee not handling any goods weighing more than 35 pounds:

1st year.	\$20.00	\$18.00	\$17.00
2nd year.	22.00	19.80	18.70
3rd and 4th year.	25.00	22.50	21.25
5th year and thereafter.	28.00	25.20	23.80"

15. In section VIII, the following items are amended as follows:

i) Items "14" and "15" by deleting the word "truck" and substituting therefor the words "motor vehicle".

ii) Item "25", by deleting the words "not handling heavy merchandise".

iii) Item "34", by deleting the actual rates and substituting the following therefor:

"During the 1st year.	\$19.00
One year or more.	21.00"

iv) Item "35", by deleting the actual rates and substituting the following therefor:

"During the 1st year.	\$19.00
During the 2nd year.	21.00
During and after 3rd year.	23.00"

18. The following subsection "j" is added to section VIII:

"j) *Provisions respecting general hands under 19 years of age*: In the various establishments hereby governed, the number of general hands under 19 years of age whose services may be required in a same establishment shall not exceed in average, 15% of the total number of general hands of 19 or over in the service of the same establishment at the time of employment. However, irrespective of the number of general hands of 19 or over in his service, an employer may always have a general hand under 19 years of age even if the proportion, as above established does not authorize him to hire a general hand of that category. Should the services of more than one general hand under 19 years of age be required, the proportions between those two categories of general hands are always established as above described, each number unit or fraction of unit above the half authorizing the employer to avail himself of the services of an employee of this category of general hands under 19 years of age."

PART 2

1. The minimum wage scale contained in subsection "a-1" of section IV is replaced by the following scale:

"Dans la zone I:	par semaine
Premier semestre de vente dans la ligne	24.00
Deuxième semestre de la première année	27.00
Pendant la deuxième année.	30.00
Pendant la troisième année.	34.00
Pendant et après la quatrième année.	39.00"

"In Zone I:	Per week
First six months of sales work in the line.	\$24.00
Second six months of the first year.	27.00
During the second year.	30.00
During the third year	34.00
During and after the fourth year.	39.00

2° Le paragraphe "a-2" de l'article IV est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Toutefois dans l'établissement du calcul de l'indemnité de vie chère payable auxdits salariés, aux termes et en opération de ladite clause d'échelle mobile de salaires précitée, ladite indemnité ne sera ajoutée au salaire de base des salariés que pour toute variation à la hausse de l'indice du coût de la vie supérieure au chiffre de 166 points, d'après l'indice fédéral du coût de la vie. Sous cette réserve, ladite indemnité est calculée et ajustée suivant la base d'estimation et d'après la procédure prévue en la première partie du présent décret."

"En cas de variation à la baisse de l'indice fédéral du coût de la vie, même si ledit indice descendait au-dessous du chiffre de base de 166 points, le taux de base minimum hebdomadaire de salaire des salariés n'en est aucunement affecté. Sous cette réserve, l'indemnité de vie chère est calculée et ajustée, en cas de telle variation à la baisse, suivant la base d'estimation et d'après la procédure prévue en la première partie du présent décret."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
31350-o Greffier du Conseil Exécutif.

2. Subsection "a-2" of section IV is amended by adding thereto the following paragraphs:

"However, in computing the cost of living bonus payable to the said employees, in pursuance of the above variable wage scale clause, the said bonus shall only be added to the basis wages of the employees in the case of an upward variation of the cost of living index above the 166-point mark, as per the Federal cost of living index. Then, the said bonus shall be computed and adjusted according to the computing basis and to the procedure established in the first part of the present decree.

In the event of a downward variation of the Federal cost of living index, even if the index came under the 166-point mark, the basic minimum weekly wage rate of the employees shall not be affected. In such a case, the said bonus shall be computed and adjusted according to the computing basis and to the procedure established in the first part of the present decree."

(Document "A" annexed to the order)

A. MORISSET,
31350-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Province de Québec

VILLE DE CHARLESBOURG

Avis au public concernant le changement de dates pour la présentation des Candidats et la tenue des Élections Municipales.

Les soussignés, respectivement maire et secrétaire-trésorier de la ville de Charlesbourg, donnent avis au public que le conseil municipal de la dite ville a adopté, à sa séance du 9 octobre 1951, une résolution pour qu'à l'avenir la date des élections municipales soit fixée au premier jour juridique du mois de mai, tous les deux ans, et celle de la présentation des candidats au vingt-cinq avril précédent et si ce jour là est fête légale au premier jour juridique suivant et qu'ils ont été autorisés à donner le present avis.

Ils donnent avis également qu'à l'expiration des quatre semaines consécutives qui suivront la publication de cet avis dans la ville et dans la *Gazette officielle de Québec*, ils présenteront une requête au Lieutenant-gouverneur en son conseil pour le prier d'accorder ce changement de dates quant à la présentation des candidats et la tenue des élections municipales comme le prévoit la dite résolution du 9 octobre 1951.

Charlesbourg, ce 29 octobre 1951.

Le Maire,
LÉO FAGUY,
Le Secrétaire-Trésorier,
J.-MARCEL DARVEAU.
31357-44-4-o
L rA

Miscellaneous Notice

Province of Quebec

TOWN OF CHARLESBOURG

Public notice concerning a change of dates for the Nomination of Candidates and the Holding of Municipal Elections.

The undersigned, respectively Mayor and Secretary-Treasurer of the Town of Charlesbourg and duly authorized to give such notice, hereby give public notice that the Municipal Council of the said town has adopted at its session held on October 9th, 1951, a resolution whereby the municipal elections shall be held on the first judicial day of May, every two years, and the date for the nomination of candidates shall take place the preceding month, on April 25th. Should this date fall on a legal holiday, the nomination shall take place on the following judicial day.

Notice also is given upon the expiration of four consecutive weeks following the publication of this notice in the town and in the *Quebec Official Gazette*, a petition shall be presented to the Lieutenant-Governor in Council requesting that this change of dates be sanctioned.

Charlesbourg, this twenty-ninth day of October, 1951.

LÉO FAGUY,
Mayor.
J.-MARCEL DARVEAU,
Secretary-Treasurer.
31357-44-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est donné que la Cité de Saint-Jean demande au Lieutenant-gouverneur en conseil, d'amender la charte qui la régit en abrogeant l'article 109 et en le remplaçant par l'article 123 de la Loi des Cités et Villes pour faire partie de ladite charte.

Saint-Jean, 30 octobre 1951.

Le Maire,
GEORGES PHANEUF,
 Le Secrétaire-Trésorier,
WILFRID BOUTIN.

31358-44-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Saint-Jean has petitioned the Lieutenant-Governor in Council, to amend, according to law, its charter by repealing section 109 to be replaced by section 123 of the Cities and Towns Act, which shall be part of the said charter.

Saint-Jean, October 30, 1951.

GEORGES PHANEUF,
 Mayor.
WILFRID BOUTIN,
 Secretary-Treasurer.

31358-44-4-o

Commission Municipale de Québec

AVIS D'ÉCHANGE D'OBLIGATIONS

Loi pour assurer le progrès de l'éducation
 (10 Geo. VI, ch. 21 — 11 Geo. VI, ch. 32)

Avis est par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel que modifié par 11 George VI, chapitre 32) les commissions scolaires ci-dessous mentionnées se sont prévaluées de ladite loi;

Que, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes des dites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946) et cette réorganisation a dûment été approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. no 845 du 8 août 1951);

Que, conformément aux dispositions dudit ordre en conseil numéro 845 du 8 août 1951, les détenteurs des obligations ci-dessous énumérées sont priés de transmettre, le ou après le 1er décembre 1951, lesdites obligations à toutes succursales dans la Province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, de la Banque de Montréal, de la Banque Royale du Canada, de la Banque Canadienne de Commerce ou de la Banque Provinciale du Canada, ou à leur bureau chef dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver, pour être transmises au bureau chef de la Banque Canadienne Nationale qui fera l'échange pour des obligations de la Commission municipale de Québec.

Les coupons d'intérêt échéant après le 1er juillet 1951 devront être attachés aux obligations transmises pour échange.

Ces obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1951.

Commissions scolaires dont les obligations seront échangées:

(LAC ST-JEAN)

St-Bruno

Émission \$27,000, datée juillet 1945, 3½% — Obligations échéant de juillet 1952 à juillet 1963 inclusivement;

Émission \$10,000, datée janvier 1946, 3½% — Obligations échéant de juillet 1952 à juillet 1962 inclusivement.

(SAINT-JEAN)

Saint-Jean, cité, protestante

Émission datée mai 1928, 5% — Obligations échéant de juillet 1952 à juillet 1955 inclusivement.

Daté à Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1951.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
 par: MAURICE R. MARCOTTE,

31359-o

Secrétaire.

Quebec Municipal Commission

NOTICE OF EXCHANGE OF DEBENTURES

Act to ensure the Progress of Education
 (10 Geo. VI, Chap. 21 — 11 Geo. VI, Chap. 32)

Notice is, hereby given that in conformity with the provisions of the Act to ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32), the school commissions hereunder named have availed themselves of the said law;

That, in compliance with sections 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school Commissions (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 845 of the 8th of August 1951);

That, in compliance with the provisions of said Order in Council No. 845 of the 8th of August 1951, all holders of bonds or debentures hereunder listed are requested to forward, on or after the 1st of December 1951, their bonds or debentures to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of the Royal Bank of Canada, or of the Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver, to be forwarded to the Head Office of the Banque Canadienne Nationale which will effect the exchange for bonds of the Quebec Municipal Commission.

The interest coupons maturing after the 1st of July 1951 should be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

These bonds or debentures shall cease to bear interest as of the 1st of December 1951.

School Commissions whose bonds or debentures will be exchanged

(LAKE ST-JOHN)

St-Bruno

Issue \$27,000, dated July 1945, 3½% — Bonds or debentures maturing from July 1952 to July 1963 inclusive;

Issue \$10,000, dated January 1946, 3½% — Bonds or debentures maturing from July 1952 to July 1962 inclusive.

(ST. JOHN'S)

St. John's City, Protestant

Issue dated May 1928, 5% — Bonds or debentures maturing from July 1952 to July 1955 inclusive.

Dated at Quebec, this 29th day of October 1951

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
 per: MAURICE R. MARCOTTE,

31359-o

Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Limbour dans le comté de Gatineau, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander une modification de l'arrêté en conseil du 20 juin 1946, aux fins de définir bien clairement les limites de la municipalité scolaire de Limbour par une nouvelle description territoriale.

Le Procureur des Requérants,
31362-44-4-0 ROLAND ST-ONGE.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Limbor in the county of Gatineau, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an amendment to the Order in Council of the 20th of June, 1946, for the purpose of defining very clearly the limits of the school municipality of Limbour by a new territorial description.

31362-44-4 ROLAND ST-ONGE,
Attorney for petitioners.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 494-51.

No. 494-51.

Québec, le 15 octobre 1951.

Quebec, October 15, 1951.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte sous le nom de "St-Aimé-des-Lacs", dans le comté de Charlevoix, qui comprendrait le territoire ci-dessous décrit. Les lots suivants tous inclusivement du cadastre officiel de Ste-Agnès, savoir:

Application is made to form into a separate school municipality, under the name of "St-Aimé-des-Lacs", in the county of Charlevoix, which will include the territory described below. The following lots all inclusively of the official cadastre for Ste-Agnès, to wit:

270 à 273 du rang Ste-Catherine; 274 à 298 du rang Lac Nairne; 255 à 268 du deuxième rang, Ruisseau des Fresnes; 299 à 254 du rang I (1) des Lacs. Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Ste-Agnès.

270 to 273 of Ste-Catherine range; 274 to 298 of Lake Nairne range; 255 to 268 of the second range, Ruisseau des Fresnes; 299 to 254 of range I (1) des Lacs. These lots to be detached from the school municipality of Ste-Agnès.

Les lots 141 à 145 du rang IV (4); 340 à 345 et les subdivisions 1 à 18 inclusivement du lot 346; le lot 347 et les subdivisions 1, 2 et 3 du lot 348, tous du rang III (3) est; 210 à 213 du rang II (2) E ou XI (11); 265 à 284 du rang F ou XII (12); 285 à 313 du rang "C"; 314 à 320 du rang I ouest; 349 à 370 du rang 11 (2) Est; 371 à 382 du rang "A"; 383 à 405 du rang "B". Ces lots seront détachés de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Monts.

Lots 141 to 145 of range IV (4); 340 to 345 and the subdivisions 1 to 18 inclusively of lot 346; lot 347 and the subdivisions 1, 2 and 3 of lot 348, all of range III (3) East; 210 to 213 of range II (2) E or XI (11); 265 to 284 of range F or XII (12); 285 to 313 of range "C"; 314 to 320 of range I West; 349 to 370 of range II (2) East; 371 to 382 of range "A"; 383 to 405 of range "B". These lots to be detached from the school municipality of Notre-Dame-des-Monts.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31212-42-2-0 O. J. DESAULNIERS.

31212-42-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 494-51.

No. 494-51.

Québec, le 30 août 1951.

Quebec, August 30, 1951.

ERRATUM

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de St-Aimé-des-Lacs, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 20 et 27 octobre courant, dans la troisième ligne du deuxième paragraphe il faut lire 354 au lieu de 254.

In the notice concerning the School Municipality of St-Aimé-des-Lacs, published in the *Quebec Official Gazette* of the 20th and 27th of October instant, in the third line of the second paragraph, please read 354 instead of 254.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
31352-0 O. J. DESLAURIERS.

31352 O. J. DESLAURIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre révisé d'une partie du Canton de Demeules (comprise dans les limites de la ville de St-Félicien) Division d'enregistrement de Lac-St-Jean Ouest.

Revised Cadastre of Part of the Township of Demeules (comprised in the limits of the town of St. Félicien) registration divisions of Lake St. John West.

Avis est par la présente donné que le lot

Notice is hereby given that lot 4-A-3-1 is

4-A-3-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31348-o
Québec, le 28 septembre 1951.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Wexford (Paroisse de Ste-Marguerite) division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 14-18, 14-37, 14-56, 14-75, 14-87, 14-124, 14-161, 14-198, 14-235, 14-261, 14-298, 14-335, 14-372, 14-409, 14-437, 14-474, 14-511, 14-548, 14-585, 14-621, 14-622, 14-623, 14-624, 14-642, 14-661, 14-680, 14-699, 15-37, 15-74, 15-111, 15-148, 15-173, 15-194, 15-211, 15-248, 15-285, 15-322, 15-345, 15-382, 15-419, 15-456, 15-493, 15-516, 15-553, 15-590, 15-627, 15-689, 15-690, 15-691, 15-696, 15-701, 15-706 15-711 et 15-712 du Rang V sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 octobre 1951.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

31348-o

cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, September the 28th, 1951.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

31348-o

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Wexford (Parish of Ste. Marguerite) Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 14-18, 14-37, 14-56, 14-75, 14-87, 14-124, 14-161, 14-198, 14-235, 14-261, 14-298, 14-335, 14-372, 14-409, 14-437, 14-474, 14-511, 14-548, 14-585, 14-621, 14-622, 14-623, 14-624, 14-642, 14-661, 14-680, 14-699, 15-37, 15-74, 15-111, 15-148, 15-173, 15-194, 15-211, 15-248, 15-285, 15-322, 15-345, 15-382, 15-419, 15-456, 15-493, 15-516, 15-553, 15-590, 15-627, 15-689, 15-690, 15-691, 15-696, 15-701, 15-706, 15-711, and 15-712 of Range V are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.
Quebec, October the 18th, 1951.

31348-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 913 du 16 juin 1948, dans sa teneur modifiée, relatif à l'industrie du camionnage dans l'île de Montréal.

Le paragraphe "a" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés ci-après à compter du 1er décembre 1951.

	A l'em- Après		
	bauchage 2 mois		
Aide-junior.....	\$0.45	\$0.50	
Est considéré comme "aide-junior" une personne de pas plus de 18 ans qui surveille mais ne transporte pas de marchandises pesant plus de 60 livres.			
	A l'emba- Après Après		
	chage 2 mois 6 mois		
Aide général.....	\$0.77	\$0.80	\$0.82
Manuteneur de fret.....	0.87	0.90	0.92
Homme d'entrepôt.....	0.87	0.90	0.92
Vérificateur.....	0.87	0.90	0.92
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.93
Chauffeur semi-remorque...	0.93	0.96	0.98"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1951. 31354-o

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 913 of June 16, 1948, as amended, relating to the Trucking Industry in the Island of Montreal.

Subsection "a" of section IV will be replaced by the following:

"a) The following minimum wage rates shall be paid to the employees hereafter mentioned, as and from December 1st, 1951.

	Start 2 months		
Junior Helper.....	\$0.45	\$0.50	
A junior helper shall be a person of not more than eighteen (18) years of age and engaged in watching but not handling commodities over sixty pounds.			
	Start 2 months 6 months		
Helper (General).....	\$0.77	\$0.80	\$0.82
Dockman.....	0.87	0.90	0.92
Warehouseman.....	0.87	0.90	0.92
Checker.....	0.87	0.90	0.92
Chauffeur.....	0.88	0.91	0.93
Chauffeur - Semi-Trailer... .	0.93	0.96	0.98"

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 3, 1951. 31354-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DE DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION OF THE STUDY OF LAW

Examen de novembre 1951 — Examination of November, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Vézina	Gilles	22	Oka	Ottawa.

Joliette, 22 octobre 1951 — Joliette, October 22, 1951.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

31319-43-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUÉBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
DeGoumois.	Marc.	20	Québec.
Allard.	Paul.	21	Lévis, P. Q.
Côté.	Georges.	22	Québec.
Letarte.	René.	19	Québec.
Couture.	Jacques.	21	Sillery, P. Q.
Gagné.	Jacques.	21	Québec.
Picard.	Paul.	20	Québec.
Lord.	Jean-Charles.	23	Beauport, P. Q.
Asselin.	Jean d'Arcy.	20	Québec.
Hébert.	Gaston.	20	St-Méthode, P. Q.
Pinsonnault.	Guy.	24	Québec.
Dussault.	Jean-Marie.	27	Québec.
Bilodeau.	André.	20	Québec.
Lambert.	Guy.	23	Québec.
Bourget.	Jean.	23	Québec.
Galipeault.	Louise.	18	Québec.
Dionne.	Denys.	20	Québec.
Letarte.	Guy.	21	Québec.
Lahoude.	Maurice.	20	Québec.
Grenier.	Gérard.	22	St-Flavien, P. Q.
Roberge.	Pierre.	21	Québec.
Aubé.	Denys.	21	Québec.
Jacques.	Maurice.	26	Québec.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J.-CHARLES-V. GRAVEL,
Secretary of Quebec Bar.

31367-44-2-o

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Larivière.	Lucien-Réal.	21	Montréal.	Université d'Ottawa.

Hull, 26 octobre 1951. — Hull, October 26, 1951.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
LOUIS FARLEY,
Secretary of the Bar of Hull.

31367-44-20

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW
 (November 1951) — (November 1951)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Ackman	Moe	25	Montréal	Sir George Williams College.
2.— Alexander	James	23	Montréal	Bishop's University, Lenn.
3.— Allaire	Jean	21	Montréal	Collège André Grasset
4.— Bilodeau	Jennine	20	Montréal	Collège Marie de France.
5.— Bless	Joseph-S.	24	Montréal	Sir George Williams College.
6.— Boudrias	Bernard	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
7.— Bourque	Pierre	21	Montréal	Collège Brébeuf.
8.— Brousseau	Jacques	21	Montréal	Séminaire de Philosophie.
9.— Bruneau	Claude	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
10.— Caron	Jacques	19	Ville St-Laurent	Collège Ste-Marie.
11.— Carrier	J.-M.	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
12.— Cartwright	Raymond	26	Montréal	Collège Loyola.
13.— Caumartin	Jean	21	Montréal	Inst. Mongeau et St-Hilaire.
14.— Chipman	Julian	20	Montréal	Université McGill.
15.— Cosford	E.-J.	25	Montréal	Université McGill.
16.— Couture	J.-P.	26	Montréal	Séminaire de Philosophie.
17.— Desjardins	Robert	20	Montréal	Séminaire de Philosophie.
18.— Dorais	Richard	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
19.— Duchesne	Gilles	20	Montréal	Collège André Grasset.
20.— Edward	J. C.	21	Montréal	Collège Loyola.
21.— Empey	G. B.	22	Montréal	Université McGill.
22.— Fontana	Eltie	27	Montréal	Sir George Williams College.
23.— Fortier	André	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
24.— Gadoury	Paul	23	Montréal	Collège Ste-Marie.
25.— Gagné	Ghislaine	26	Montréal	Sir George Williams College.
26.— Garber	Harry Y.	23	Montréal	Université McGill.
27.— Gauvin	Pierre	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
28.— Goldman	Marylin	21	Montréal	Université McGill.
29.— Johnson	Maurice	22	Montréal	Collège St-Laurent.
30.— Kennedy	James T.	22	Montréal	St. Francis Xavier University.
31.— Kirshblatt	David	24	Montréal	Sir Geo. Williams College.
32.— Lalonde	Marcel	22	Ile Perrot, Qué.	Collège St-Laurent.
33.— Langlois	Lise	20	Montréal	Collège Marguerite-Bourgeoys.
34.— Lapierre	Yves	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
35.— LaPrairie	Roland	25	Montréal	Université McGill.
36.— Laramée	P. P.	24	Boucherville, Qué.	Collège Ste-Marie.
37.— Laurendeau	Maurice	20	Montréal	Collège Brébeuf.
38.— Lazure	Gilles	21	Montréal	Université d'Ottawa.
39.— LeBel	Jacques	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
40.— LeCœuf	Eliane	20	Montréal	Collège Jésus-Marie.
41.— Legault	Gilles	22	Montréal	Int. Mongeau et St-Hilaire.
42.— Lortie	Alain	19	Montréal	Collège Brébeuf.
43.— Lundie	Ian G. W.	23	Montréal	Université McGill.
44.— Magor	Murray	21	Montréal	Bishop's College, Lenn.
45.— Marchessault	Lucette	19	Montréal	Collège Marie de France.
46.— Marleau	Huguette	22	Montréal	Collège Marguerite-Bourgeoys.
47.— Mason	Kathryn	21	Montréal	Université McGill.
48.— Mercier	Pierre	19	Montréal	Université d'Ottawa.
49.— Monette	Claude	22	Montréal	Université d'Ottawa.
50.— Morand	Cyrille	23	Montréal	Externat Classique Ste-Croix.
51.— Oakley	Donald A.	27	St-Lambert, Qué.	Université McGill.
52.— O'Brien	Joseph E.	26	McMasterville, Q.	Sir Geo. Williams College.
53.— Pelletier	André	20	Montréal	Collège Grasset.
54.— Phillips	Frederick R.	27	Montréal	Université McGill.
55.— Pilon	Jean-Guy	20	St-Polycarpe	Collège Bourget.
56.— Poulin	J.-M.	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
57.— Poupart	Armand Jr.	21	Montréal	Collège St-Laurent.
58.— Respitz	Oscar	22	Montréal	Université McGill.
59.— Rioux	M.-E.	22	Montréal	Western University Ontario.
60.— Rothman	M.	21	Montréal	Université McGill.
61.— Ruby	Jason	21	Montréal	Université McGill.
62.— Sanche	J.-J.	21	Montréal	Université d'Ottawa.
63.— Sasseville	P.-R.	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
64.— Sauvé	Maurice	28	Montréal	Collège Ste-Marie.
65.— Sauvé	Robert	20	Montréal	Collège Ste-Marie.
66.— Seal	Don	22	Montréal	Université McGill.
67.— Smyth	J. C.	21	Montréal	Université Western, Ont.
68.— Stead	A. C. S.	23	Montréal	Université McGill.
69.— Tellier	Claude	19	Montréal	Collège Stanislas.
70.— Tétrault	Jacques	23	Montréal	Sir Geo. Williams College.
71.— Thoin	Marcel	22	Montréal	Université de Montréal.
72.— Tremblay	Rodolphe	24	Montréal	Collège St-Laurent.
73.— Valade	Jacques	21	Montréal	Université de Montréal.
74.— Valiquette	André	17	Montréal	Collège Stanislas.
75.— Vien	Raymond	25	Montréal	Collège Stanislas.
76.— Vlahos	Nicholas	22	Montréal	Université McGill.
77.— Whelan	George	26	Montréal	Université McGill.
78.— Winston	Milton	21	Montréal	Université McGill.
79.— Bloomfield	Harold	25	Montréal	Université McGill.
80.— Duceppe	André	22	Montréal	Séminaire de Valleyfield.
81.— Léger	André	21	Montréal	Séminaire de Valleyfield.

Montréal, le 29 octobre 1951.— Montreal, October 29, 1951.

Le Secrétaire,
 FRANCOIS MERCIER,
 Secretary.
 Secretary of the Bar of Hull.

Liquidation avis de:

Winding up Notices:

AVIS

Avis est par les présentes donné que lors d'une assemblée générale spéciale de la compagnie "Commerce général (Limitée)" tenue à Québec le 30 octobre 1951, une résolution a dûment été adoptée à l'effet que les affaires de la dite compagnie soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chap. 278, et que, à ces fins, monsieur J. Ladislav Lachance a été nommé liquidateur.

Québec, ce 30 octobre, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J. LADISLAV LACHANCE.

31-368-o

NOTICE

Notice is hereby given that a special general meeting of the company "Commerce Général (Limitée)" held at Quebec, on October 30, 1951, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said company be voluntarily wound-up and that the same be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, Chap. 278 and that for such purposes, Mr. J. Ladislav Lachance has been appointed liquidator.

Quebec October 30, 1951.

J. LADISLAV LACHANCE,
Secretary-Treasurer.

31368

Nomination

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 27 septembre 1951.

M. Arthur Edward Laverty, avocat et conseil en loi du Roi: recorder de la cité de Westmount.

31-366-o

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, September 27, 1951.

Mr. Arthur Edward Laverty, advocate and King's Counsel: to be recorder for the city of Westmount.

31-366

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure N° 284191. La Société des Artisans, corporation légalement constituée ayant son siège social en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs Renaissance Films Distribution Inc., défenderesse, et J. E. Maheu et al., opposants.

AVIS

Le 2e jour d'octobre 1951 sur l'ordre de l'honorable juge Charles Auguste Bertrand, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité de ladite Renaissance Films Distribution Inc., Montréal, défenderesse, les créanciers de ladite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Le Protonotaire de la Cour Supérieure
à Montréal,
MAURICE CARON.

31312-43-2-o

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 284191. La Société des Artisans, corporation legally constituted having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs Renaissance Films Distribution Inc., defendant, et J. E. Maheu et al, opponents.

NOTICE

The 2nd of October 1951, on the order of the Honourable Justice Charles Auguste Bertrand given this day, considering the allegation of the insolvency of the said Renaissance Films Distribution Inc., Montreal, Defendant, the creditors of the said Defendant who would not have yet filed their claims, are now called upon to do so in the present case at the Prothonotary's office of the Superior Court of this district, in Montreal, within fifteen days from the date of the first publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the whole in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

MAURICE CARON,
Prothonotary of the Superior Court
in Montreal.

31312-43-2-o

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith:

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et un, et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

ANTOINE LEMIEUX.

30720-33-12-o

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convene the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventh day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this first day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery,
at Québec.

30720-33-12

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU QUE sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie (12, Geo. VI, chap. 37), le ministre des terres et forêts a fait dresser des plans et livres de renvoi officiels dans le district électoral de Gaspé-Nord;

(a) pour une partie du canton de Sydenham, comprenant les lots 1 à 25 inclusivement du rang I Nord, ainsi que leurs subdivisions respectives;

(b) pour le fief Sainte-Anne-des-Monts;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, il a fait déposer:

A.— pour la partie ci-haut décrite du canton de Sydenham:

1. les originaux du plan et du livre de renvoi, aux archives du département des terres et forêts, le 14 juin 1951;

2. une copie de ces plan et livre de renvoi:

a) au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, le 29 juin 1951;

b) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Maurice, le 26 juin 1951;

B.— pour le fief Sainte-Anne-des-Monts:

1. les originaux des plan et livre de renvoi, aux archives du département des terres et forêts, le 15 juin 1951;

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS under the authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chap. 37), the Minister of Lands and Forests has caused to be drawn up plan and books of reference in the electoral district of Gaspé-North:

(a) for a part of the township Sydenham, comprising lots 1 to 25 inclusively of range I North, and also their respective subdivisions;

(b) for the fief Sainte-Anne-des-Monts;

WHEREAS, pursuant to the provisions of sections 2 and 3 of the said Act, he has caused to be deposited:

A.— for the part above described of the township of Sydenham:

1. the originals of the plan and book of reference, in the archives of the Department of Lands and Forests, on the 14th day of June, 1951;

2. a copy of the said plan and book of reference:

a) in the office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, on the 29th day of June, 1951;

b) in the office of the secretary-treasurer of the municipal corporation of the parish of Saint-Maurice, on the 26th of June, 1951;

B.— for the fief Sainte-Anne-des-Monts:

1. the originals of the plan and book of reference, in the archives of the Department of Lands and Forests, on the 15th day of June, 1951;

2. une copie de ces plan et livre de renvoi:

a) au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, à Sainte-Anne-des-Monts, le 25 juin 1951;

b) au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts, le 25 juin 1951;

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue par l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1129 du 10 octobre 1951, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'application à la partie du canton de Sydenham désignée ci-dessus, et au fief Sainte-Anne-des-Monts, dans le district électoral de Gaspé-Nord, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriétés dans la Gaspésie (12 Georges VI, chapitre 37) et la publication de la présente proclamation

A) fixant au premier jour de novembre 1951, la date de l'entrée en vigueur des plans et livres de renvoi révisés pour la partie ci-haut décrite du canton de Sydenham et pour le fief Sainte-Anne-des-Monts;

B) indiquant qu'une copie de ces plans et livre de renvoi révisés a été déposée

1. pour la partie ci-haut décrite du canton de Sydenham, au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de la paroisse de Saint-Maurice;

2. pour le fief Sainte-Anne-des-Monts, au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Sainte-Anne-des-Monts;

C) informant le public que, pendant les huit mois qui suivent la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé peut consulter gratuitement les dits plans et livres de renvoi révisés;

D) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des terres et forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plans et livres de renvoi révisés du fief Sainte-Anne-des-Monts et de la partie ci-haut décrite du canton de Sydenham, avec ou sans titre, même s'il n'est que simple administrateur ou simple exploitant;

E) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans les cadastres ci-haut mentionnés, pour lesquels des plans et livres de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172-A du Code civil;

F) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

2. A copy of the said plan and book of reference:

a) in the office of the Registration Division of Sainte-Anne-des-Monts, at Sainte-Anne-des-Monts, on the 25th day of June, 1951;

b) in the office of the secretary-treasurer of the municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts, on the 25th day of June, 1951;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation prescribed by section 4 of the said Act;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council, expressed in the order in council No. 1129 of the 10th of October, 1951, We have enacted and ordered and, do hereby enact and order the application to the part of the township Sydenham above designated, and to the Fief Sainte-Anne-des-Monts, in the electoral district of Gaspé-North, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chapter 37) and the publication of the present proclamation.

A) fixing to the first day of November, 1951, the date of the coming into force of the revised plans and books of reference for the part above described of the township of Sydenham and for the Fief Sainte-Anne-des-Monts;

B) indicating that a copie of said revised plans and books of reference were deposited

1. for the part above described of the township Sydenham, in the office of the Registration Division of Gaspé and in the office of the secretary-treasurer of the municipal corporation of the parish of Saint-Maurice;

2. for the Fief Sainte-Anne-des-Monts, in the office of the Registration Division of Sainte-Anne-des-Monts and in the office of the secretary-treasurer of the municipal corporation of Sainte-Anne-des-Monts;

C) informing the public that during the eight months following the second and last publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, any interested person may consult the said revised plans and books of reference without charge;

D) giving notice that at the expiration of such delay and except in the case of a written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests will deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable entered on the revised plans and in the books of reference for the Fief Sainte-Anne-des-Monts and of the part above described of the township of Sydenham, with or without titles, even though he be only an administrator or a mere operator;

E) ordering that any real right affecting a lot comprised in the territory and cadastres above mentioned for which revised plans and books of reference have been deposited, be renewed within the same delay, in the manner prescribed by articles 2172 and 2172-A of the Civil Code;

F) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL. D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de notre Règne la quinzisième, année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

31320-43-2-o JEAN BRUCHÉSI.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of October, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

31320-43-2 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément au paragraphe 1A de l'article 3 de la Loi 21 George V, c. 104, un plan et un livre de renvoi révisés relativement à une partie de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comprise dans les limites de la ville de Loretteville, division d'enregistrement de Québec;

L. DÉSILETS, { WHEREAS the Honourable Deputy Attorney General. { Lands and Forests of our Province of Quebec, has caused to be prepared under his direction in conformity with paragraph 1A of section 3 of the Act 21 George V, c. 104, a revised plan and book of reference respecting a part of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comprised within the limits of the town of Loretteville, registration division of Quebec;

ATTENDU QUE ces plan et livre de renvoi révisés font maintenant partie des archives du département des terres et forêts, et qu'une copie exacte a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Québec;

WHEREAS said revised plan and book of reference now form part of the archives of the Department of Lands and Forests, and that an exact copy has been filed at the office of the Registration Division of Quebec;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil N° 1128, en date du 10 octobre 1951, et conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil, et du paragraphe 1A de l'article 3 de la Loi 21 Georges V, c. 104,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council No. 1128, dated 10th of October, 1951, and pursuant to the provisions of articles 2174 and 2174A of the civil Code and of paragraph 1A of section 3 of the Act 21 George V, c. 104.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi révisés mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

We give notice of the filing of said revised plan and book of reference mentioned above, in the office of the Registration Division which it belongs, which is mentioned above, and

Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le jour auquel les dispositions de l'article 3, par c. de la Loi modifiant les articles 2174A et 2175 du Code civil (21 Geo. V, chapitre 104) deviendront en vigueur relativement à une partie de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comprise dans les limites de la ville de Loretteville, division d'enregistrement de Québec; et

We fix the date of the publication of the present proclamation in the Quebec Official Gazette, the day upon which the provisions of section 3, par. c., of the Act amending articles 2174A and 2175 of the Civil Code (21 Geo. V, chapter 104) shall come into force respecting a part of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comprised within the limits of the Town of Loretteville, Registration Division of Quebec; and

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par la loi, à renouveler dans l'année qui suit la date fixée ci-dessus, toutes les hypothèques affectant particulièrement aucun des lots aux plan et livre de renvoi et non compris les hypothèques affectant tout le terrain subdivisé.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Act, to renew within the year following the date hereinabove fixed, any hypothecs particularly affecting any of the lots of the plan and book of reference and not including the hypothecs affecting the whole of the subdivided land.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
31349-o JEAN BRUCHÉSI

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of October in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one, and in the fifteenth year of Our Reign.

31349 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Consolidated Office Equipment Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 6ième jour d'août 1951, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 481 rue Sherbrooke ouest, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 24ème jour d'août 1951.
Le Secrétaire-trésorier,
31334-o F. G. BOURQUE.

Avis est donné que la compagnie "Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée" constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du vingt-neuvième jour d'avril 1941, et ayant son bureau principal au numéro 754, carré Victoria, Montréal, a transporté son bureau principal au numéro 1950, rue Sherbrooke ouest, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-quatrième jour de septembre 1951.

31335-o Le Secrétaire,
R.-D. ARCHIBALD.

Province de Québec—District de Montréal

Re: *Loi des déclarations des compagnies et des sociétés.*

DÉCLARATION

La compagnie "Quebec Iron and Titanium Corporation" a été constituée en corporation dans l'État du Delaware, États-Unis d'Amérique en date du 24 août 1948 et un permis lui a été accordé en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères de la province de Québec en date du 7 septembre 1948.

Sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, autrefois située à 1255 Carré Phillips, est présentement située à 1510 rue Drummond.

En foi de quoi, cette déclaration est faite et signée par moi, Frank E. Walling, le gérant général de ladite corporation, en la cité de Montréal, ce 5 octobre 1951.

31336 FRANK E. WALLING.

Avis est donné que "Magasins Belvedere Stores Inc.", constitué en corporation le 22 août 1951, a son siège social 577 rue St-Cyrille, en la cité de Sillery.

A compter de la date de cet avis cet endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Sillery, le 13 septembre 1951.
Le Président,
31337-o NOËL DEMERS.

Head Offices

Notice is hereby given that "Consolidated Office Equipment Company Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of August, 1951, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 481 Sherbrooke Street West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of August, 1951.

31334-o F. G. BOURQUE,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Flax Industries Limited — Industries de Lin Limitée", incorporated by letters patent on the 29th day of April, 1941, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, situated at civic number 754 Victoria Square has moved its head office to civic number 1950 Sherbrooke Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of September, 1951.

31335-o R. D. ARCHIBALD,
Secretary.

Province of Quebec — District of Montreal

In the matter of the *Partnership Declaration Act*

DECLARATION OF CARRYING ON BUSINESS

"Quebec Iron and Titanium Corporation" was incorporated in the State of Delaware in the United States of America on the 24th day of August, 1948, and was granted an extra-provincial license by the Province of Quebec on the 7th day of September, 1948.

Its principal place of business in the city of Montreal formerly located at 1255 Phillips Square is now located at 1510 Drummond Street.

In witness whereof, this declaration is made and signed by me, Frank E. Walling, the General Manager of the said Corporation at the city of Montreal, this 5th day of October, 1951.

31336-o FRANK E. WALLING.

Notice is given that "Magasins Belvedere Stores Inc." incorporated on August 22, 1951, has established its head office at 577 St-Cyrille street, in the city of Sillery.

From and after the date of the present notice, the said place is considered by the company as being its head office.

Dated at Sillery, September 13, 1951.
NOËL DEMERS,
President.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "R. Moat & Co., Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes du Dominion du Canada en date du 2 octobre 1951, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal 2, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., le 19 octobre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN STEELE.

31338

NOTICE

Notice is hereby given that "R. Moat & Co., Ltd." incorporated by letters patent of the Dominion of Canada bearing date October 2nd, 1951, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, Montreal 2, P.Q.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q. this 19th day of October, 1951.

JEAN STEELE,
Secretary-Treasurer.

31338-o

Avis est donné, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279, que, par nouvelle procuration à M. George B. Dorey, son agent principal dans la Province, exécutée le 24 septembre 1951, le bureau principal de "Enterprise Railway Equipment Company", une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, situé auparavant à 407 rue McGill, en la cité de Montréal, a été transporté à chambre 801 édifice Keefer, 1440 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal 25, en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 octobre 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

31347

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279, that, by new Power of Attorney to Mr. George B. Dorey, its chief agent in the Province, executed on September 24th 1951, the principal office of "Enterprise Railway Equipment Company", a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, heretofore situated at 407 McGill Street, in the City of Montreal, was transferred to Room 801 Keefer Building, 1440 St. Catherine Street West, Montreal 25, in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

31347

Ventes par licitations

Sales by Licitations

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 14,919. Jean-Baptiste Gagné, contremaitre, de la ville de Bagotville, district de Chicoutimi, demandeur; vs Adrien Gagné, journalier, de la ville de Bagotville, district de Chicoutimi, et Dame Marie Houde, ménagère, de la ville de Bagotville, district de Chicoutimi, veuve majeure et jouissant de l'exercice de ses droits, ayant vécu sous le régime de la communauté de biens, de feu Eugène Gagné, de son vivant, forgeron du même lieu, ladite Dame Marie Houde, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Marthe Gagné, issue de son mariage avec ledit feu Eugène Gagné, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 14,919. Jean Baptiste Gagné, foreman, of the town of Bagotville district of Chicoutimi, plaintiff; vs Adrien Gagné, laborer, of the town of Bagotville, district of Chicoutimi, and Dame Marie Houde, housewife, of the town of Bagotville, district of Chicoutimi, widow of age and in the use of her rights, having been the wife common as to property of the late Eugène Gagné, in his lifetime a blacksmith of the same place, the said Dame Marie Houde, in her quality of tutrix to her minor daughter Marthe Gagné, issue of her marriage with the said late Eugène Gagné, defendants.

AVIS DE LICITATION

NOTICE OF LICITATION

Avis est donné en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, le 18ième jour de décembre 1951, dans une cause dans laquelle Jean-Baptiste Gagné est demandeur et Adrien Gagné et Dame Marie Houde sont dégendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Un terrain formant partie du lot cadastral numéro cent quarante-deux (Ptie N° 142) du village de Bagotville, mesurant cinquante pieds de front ou de largeur, sur cent pieds de longueur ou de profondeur, et borné en front ou à l'est au nouveau chemin dit "chemin du cap", au sud au terrain d'Hidola Bouchard, du côté nord et du côté ouest au terrain de Georges-Henri Lavoie ou représentants, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, on the 18th day of December, 1951, in a case wherein the said Jean-Baptiste Gagné is plaintiff and Adrien Gagné and Dame Marie Houde are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

A lot of land forming part of cadastral lot number one hundred and forty-two (Pt. No. 142) of the village of Bagotville, measuring fifty feet in front or in width, by one hundred feet in length or in depth, and bounded in front or to the east by the new road called "Chemin du Cap", on the south by the land of Hidola Bouchard, on the north side and west side by the land of Georges Henri Lavoie or representatives — together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DIXHUITIÈME jour de DÉCEMBRE

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER

prochain (1951) Cour tenant dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Chicoutimi (Hôtel de Ville), sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais susdits, elles seront forecloses du droit de le faire.

Chicoutimi, le 19 octobre 1951.
Le Procureur du demandeur,
31287-43-2-0 ROLAND FRADETTE.

BER next (1951) Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of the city of Chicoutimi (City Hall), subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed at the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Chicoutimi, October 19, 1951.
ROLAND FRADETTE,
31287-43-2 Attorney for plaintiff.

Soumissions

Province de Québec
CITÉ DE SOREL
(Comté de Richelieu)

Avis public est, par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Théodore Bardier, greffier, Hôtel de Ville, Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 19 novembre 1951, pour l'achat de \$295,000 d'obligations de la cité de Sorel, datées du 1er décembre 1951 et remboursables par séries du 1er décembre 1952 au 1er décembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux de 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$295,000 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1952	\$10,500.00
1er décembre 1953	11,000.00
1er décembre 1954	11,000.00
1er décembre 1955	11,500.00
1er décembre 1956	12,000.00
1er décembre 1957	12,500.00
1er décembre 1958	13,000.00
1er décembre 1959	13,500.00
1er décembre 1960	14,000.00
1er décembre 1961	14,000.00
1er décembre 1962	14,500.00
1er décembre 1963	15,000.00
1er décembre 1964	16,000.00
1er décembre 1965	16,500.00
1er décembre 1966	17,000.00
1er décembre 1967	17,500.00
1er décembre 1968	18,000.00
1er décembre 1969	18,500.00
1er décembre 1970	19,500.00
1er décembre 1971	19,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant de l'emprunt

Tenders

Province of Quebec
CITY OF SOREL
(County of Richelieu)

Public notice is hereby given that sealed tenders for bonds will be received by the undersigned, Théodore Bardier, clerk, City Hall, Sorel, county of Richelieu, up to eight o'clock in the evening, Monday, the 19th of November, 1951, for the purchase of \$295,000 of bonds for the City of Sorel, dated the 1st of December, 1951 and redeemable serially from the 1st of December 1952 to the 1st of December 1971, inclusively, with interest at a rate of 4% per annum payable semi-annually the 1st of June and the 1st of December of each year. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$295,000 — 20 years

Year	Capital
1st December 1952	\$10,500.00
1st December 1953	11,000.00
1st December 1954	11,000.00
1st December 1955	11,500.00
1st December 1956	12,000.00
1st December 1957	12,500.00
1st December 1958	13,000.00
1st December 1959	13,500.00
1st December 1960	14,000.00
1st December 1961	14,000.00
1st December 1962	14,500.00
1st December 1963	15,000.00
1st December 1964	16,000.00
1st December 1965	16,500.00
1st December 1966	17,000.00
1st December 1967	17,500.00
1st December 1968	18,000.00
1st December 1969	18,500.00
1st December 1970	19,500.00
1st December 1971	19,500.00

Capital and interest are payable at all branches of any of the chartered banks of the Province of Quebec.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the

et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenu lundi, le 19 novembre 1951, à 8 heures, p.m. à l'Hôtel de Ville de Sorel.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sorel (Comté de Richelieu), ce 26ème jour d'octobre 1951.

Le Greffier,
THÉODORE BARDIER.

Hôtel de Ville,
Sorel, (Richelieu), Qué.

31339-0

loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, the 19th of November, 1951, at 8 o'clock, in the evening, at the City Hall of Sorel.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sorel (County of Richelieu), this 26th day of October, 1951.

THÉODORE BARDIER,
Clerk.

City Hall,
Sorel, (Richelieu), Que.

31339

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE
(COMTÉ JACQUES-CARTIER)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, à l'Hôtel de Ville de la Cité de Lachine, 1800 rue Saint-Joseph, Lachine, jusqu'à huit heures (8) de l'après-midi, le 19 novembre 1951, pour l'achat d'obligations de la Cité de Lachine, au montant de \$840,000.00, remboursables par séries en vingt ans, datées du premier novembre 1951 et émises sous l'autorité des règlements 1029, 1031, 1036, 1041, 1042, 1046, 1054, 1064, 1068, 1069, 1070, 1072, 1073, 1074, 1075, 1078, 1080, 1082, 1083, 1084 et 1087 du Conseil de la Cité de Lachine, dans le Comté Jacques-Cartier.

Lesdites obligations devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations lequel taux sera de 4%. L'intérêt sera payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

\$840,000 — 20 ans — 4%

Le premier novembre des années	Rachat annuel
1952.	\$28,000.00
1953.	29,000.00
1954.	30,500.00
1955.	32,500.00
1956.	33,500.00
1957.	35,000.00
1958.	36,000.00
1959.	37,500.00
1960.	38,500.00
1961.	39,000.00
1962.	42,500.00
1963.	44,000.00
1964.	45,500.00
1965.	47,500.00
1966.	48,000.00
1967.	51,000.00
1968.	53,000.00
1969.	55,000.00
1970.	56,000.00
1971.	58,000.00

Province of Quebec

CITY OF LACHINE
(COUNTY OF JACQUES-CARTIER)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed of the envelope "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the City of Lachine, 1800 St. Joseph Street, Lachine, up to eight (8) o'clock in the afternoon, on November 19, 1951, for the purchase of \$840,000.00 of bonds of the City of Lachine, redeemable serially in twenty years, dated from November 1st, 1951 and issued under authority of loan By-Laws Nos. 1029, 1031, 1036, 1041, 1042, 1046, 1054, 1064, 1068, 1069, 1070, 1072, 1073, 1074, 1075, 1078, 1080, 1082, 1083, 1084 and 1087 of the Council of the City of Lachine, in the County of Jacques-Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at 4%. Interest will be payable semi-annually on the first day of May and the first day of November of each year. The table of redemption is as follows:

\$840,000 — 20 years — 4%

November the 1st of the years	Annual Maturities
1952.	\$28,000.00
1953.	29,000.00
1954.	30,500.00
1955.	32,500.00
1956.	33,500.00
1957.	35,000.00
1958.	36,000.00
1959.	37,500.00
1960.	38,500.00
1961.	39,000.00
1962.	42,500.00
1963.	44,000.00
1964.	45,500.00
1965.	47,500.00
1966.	48,000.00
1967.	51,000.00
1968.	53,000.00
1969.	55,000.00
1970.	56,000.00
1971.	58,000.00

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du Conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the Council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial, the bonds to be

partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale du Conseil de la Cité de Lachine, qui sera tenue le 19 novembre 1951, à huit heures du soir, à l'Hôtel de Ville, 1800 rue Saint-Joseph, Lachine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le Conseil de la Cité de Lachine se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de Lachine, ce 31^{ème} jour d'octobre, Mil neuf cent cinquante-et-un.

31360-o Le Greffier,
ÉMILE DAOUST.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE
ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI
(COMTÉ DE RIMOUSKI)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges d'Auteuil, secrétaire-trésorier, C.P. 454, 137, rue de l'Évêché, Rimouski, Cité de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 20 novembre 1951, pour l'achat de \$220,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de St-Germain de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1951 et remboursables par séries du 1er juin 1952 au 1er juin 1966 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$220,000—15 ans

Année	Capital
1er juin 1952.	x\$10,500.00
1er juin 1953.	x 11,000.00
1er juin 1954.	x 11,500.00
1er juin 1955.	x 12,000.00
1er juin 1956.	x 12,500.00
1er juin 1957.	x 13,000.00
1er juin 1958.	x 13,500.00
1er juin 1959.	x 14,000.00
1er juin 1960.	3,500.00
1er juin 1961.	3,500.00
1er juin 1962.	4,000.00
1er juin 1963.	4,000.00
1er juin 1964.	4,000.00
1er juin 1965.	4,500.00
1er juin 1966.	98,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$86,080.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements annuels de \$10,760 chacun, de 1952 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec,

redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the special meeting of the Council of the City of Lachine, to be held on November 19, 1951, at eight o'clock in the evening, at the City Hall, 1800 St. Joseph Street, City of Lachine.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The Council of the City of Lachine does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

City of Lachine, this 31st day of October 1951.

31360-o ÉMILE DAOUST,
City Clerk.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN
OF ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI
(COUNTY OF RIMOUSKI)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Georges D'Auteuil, secretary-treasurer, P.O. Box 454, 137 rue de l'Évêché, Rimouski, county of Rimouski, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 20th day of November, 1951, for the purchase of \$220,000 of bonds of the School Commission of the Town of St-Germain de Rimouski, county of Rimouski, dated the 1st of June, 1951, and redeemable serially from the 1st of June, 1952 to the 1st of June, 1966, inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows

Table of Redemption — \$220,000 — 15 years

Year	Capital
1st June 1952.	x\$10,500.00
1st June 1953.	x 11,000.00
1st June 1954.	x 11,500.00
1st June 1955.	x 12,000.00
1st June 1956.	x 12,500.00
1st June 1957.	x 13,000.00
1st June 1958.	x 13,500.00
1st June 1959.	x 14,000.00
1st June 1960.	3,500.00
1st June 1961.	3,500.00
1st June 1962.	4,000.00
1st June 1963.	4,000.00
1st June 1964.	4,000.00
1st June 1965.	4,500.00
1st June 1966.	98,500.00

The letters "x" indicate the year during which annual payments of a total amount of \$86,080 granted by the Provincial Secretary and payable in eight annually instalments of \$10,760 each, from 1952 to 1959 inclusively will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or at Rimouski.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest

être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des soumissions d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 novembre 1951, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Rimouski.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski (Comté de Rimouski), ce 30^{ème} jour d'octobre 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES D'AUTEUIL,
 C.P. 454,
 137, rue de l'Évêché,
 Rimouski, (Rimouski), Qué.

31361-o

maturity day, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, the 20th day of November, 1951, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall of Rimouski.

The commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), this 30th day of October, 1951.

GEORGES D'AUTEUIL,
 Secretary-Treasurer,
 P.O. Box 454,
 137 rue de l'Évêché,
 Rimouski, (Rimouski), Que.

31361

Vente pour taxes

Province de Québec — Comté de Vaudreuil

CORPORATION DE LA VILLE DE DORION

Avis public est par les présentes donné par le soussigné E. A. Caron, secrétaire-trésorier de la Ville de Dorion, qu'en conformité avec la Loi des Cités et Villes, l'immeuble désigné comme étant le numéro 215 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Michel de Vaudreuil, appartenant à la Succession A. C. de Lotbinière Harwood, sera vendu à l'enchère publique à la salle du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la Ville de Dorion, le **TRENTIEME** jour de **NOVEMBRE**, mil neuf cent cinquante et un à 10 hrs. de l'avant-midi, en raison des taxes municipales spéciales et scolaires, ainsi que les intérêts et frais dus à la Ville de Dorion, à moins toutefois que lesdites taxes municipales, spéciale et scolaires, avec les intérêts et frais ne soient payés avant la date de la vente.

Taxes municipales et intérêts dus à date, \$71.80, taxes scolaires \$28.26.

Donné sous mon seing, à Dorion, ce quinzième jour d'octobre mil neuf cent cinquante et un.

Le Secrétaire-trésorier,
E. ART. CARON.

31201-42-2-o

Sale for Taxes

Province of Quebec — County of Vaudreuil

CORPORATION OF THE TOWN OF DORION

Public notice is hereby given by the undersigned E. A. Caron, secretary treasurer of the town of Dorion that under authority of the Cities and Town Act, the immoveable property described as being number 215 of the official cadastre of the Parish of St-Michel of Vaudreuil belonging to the Estate of A. C. de Lotbinière Harwood will be sold by public auction in the meeting room of the Council at the city Hall in the Town of Dorion on the **THIRTIETH** day of **NOVEMBER** 1951 at 10 o'clock in the forenoon, for General, spécial and school taxes with interest and costs due to the Town of Dorion unless the said Municipal, Special and School taxes due be paid with costs incurred before the sale.

Municipal taxes and interests to date, \$71.80, School taxes \$28.26.

Given under my hand, at Dorion, this fifteenth day of October nineteen hundred and fifty one.

E. ART. CARON,
 Secretary-Treasurer.

31201-o

VENTES PAR SHÉRIFS

BEDFORD

Canada, Province de Québec
 District de Bedford

Cour Supérieure, No 3831 { **CAISSE POPULAIRE DE GRANBY**, corps politique et incorporé et vertu de la loi des Syndicats coopératifs de Québec, avec siège social en la cité de Granby, dit district, demanderesse; vs **JOSEPH VAILLANCOURT** et **AMABLE VAILLANCOUET**, tous deux journaliers domiciliés à 56 St-Charles-Nord, en la dite Cité, dit district, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs;

SHERIFF'S SALES

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
 District of Bedford

Superior Court, No. 3831 { **CAISSE POPULAIRE DE GRANBY**, a body politic and corporate, incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates Act, with head office in the city of Granby, said district, plaintiff, vs **JOSEPH VAILLANCOURT** et **AMABLE VAILLANCOURT**, both labourers, domiciled at 56 St-Charles-Nord, in said city, said district defendants.

As belonging to the defendants.

"Un immeuble situé en la cité de Granby sur le côté Ouest de la rue St-Charles-Nord et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village, maintenant cité de Granby, comme étant les lots (25 B et 27C) vingt-cinq B et vingt-sept C de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-trois (No: 483: 25B et 27C), avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant le N° civique 56 de la rue St-Charles-Nord."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Eugène-de-Granby, en la cité de Granby district de Bedford, MERCREDI, le QUATORZE NOVEMBRE à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif, Palais-de-Justice,
Sweetsburg, Qué., le 8 octobre 1951. 311148-41-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
District of Gaspé

Cour Supérieure, N° 3087. { WILLIAM HYMAN & SONS LIMITED, une corporation dûment incorporée ayant sa principale place d'affaires au Hâvre de Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, demanderesse, vs MAURICE NORMAND, charpentier, de Cap Aux Os, comté et district de Gaspé, défendeur.

Avis est donné que la vente des immeubles saisis dans cette cause . . . Un certain morceau ou parcelle de terre situé à Cap Aux Os, comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Baie de Gaspé Nord, comme faisant partie du lot numéro un B (I B), dans le premier rang sud dudit canton Baie de Gaspé-Nord, étant borné au nord par la propriété de la Fabrique de St-Jean Baptiste, de Cap Aux Os, au sud par la propriété occupée par Georges Bernier, à l'est par le chemin du Roi et à l'ouest par les eaux de la Baie de Gaspé, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Cap Aux Os, LUNDI, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.
Bureau du Shérif, Percé, 6 octobre 1951. 31147-41-2

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec,
Percé, District de Gaspé

Cour de Magistrat, N° 8231. { ARTHUR DELHANTY, puisatier, de Prevel, comté et district de Gaspé, P.Q., demandeur, vs ALINE STE-CROIX, épouse de Lionel Cyd, journalier, du village de Gaspé, comté et district de Gaspé et ledit Lionel Cyd, tant personnellement et pour autoriser et assister sa dite épouse et LÉONARD STE-CROIX, fils de feu Ludger Ste-Croix, du village de Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, défendeurs.

Avis est donné que la vente des immeubles saisis dans cette cause. Un certain ou parcelle de terre situé dans une municipalité de Baie de Gaspé-Sud comté de Gaspé, province de Québec, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton Baie de Gaspé-Sud, comme faisant partie du lot 9B, dans le premier rang dudit canton, et mesurant un demi (1/2) acre

"An immovable situate in the city of Granby, on the west side of St-Charles-Nord Street, and designated on the official plan and in the book of reference for the village now the city of Granby, as being lots (25B and 27C) twenty-five-b and twenty-seven-C of the official subdivision of the original lot number four hundred and eighty-three (Nos. 483-25B and 27C) with all the buildings thereon erected, and bearing civic No. 56 of St-Charles-Nord Street."

To be sold at the Catholic Church door of St-Eugène de Granby, in the city of Granby, district of Bedford, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH of NOVEMBER, at TWO o'clock in the afternoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., October 8, 1951. 31148-41-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada Province of Québec
District of Gaspé

Superior Court, No. 3087. { WILLIAM HYMAN & SONS LIMITED a body corporate and politic, having its chief place of business at Gaspé Harbour, county and district of Gaspé, province of Québec, vs MAURICE NORMAND, carpenter of Cap Aux Os, County and district of Gaspé, defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables, seized in this cause, A certain piece or parcel of land situate at Cap Aux Os, County of Gaspé, Province of Québec, known and designated on the Official Plan and Book of Reference of the Township of Gaspé Bay North, as part of lot number One B (I B), in the first range South of the said township of Gaspé Bay North being bounded on the North by the property of the Fabrique of St. Jean Baptiste, De Cap Aux Os, on the South by the property occupied by George Bernier, on the East by the King's Highway and on the West by the waters of the Bay of Gaspé, with all buildings thereon erected Circumstances and dependencies.

To be sold at the Catholic Church door of Cap Aux Os, on MONDAY the TWELFTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office,
Percé, October 6th 1951. 31147-41-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada, Province de Québec
Percé, District de Gaspé

Magistrates Court, No 8231 { ARTHUR DELHANTY, Well driller of Prevel, County and district of Gaspé P. Q., plaintiff, vs ALINE STE-CROIX, wife of Lionel Cyd, labourer of the village of Gaspé, County and district of Gaspé, and the said Lionel Cyd both personally and to authorise and assist his said wife & LÉONARD STE-CROIX, son of the late Ludger Ste-Croix of the village of Gaspé, County and district of Gaspé, Province of Québec, defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, a certain piece or parcel of land situate in the municipality of Gaspé, Bay South, County of Gaspé, Province of Québec, known and designated, on the Official Plan and Book of Reference of the township of Gaspé Bay South, as part of lot 9B in the first range of said Township, and measuring one half

de largeur par une demi (1/2) acre de profondeur, étant borné au nord par le résidu dudit lot, au sud par la route principale, à l'est par le résidu dudit lot, à l'ouest par la propriété de la Corporation du Séminaire de Gaspé.

(1/2) acre in width by one half (1/2) acre in depth, being, bounded on the North by the residue of said lot, South by the Main Highway, East by the residue of said lot, West by the property of the Corporation of the Seminary of Gaspé.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique du village de Gaspé MERCREDI le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at the Catholic Church door of Gaspé Village WEDNESDAY the FOURTEEN day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif,
Percé, 8 octobre 1951.

Le Shérif,
M. J. FURLONG.
31146-41-2

Sheriff's Office,
Percé, October 8th, 1951.

M. J. FURLONG,
Sheriff.
31146-41-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District d'Iberville
Saint-Jean, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉ-
N° 6873 { DIT AGRICOLE du

QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, Requêteur; vs RENÉ GIRARD, de Saint-Sébastien d'Iberville, Intimé.

Saisi comme appartenant audit Intimé les immeubles ci-après désignés savoir:

"Un lot de terrain supposé contenir trois arpents de largeur, sur une profondeur de trente-deux arpents, sans mesure garantie, avec les bâtisses qui s'y trouvent.

Ce terrain porte le numéro vingt au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sébastien, dans le comté d'Iberville. Moins cependant toute la partie boisée sur le même lot, comprenant une longueur de treize arpents et sept perches sur toute la largeur d'icelui, et bornée à l'est par la partie sus-vendue du dit lot, à l'ouest par les terres de Henryville; au nord par Victor Fournier, successeur d'Abraham Fournier, et au sud par un autre terrain appartenant à Gilbert Méthé ou représentants. Avec un droit de passage le long de la partie est du dit lot N° vingt présentement vendue, pour communiquer à pieds et en voiture du chemin de front à la partie boisée sus-décrite.

Avec la servitude appartenant à la compagnie "Southern Canada Power", en vertu de l'acte enregistré, sous le numéro 58918."

En vertu d'une motion accordée par l'honorable Juge T. Rhéaume, cette propriété sera vendue en bloc.

Pour être vendue à la porte de l'Église de la paroisse de Saint-Sébastien d'Iberville, le CINQUIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, 1951, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 30 octobre 1951. 31353-44-2-o
[Première insertion: 3 novembre 1951]

Le Shérif,
ADÉLARD FORGET.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec
Cour Supérieure, { LAURENT COTÉ, gara-
N° 14353. { giste, de Ste-Rose du

Dégelé, demandeur vs GÉRARD SIROIS, autrefois de Ste-Rose du Dégelé et maintenant de Ste-Catherine, comté de Portneuf, défendeur.

"Le lot de terre numéro huit (8) rang dix (10) canton Robinson. Situé dans la paroisse de St-Jean de la Lande. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean de la Lande, MARDI le QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1951, à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 27 octobre 1951. 31364-44-2-o
(Première insertion: 3 novembre 1951).

Le Shérif,
P. E. MARTIN.
31364-44-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Iberville
Saint-Jean, to wit: { QUEBEC FARM LOAN
No. 6873 { BOARD, a body po-
litic and corporate, with

its head office in Quebec, Petitioner; vs RENÉ GIRARD, of Saint-Sébastien d'Iberville, respondent.

Seized as belonging to the said respondent, the immovables hereinafter described, to wit:

A lot of land supposed to contain three arpents in width, by a depth of thirty-two arpents, without warranty as to exact measurement, with the buildings thereon erected.

The said lot of land bears No. twenty on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Sébastien, in the county of Iberville. Less, however, all the wooded part of said lot, comprising a length of thirteen arpents and seven perches by the width thereof, and bounded on the East by the part above sold of said lot, on the West, by the lands of Henryville; on the North, by Victor Fournier, successor of Abraham Fournier, and on the South, by another lot of land, belonging to Gilbert Méthé, or representatives. With a right-of-way along the East part of said lot No. 20, presently sold, to communicate on foot and in vehicle, from the front road to the wooded part above described.

With the servitude belonging to the "Southern Canada Power Company", in virtue of the deed registered under No. 58918.

In virtue of a motion granted by the Honourable Justice T. Rhéaume, this property will be sold "en bloc".

To be sold at the church door of the parish of Saint-Sébastien d'Iberville, the FIFTH day of the month of DECEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Saint-Jean, October 30, 1951. 31353-44-2
[First insertion: november 3, 1951]

ADÉLARD FORGET,
Sheriff.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec
Superior Court, { LAURENT COTÉ, garage
No. 14353. { keeper, of Ste-Rose du

Dégelé, plaintiff; vs GÉRARD SIROIS, heretofore of Ste-Rose du Dégelé and now of Ste-Catherine, county of Portneuf, defendant.

The lot of land number eight (8) range ten (10) township Robinson. Situate in the parish of St-Jean de la Lande. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Jean de la Lande, on TUESDAY, the FOURTH day of the month of DECEMBER, 1951, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, October 27, 1951. 31364-44-2-o
(First insertion: November 3, 1951)

P. E. MARTIN,
Sheriff.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec

Cour Supérieure, { JEAN GRIMALDI, exploitant de cinéma, résidant et domicilié à Montréal,

N° 304079 { HENRI PAGEAU, de la cité de Woonsocket, comté de Providence, dans l'état du Rhode Island, l'un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

"1. Un emplacement situé en la ville de Trois-Pistoles, à la grève, borné au nord par le fleuve St-Laurent, au nord-est au quai, au sud au chemin public, et au sud-ouest à la succession de feu Samuel Rioux, ou représentants, lequel emplacement est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Trois-Pistoles sous le numéro cent quarante-neuf (149), avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances, servitudes actives et passives attachées audit immeuble. A distraire dudit emplacement cette pointe de terre vendue à la ville de Trois-Pistoles et dûment enregistrée sous le N° 77309.

2. Un autre terrain situé au même endroit, à la grève de Trois-Pistoles, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) du cadastre officiel pour la paroisse de Trois-Pistoles, mesurant cent pieds anglais le long du chemin du port de mer, soixante-seize pieds au fronteau ouest, cent vingt-huit pieds du côté sud, cent seize pieds du côté nord, le tout mesure anglaise, avec la devanture de ce terrain à l'est du chemin du port de mer et borné comme suit: à l'est du fleuve St-Laurent, par la devanture; au nord au terrain de Lucien Godbout; à l'ouest par celui en troisième lieu décrit, au sud à la lisière en quatrième lieu décrite, avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Une lisière de terrain à l'ouest du terrain ci-dessus en second lieu décrit, mesurant douze pieds, mesure d'arpenteur dans la ligne de séparation du côté nord; vingt-et-un pieds du côté sud au bout de la profondeur de soixante-quinze pieds dix pouces, mesure d'arpenteur, cette lisière faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) du cadastre de Trois-Pistoles, est bornée au nord à Lucien Godbout, à l'ouest à la succession Joseph M. Riou, au sud au terrain en quatrième lieu décrit et à l'est au terrain en second lieu décrit, circonstances et dépendances.

4. Une autre lisière de terrain adjacente, partie au terrain en troisième lieu décrit et partie au terrain en second lieu décrit, mesurant seize pieds et demi mesure d'arpenteur, au fronteau ouest et trente pieds au fronteau est le long du chemin de port de mer, bornée à l'ouest à la succession Joseph M. Riou, au sud à Georges Leclerc, à l'est au fleuve St-Laurent, au nord aux emplacements et terrain en deuxième et troisième lieu décrits, la dite lisière de terrain faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) du cadastre de Trois-Pistoles, avec tous les droits et prétentions que le seigneur Riou avait ou pouvait avoir et prétendre sur la devanture du dit terrain donnant sur le fleuve, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Trois-Pistoles, LUNDI, le TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
P. E. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, 30 octobre 1951. 31365-44-2-0
[Première insertion: 3 Novembre 1951]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec

Superior Court, { JEAN GRIMALDI, moving picture operator, residing and domiciled at Montreal, city

No. 304079 { HENRI PAGEAU, of the city of Woonsocket, county of Providence, in the State of Rhode Island, one of the United States of America, defendant.

"1. An emplacement situate in the town of Trois-Pistoles, on the beach (à la grève) bounded on the north by the river St. Lawrence, on the northeast by the wharf, on the south by the public road, and on the southwest by the estate of the late Samuel Rioux or representatives, said emplacement now being known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Trois-Pistoles, under number one hundred and forty-nine (149)—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, active and passive servitudes attached to the said emplacement. To be deducted from the said emplacement the point of land sold to the town of Trois-Pistoles, and duly registered under No. 77309.

2. Another lot of land situate in the same place on the Beach (à la grève) of Trois-Pistoles, forming part of lot number one hundred and eighty-four (184) on the official cadastre for the parish of Trois-Pistoles, measuring one hundred feet English measure along the road to the harbour, seventy-six feet on the western front (fronteau) one hundred and twenty-eight feet on the south side, one hundred and sixteen feet on the north side, the whole English measure, with the frontage of this lot of land east of the harbour road and bounded as follows: on the east by the river St. Lawrence, by the frontage; on the north by the land of Lucien Godbout; on the west by that thirdly described, on the south by the strip of land fourthly described — with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A strip of land on the west of the lot of land hereinabove secondly described, measuring twelve feet, surveyor's measure, in the division line on the north side; twenty-one feet on the south side at the end of the depth of seventy-five feet ten inches, surveyor's measure, said strip forming part of lot number one hundred and eighty-four (184) on the cadastre for Trois-Pistoles, is bounded on the north by Lucien Godbout, on the west by the estate of Joseph M. Riou, on the south by the lot of land fourthly described, and on the east by the lot of land secondly described, circumstances and dependencies.

4. Another strip of land, adjacent partly to the land thirdly described, and partly by the land secondly described, measuring sixteen and one half feet, surveyor's measure, at the western front (fronteau) and thirty feet at the eastern front (fronteau) along the road of the harbour, bounded on the west by the estate of Joseph M. Riou, on the south by Georges Leclerc, on the east by the River St. Lawrence, on the north by the emplacements and lots of land secondly and thirdly described, the said strip of land forming part of lot number one hundred and eighty-four (184) of the cadastre for Trois-Pistoles — with all the rights and pretensions which the Seigneur Riou had or may have had or claimed on the frontage of said lot of land facing the river, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Trois-Pistoles, on MONDAY, the THIRD day of the month of DECEMBER, at TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, October 30, 1951 31365-44-2
[First insertion: November 3, 1951]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Montmagny

Cour Supérieure, { **A D É L A R D R O B I -**
No 5,952 { **A C H A U D**, cultivateur, do-
micilié à St-Aubert comté de
l'Islet, P.Q., demandeur, vs **WILFRID AVOINE**,
cultivateur, de St. Aubert, comté de l'Islet.

Le Shérif du District de Montmagny, est par les présentes, requis de saisir et de vendre les terrains et bâtisses y dessus érigés, tels que ci-après désignés et la possession du défendeur:

1° Une partie du lot désigné sous le numéro soixante-neuf (69) au cadastre officiel pour le premier Rang du Canton de Fournier, comté de l'Islet, contenant environ deux arpents de front sur la profondeur comprise entre le fronteau du rang au nord-ouest et la décharge du lac Trois-Saumons, au sud-est, tenant au nord-est au terrain d'Edmond Giasson, ou représentant et au sud-est à celui d'Émile Chouinard, avec dépendances.

2° Une partie des lots désignés sous les numéros soixante-dix et soixante-onze (70, 71) au Cadastre Officiel, pour ledit premier rang du Canton Fournier, contenant environ un arpent de front sur la profondeur du rang, tenant à l'ouest au lot numéro soixante-neuf et au nord-est au terrain de Joseph Caron ou représentant, avec dépendances.

3° Une partie du lot désigné sous le numéro soixante-dix-huit (78) au cadastre officiel pour ledit premier rang du Canton de Fournier, contenant environ trois arpents de front, sur une profondeur de huit arpents, bornée au nord-ouest par le fronteau du rang, au sud-est par les terrains de Georges-Henri Fournier, Donat Bourgault, et Ernest Langlois, au nord-est par celui des représentants d'Alfred Bourgault, et au sud-ouest par celui de Georges-Henri Fournier, avec dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, de Saint-Aubert, Cté de l'Islet, P.Q., le **SAMEDI, DIX-SEPT NOVEMBRE, 1951, à ONZE heures de l'avant-midi.**

Le Shérif,
Montmagny, P.Q., J. AD. BERNIER. 31149-41-2-0
ce 4 octobre, 1951.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec,
District of Montmagny

Superior Court, { **A D E L A R D R O B I C H A U D**,
No 5,952 { **A** farmer, domiciled at St-
Aubert, county of L'Islet, P.Q.,
plaintiff; vs **WILFRID AVOINE**, farmer, of
St-Aubert, county of L'Islet.

The Sheriff of the district of Montmagny is hereby ordered to seize and sell the lots of land and buildings thereon erected, as hereinafter designated and in the possession of the defendant.

1. A part of the lot designated under number sixty-nine (69) on the official cadastre for the first range of township of Fournier, county of L'Islet, measuring about two arpents in front by the depth comprised between the front (fronteau) of the range on the northwest and the outlet of "Lac Trois-Saumons" on the southeast, bounded on the northeast by the land of Edmond Giasson, or representative, and on the southeast by that of Emile Choinard with dependencies.

2. A part of the lots designated under numbers seventy and seventy-one (70, 71) on the official cadastre for said range of the township Fournier, measuring about one arpent in front by the depth of the range, bounded on the west by lot number sixty-nine, and on the northeast by the land of Joseph Caron or representative—with dependencies.

3. A part of the lot designated under number seventy-eight (78) on the official cadastre for said first range of the township of Fournier, measuring about three arpents in front by a depth of eight arpents, bounded on the northwest by the front (fronteau) of the range, on the southeast by the lands of Georges-Henri Fournier, Donat Bourgault and Ernest Langlois, on the northwest by that of the representatives of Alfred Bourgault, on the southwest by that of Georges-Henri Fournier, with dependencies.

To be sold at the parish church door of Saint-Aubert, county of L'Islet, P.Q., on **SATURDAY, the SEVENTEENTH of NOVEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.**

J. AD. BERNIER,
Montmagny, P.Q., Sheriff. 31149-41-2
October 4, 1951.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **R O L A N D L A V I G N E**, ga-
No 7061 { **R**agiste, de la ville de
Victoriaville, district d'Ar-
thabaska, demandeur; vs **MAURICE TAN-**
GUAY, employé de chemin fer, autrefois exploi-
tant un restaurant à Victoriaville, district
d'Arthabaska, et maintenant de Charny, dis-
trict de Québec, défendeur;

Saisis comme appartenant au défendeur:

1° Un certain lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné, au cadastre officiel de St-Hyacinthe-le-Confesseur, comme étant la subdivision 24 du lot numéro 194, (24 de 194), et borné comme suit: au nord-est par le lot numéro 194-23; au sud-est: par le boulevard Sir Wilfrid Laurier; au sud-ouest: par le lot numéro 194-25; au nord-ouest: par les lots numéros 194-19 et 194-20; mesurant 102.0 pieds dans sa ligne nord-est, 75.66 dans sa ligne sud-est, 92.0 pds dans sa ligne sud-ouest, et 75.0 pieds dans sa ligne nord-ouest. Le tout d'une superficie de 7194.0 pieds carrés.

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Superior Court, { **R O L A N D L A V I G N E**, ga-
No. 7061 { **R**age-keeper of the town
of Victoriaville, district d'Ar-
thabaska, plaintiff; vs. **MAURICE TANGUAY**,
employee, heretofore operating a restaurant at
Victoriaville district of Arthabaska and now of
Charny, district of Quebec, defendant;

Seized as belonging to the defendant:

1. A certain lot of land, of irregular figure, known and designated on the official cadastre for St-Hyacinthe-le-Confesseur, as being the subdivision 24 of lot No. 194, (24 of 194), and bounded as follows: on the northeast by lot No. 194-23; on the southeast, by the Sir Wilfrid Laurier Boulevard; on the southwest, by lot No. 194-25; on the northwest, by lots, Nos 194-19, and 194-20; measuring 102.0 feet in its Northeast line, 75.66 in its southeast line, 92.0 feet in its southwest line, and 75.0 feet in its northwest line. Having a superficial area of 7194.0 square feet.

2° Un certain lot de terre, de forme irrégulière, connu et désigné, au cadastre officiel de St-Hyacinthe-le-Confesseur, comme étant le subdivision 25 du lot numéro 194, (25 de 194), et borné comme suit: au nord-est, par le lot 194-24; au sud-est, par le Boulevard Sir Wilfrid Laurier; au sud-ouest, par le lot numéro 194-26; au nord-ouest, par les lots numéros 194-19 et 194-18; mesurant 92.0 pds dans sa ligne nord-est, 30.25 pds dans sa ligne sud-est, 88.0 dans sa ligne sud-ouest, et 30.0 pds dans sa ligne nord-ouest. Le tout d'une superficie de 2668.0 pds carrés.

Ces deux immeubles sont mis en vente avec les constructions qui peuvent y être dessus érigées, et avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes qui peuvent y être attachées.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, le MERCREDI CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE 1951, à 10.30 hres a.m.

Bureau du Shérif, St-Hyacinthe ce 30 octobre 1951. Le Shérif, R. BOUSQUET. 31363-44-2-o

2: A certain lot of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre of St-Hyacinthe-le-Confesseur, as being subdivision 25 of lot No. 194, (25 of 194), and bounded as follows: on the northeast by lot 194-24; on the southeast by the Sir Wilfrid Laurier Boulevard; on the southwest, by lot No. 194-26; on the northwest, by lots Nos. 194-19 and 194-18; measuring 92.0 feet in its northeast line; 30.25 feet in its southeast line; 88.0 in its southwest line and 30.0 feet in its northwest line. Having a superficial area of 2668.0 square feet.

These two immovables will be sold with the buildings which may be erected thereon and with the active or passive, apparent or unapparent servitudes which may effect the same.

To be sold at my office, in the Court House, in the city and district of St-Hyacinthe, on WEDNESDAY, the FIFTH day of DECEMBER, 1951, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Hyacinthe, October 30, 1951. R. BOUSQUET, Sheriff. 31363-44-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 44

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Desrosiers vs Crépeau.....	2965
Léonard vs Godmer	2965

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1196, section "A" — Fabrication et commerce de gros des produits de l'alimentation dans la région de Québec.....	2975
1196, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal.....	2972
1197 — Industrie de la sacoche dans la province de Québec.....	2968

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2939

AVIS DIVERS:

Charlesbourg, ville de (Changement de date des élections).....	2978
E. Morin & Fils, Inc. (Directeurs).....	2965
Helena Beauty Products Limited — Les Produits de Beauté Helena Limitée (Directeurs).....	2966
Le Syndicat National des Travailleurs du Linoléum de Montréal Inc. — National Union of Linoleum Workers of Montreal Inc. (Formation).....	2966
Michael Manufacturing Company Limited (Directeurs).....	2966
Pinecrest Convalescent Home Inc. (Directeurs).....	2966
St-Eugène de Rosemont, paroisse de (Erection).....	2966
St-Jean, cité de (Modifiant sa charte).....	2979

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.....	2940
--	------

CHARTES — ABANDON DE:

Joseph Aubry vs Compagnie Limitée.....	2967
Red Diamond de Luxe Taxi Ltd.....	2967

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Desrosiers vs Crépeau.....	2965
Léonard vs Godmer.....	2965

ORDERS IN COUNCIL:

1196, part "A" — Food products manufacturing and wholesale trade in the district of Quebec.....	2975
1196, part "B" — Construction industry and trades in the district of Montreal.....	2972
1197 — Handbag industry in the Province of Quebec.....	2968

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2939

MISCELLANEOUS NOTICES:

Charlesbourg, town of (Change of date of elections).....	2978
E. Morin & Fils, Inc. (Directors).....	2965
Helena Beauty Products Limited — Les Produits de Beauté Helena Limitée (Directors).....	2966
Le Syndicat National des Travailleurs du Linoléum de Montréal Inc. — National Union of Linoleum Workers of Montreal Inc. (Formation).....	2966
Michael Manufacturing Company Limited (Directors).....	2966
Pinecrest Convalescent Home Inc. (Directors).....	2966
St-Eugène de Rosemont, parish of (Erection).....	2966
St-Jean, city of (Amending its charter).....	2979

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session.....	2940
---	------

CHARTERS — SURRENDER OF:

Joseph Aubry & Compagnie Limitée.....	2967
Red Diamond de Luxe Taxi Ltd.....	2967

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
Ordonnance N° 4, 1942, modifié.....	2967	Ordinance No. 4, 1942, amended.....	2967
COMMISSION MUNICIPALE DE QUEBEC:		QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:	
Commission scolaires qui se prévalent de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation.....	2979	School Commissions availing themselves of the Act to ensure the progress of Education.....	2979
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Berthierville, ville.....	2953	Berthierville, town.....	2953
Canada Steamship Lines, Limited.....	2954	Canada Steamship Lines, Limited.....	2954
Chambly, village.....	2953	Chambly, village.....	2953
Children's Service Center.....	2953	Children's Service Center.....	2953
Coaticook, ville.....	2957	Coaticook, town.....	2957
Commission des Écoles Catholiques de Montréal.....	2956	Montreal Catholic School Commission.....	2956
Côte St-Luc, village.....	2955	Côte St-Luc, village.....	2955
Donnacona, Commissaire d'écoles.....	2951	Donnacona, School Commissioners.....	2951
Dorion, ville.....	2953	Dorion, town.....	2953
Gervais-Cousineau, Succession.....	2951	Gervais-Cousineau, Estate.....	2951
Granville, Reginald Gordon.....	2954	Granville, Reginald Gordon.....	2954
Guimont, Marie-Bibianne-Simone.....	2963	Guimont, Marie-Bibianne-Simone.....	2963
Hôpital Sainte-Justine.....	2957	Hôpital Sainte-Justine.....	2957
Hull, cité.....	2949	Hull, city.....	2949
Jacques-Cartier, ville.....	2949	Jacques-Cartier, town.....	2949
Jewish Peretz School Inc.....	2958	Jewish Peretz School Inc.....	2958
Joliette, Commission scolaire.....	2955	Joliette, School Commission.....	2955
La Cie d'Immeubles Atlas.....	2957	La Cie d'Immeubles Atlas.....	2957
Lachine, cité.....	2959	Lachine, city.....	2959
Langelier, canton de <i>et al</i>	2952	Langelier, township of <i>et al</i>	2952
Lauzon, ville de.....	2959	Lauzon, town of.....	2959
Lefebvre, Dame Pauline <i>et vir</i>	2954	Lefebvre, Dame Pauline <i>et vir</i>	2954
L'Hôpital d'Argenteuil.....	2951	L'Hôpital d'Argenteuil.....	2951
Limbour, commissaires d'écoles de.....	2980	Limbour, School Commissioners of.....	2980
L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.....	2958	L'Institut des Sœurs du Perpétuel Secours.....	2958
L'Institut Mgr Courchesne de Rimouski.....	2950	L'Institut Mgr Courchesne de Rimouski.....	2950
Louiseville, ville de.....	2961	Louiseville, town of.....	2961
Milette, Roland.....	2950	Milette, Roland.....	2950
Montréal, cité.....	2950	Montreal, city.....	2950
Montreal Stock Exchange.....	2962	Montreal Stock Exchange.....	2962
Pointe-Claire, ville.....	2958	Pointe-Claire, town.....	2958
Québec, cité de.....	2963	Quebec, city of.....	2963
Quinlan, Succession Hugh.....	2958	Quinlan, Estate Hugh.....	2958
Roston, Dr Dan.....	2964	Roston, Dr Dan.....	2964
Ship alias Gingras, Joseph.....	2959	Ship alias Gingras, Joseph.....	2959
Sillery, cité de.....	2962	Sillery, city of.....	2962
Snoswell, Alfred Edward.....	2951	Snoswell, Alfred Edward.....	2951
St-Michel, ville.....	2950	St-Michel, town.....	2950
St-Hyacinthe, cité de.....	2965	St-Hyacinthe, city of.....	2965
St-Laurent, commissaires d'écoles de.....	2964	St-Laurent, School Commissioners of.....	2964
St-Laurent, paroisse de.....	2964	St-Laurent, parish of.....	2964
St-Vincent-de-Paul, munic. paroisse.....	2951	St-Vincent-de-Paul, munic. parish.....	2951
Succession John Parker.....	2962	Estate of John Parker.....	2962
The Protestant Industrial Rooms of the city of Montreal.....	2948	The Protestant Industrial Rooms of the city of Montreal.....	2948
Val d'Or, munic. scol. cath.....	2952	Val d'Or, Cath. School munic.....	2952
Victoriaville, ville de.....	2961	Victoriaville, town of.....	2961
DEPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Municipalité scolaire de:		School Municipality of:	
St-Aimé-des-Lacs (Erratum).....	2980	St-Aimé-des-Lacs (Erratum).....	2980
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FOREST:	
Service du Cadastre:		Cadastral Branch:	
Demeules, canton de.....	2980	Demeules, township of.....	2980
Wexford, canton de.....	2981	Wexford, township of.....	2981
TRAVAIL:		LABOUR:	
Industrie du camionnage dans l'Île de Montréal (Modification).....	2981	Trucking industry in the Island of Montreal (Amendment).....	2981

EXAMENS DU BARREAU:

Hull: étude du droit	2982
Laurentides: étude du droit	2982
Montréal: étude du droit	2983
Québec: étude du droit	2982

BAR EXAMINATIONS:

Hull: study of law	2982
Laurentides: study of law	2982
Montreal: study of law	2983
Quebec: study of law	2982

LETTRES PATENTES:

A. R. Lambert Limited.	2941
Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby	2941
Beauséjour Limitée-Ltd.	2941
Commercial Shipping Co. Ltd.	2942
Consolidated Office Equipment Com- pany Ltd.	2942
Eastern Canada Exhibitions Incor- porated.	2943
Eastern Metals Corporation Limited.	2943
Frow Investments Limited.	2943
Hollywood Pants Shop Inc.	2944
La Société la Milice du Rosaire.	2944
Laurentide Sales Inc.	2945
Le Meuble Populaire Limitée.	2945
Les Administrateurs du Colisée Inc.	2945
Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.	2946
Nadel Realities Inc.	2946
Northland Sportswear Ltd.	2946
Revelation Products Inc.	2947
St. Hubert Public Meat Market Inc.	2947
Weisor Ltée.	2947

LETTERS PATENT:

A. R. Lambert Limited.	2941
Association des distributeurs d'essence, garagistes et vendeurs d'automobiles de la Cité et du Canton de Granby	2941
Beauséjour-Limitée-Ltd.	2941
Commercial Shipping Co. Ltd.	2942
Consolidated Office Equipment Com- pany Ltd.	2942
Eastern Canada Exhibitions Incor- porated.	2943
Eastern Metals Corporation Limited.	2943
Frow Investments Limited.	2943
Hollywood Pants Shop Inc.	2944
La Société la Milice du Rosaire.	2944
Laurentide Sales Inc.	2945
Le Meuble Populaire Limitée.	2945
Les Administrateurs du Colisée Inc.	2945
Les Entreprises Populaires St-Malo, Inc.	2946
Nadel Realities Inc.	2946
Northland Sportswear Ltd.	2946
Revelation Products Inc.	2947
St. Hubert Public Meat Market Inc.	2947
Weisor Ltée.	2947

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Arnora Sulphur Mining Corporation	2948
Martin Engineering Incorporated	2948

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Arnora Sulphur Mining Corporation	2948
Martin Engineering Incorporated	2948

LIQUIDATION, AVIS DE:

Commerce Général (Limitée).	2984
-------------------------------------	------

WINDING UP NOTICE:

Commerce Général (Limitée).	2984
-------------------------------------	------

NOMINATION:

Laverty, Arthur Edward.	2984
---------------------------------	------

APPOINTMENT:

- Laverty, Arthur Edward.	2984
-----------------------------------	------

ORDRE DE COUR:

La Société des Artisans vs Renaissance Films Distribution Inc.	2984
---	------

RULE OF COURT:

La Société des Artisans vs Renaissance Films Distribution Inc.	2984
---	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadas- tre révisé d'une partie de la paroisse de St-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, comprise dans les limites de la ville de Loretteville	2987
Concernant l'application, à certains territoires dans le district électoral de Gaspé-Nord, des dispositions de la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie.	2985
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires	2984

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the revised cadastre of a part of the parish of St-Ambroise-de-la-Jeune- Lorette, comprised in the limits of the town of Loretteville.	2987
Concerning the application, to certain territories in the electoral district of Gaspé-North, of the provisions of the Act respecting title-deeds in the Gas- pesian area.	2985
Convocation of the Legislature for the dispatch of business	2984

SIÈGES SOCIAUX:

Consolidated Office Equipment Com- pany Ltd.	2988
Enterprise Railway Equipment Com- pany	2989
Flax Industries Limited — Industrie de Lin Limitée	2988
Magasins Belvédère Stores Inc.	2988
Quebec Iron and Titanium Corporation	2988
R. Moat & Co., Ltd.	2989

HEAD OFFICES:

Consolidated Office Equipment Com- pany Ltd.	2988
Enterprise Railway Equipment Com- pany	298
Flax Industries Limited — Industrie de Lin Limitée	2988
Magasins Belvédère Stores Inc.	2988
Quebec Iron and Titanium Corporation	2988
R. Most & Co., Ltd.	2989

SOUMISSIONS:

Lachine, cité de	2991
Sorel, cité de	2990
St-Germain - de - Rimouski, commission scolaire de la ville de	2992

VENTES PAR LICITATION:

Gagné vs Gagné <i>et al.</i>	2989
--	------

VENTES POUR TAXES:

Dorion, ville	2993
-------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

Caisse populaire de Granby vs Vaillan- court <i>et al.</i>	2993
---	------

GASPÉ:

Delhanty vs Ste-Croix <i>et vir et al.</i>	2994
William Hyman & Sons Limited vs Normand	2994

IBERVILLE:

Office du Crédit Agricole du Québec vs Girard	2995
--	------

MONTMAGNY:

Robichaud vs Avoine	2997
-------------------------------	------

KAMOURASKA:

Côté vs Sirois	2995
Grimaldi vs Pageau	2996

SAINT-HYACINTHE:

Lavigne vs Tanguay	2997
------------------------------	------

31369-o

TENDERS:

Lachine, city of	2991
Sorel, city of	2990
St-Germain-de-Rimouski, School Com- mission of the town of	2992

SALES BY LICITATION:

Gagné vs Gagné <i>et al.</i>	2989
--	------

SALES FOR TAXES:

Dorion, town.	2993
-----------------------	------

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

Caisse populaire de Granby vs Vaillan- court <i>et al.</i>	2993
---	------

GASPÉ:

Delhanty vs Ste-Croix <i>et vir et al.</i>	2994
William Hyman & Sons Limited vs Normand	2994

IBERVILLE:

The Quebec Farm Loan Board vs Gi- rard.	2995
--	------

MONTMAGNY:

Robichaud vs Avoine	2997
-------------------------------	------

KAMOURASKA:

Côté vs Sirois	2995
Grimaldi vs Pageau	2996

SAINT HYACINTHE:

Lavigne vs Tanguay	2997
------------------------------	------

31369-o

